

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA THÉORIE JURIDIQUE DE LA “ PETITE MONNAIE ”

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 12 décembre 1942, à 14 heures

PAR

Margaret-Paulette SIGOGNE

Lauréate de la Faculté de Droit de Poitiers

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.

Suffragants { *M. MOREL, Professeur.*
M. ROUAST, Professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1942

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **SIGOGNE.**

Prénoms : **Margaret-Paulette.**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

1

SIGOGNE (Margaret-Paulette).
— La théorie juridique de la « petite monnaie ». — *Paris*, Jouve et Cie, 1942, in-8°, 126 p.
(Thèse de Droit. Paris, 1942, n°).

2

SIGOGNE (Margaret-Paulette).
— La théorie juridique de la « petite monnaie ». — *Paris*, Jouve et Cie, 1942, in-8°, 126 p.
(Thèse de Droit. Paris, 1942, n°).

3

SIGOGNE (Margaret-Paulette).
— La théorie juridique de la « petite monnaie ». — *Paris*, Jouve et Cie, 1942, in-8°, 126 p.
(Thèse de Droit. Paris, 1942, n°).

4

SIGOGNE (Margaret-Paulette).
— La théorie juridique de la « petite monnaie ». — *Paris*, Jouve et Cie, 1942, in-8°, 126 p.
(Thèse de Droit. Paris, 1942, n°).

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA THÉORIE JURIDIQUE DE LA “ PETITE MONNAIE ”

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 12 décembre 1942, à 14 heures

PAR

Margaret-Paulette SIGOGNE

Lauréate de la Faculté de Droit de Poitiers

Président : M. JULLIOT DE LA MORANDIÈRE, Professeur.

Suffragants { *M. MOREL, Professeur.*
M. ROUAST, Professeur.

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1942

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



LA THÉORIE JURIDIQUE DE LA “ PETITE MONNAIE ”

INTRODUCTION

§ 1. — *Délimitation du sujet.*

Au début de cette étude il est utile de mettre quelque précision dans la terminologie dont il est fait usage en notre matière. Du même coup, nous délimiterons notre sujet.

On parle couramment ici de « menue monnaie », « monnaie d'appoint », « petite monnaie », est-ce que ces différents termes sont synonymes ? Il ne le semble pas. Dans le langage usuel, la « menue monnaie » est constituée par les instruments monétaires d'une valeur inférieure à l'unité, en France par les fractions du franc ; ce sont les sous et décimes. L'expression « monnaie d'appoint » est plus large. Elle comprend les instruments monétaires qui sont destinés à faire l'appoint dans les paiements et qui ont un pouvoir libératoire limité par ce but. Nos pièces de bronze, d'aluminium de 1 fr. et 2 fr., sans être à proprement parler de la menue monnaie, constituent une monnaie d'appoint. Le critérium est juridique et assez net, c'est la limitation du pouvoir libératoire de l'instrument monétaire. On peut remarquer à cet endroit qu'il y a assez souvent coïncidence entre cette monnaie d'appoint et ce que l'on appelle la monnaie divisionnaire. C'est ainsi que dans notre système monétaire antérieur à 1928, les pièces d'argent de 2 fr., 1 fr. et 0 fr. 50, qualifiés de pièces divisionnaires, étaient en même temps des pièces d'appoint. Mais la notion de monnaie divisionnaire étant moins technique, est plus large. Rien n'interdit de voir une monnaie divisionnaire dans tout

instrument monétaire servant à fractionner l'instrument monétaire de type supérieur. En ce sens le billet de 1.000 fr. est la monnaie divisionnaire du billet de 5.000 (1).

Et ceci nous met en présence d'une observation essentielle : la relativité de toutes ces notions. Un instrument monétaire quelconque, à l'exception de celui qui occupe la place la plus élevée dans l'échelle monétaire (aujourd'hui le billet de 5.000) constitue toujours « la monnaie » *lato sensu* d'un autre instrument monétaire. Et à ce relativisme déjà manifeste si l'on considère un système monétaire stable, l'instabilité qui est la caractéristique des systèmes monétaires à notre époque, vient ajouter encore un élément. La dépréciation de la monnaie opère un déclassement entre les divers types d'instruments monétaires. Le pouvoir d'achat de l'actuelle pièce de 1 fr. n'est guère plus élevé que celui du sou d'avant 1914 (2). Par les dévaluations successives de notre monnaie nationale, le sou, de menue monnaie, est devenu monnaie infinitésimale et a finalement disparu, le franc a été ravalé au rang de menue monnaie. Les coupures de 5 fr., 10 fr. et 20 fr. ne sont-elles pas, dans l'usage aujourd'hui, des monnaies divisionnaires ?

C'est pourquoi nous n'excluons pas du champ de nos recherches les billets de banque. Cela va de soi, d'abord, pour ce qu'on appelle les « petites coupures de billets », les coupures autres que les billets de 50 fr. et de valeur supérieure, seuls billets dont l'émission soit prévue par la réglementation organique de la Banque de France (décret du 31 décembre 1936 portant codification des textes concernant la Banque de France, art. 100 : « La moindre coupure des billets de la Banque de France est de 50 fr. »).

Mais nous aurons même à nous occuper de certaines opérations juridiques — contrat de change de monnaie, appoint dans les paiements — dans lesquelles peuvent intervenir des billets de banque de valeur supérieure. Faire de la monnaie aujourd'hui, c'est pratiquement très souvent changer un billet de 1.000 fr. contre 10 billets de 100 fr. Envisagé sous cet aspect-là, le billet de 100 fr. rentre parfaitement dans le cadre de notre étude.

(1) En ce sens Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, 5^e éd., t. 4, n^o 9 bis.

(2) Sur la dépréciation graduelle du sou, depuis le sou d'or mérovingien jusqu'au sou 1938, comp. Sédillot, *Histoire du franc*, Paris, 1939, p. 377.

De ces explications il résulte que nous entendons prendre les différentes notions utilisées en notre matière sous leur acception la plus large ; aussi avons-nous dans l'intitulé de cet ouvrage parlé à dessein de « petite monnaie » plutôt que de « menue monnaie » ou de « monnaie d'appoint » parce que cette expression, dépourvue de signification technique, un peu vague, nous a paru avoir la plus grande extension et n'exclure aucun des objets que nous nous proposons de traiter. En un mot pour employer une formule qui laisse la porte ouverte à tous les relativismes, même au prix de quelque imprécision, nous dirons qu'est « petite monnaie » tout instrument monétaire de faible valeur nominale.

§ 2. — *Division du sujet.*

Il semble logique d'étudier la « petite monnaie » en elle-même, puis les opérations juridiques dont elle peut être le support.

La petite monnaie en elle-même, c'est-à-dire le système juridique de la petite monnaie : quels sont les divers types d'instruments monétaires ressortissant à la catégorie étudiée ? quelle en est la nature juridique, de quelle force obligatoire est dotée leur circulation ?

Nous n'entreprendrons pas à cette occasion de refaire dans son ensemble la théorie juridique de la monnaie en général, il y a beaucoup de points qui ont été étudiés par la doctrine en ce qui concerne toute monnaie et qui se laissent transposer sans peine pour la petite monnaie. Ce qui nous intéresse, c'est uniquement, chose un peu négligée jusqu'ici, les particularités juridiques auxquelles donne lieu la petite monnaie dans le système monétaire.

Les règles de droit que nous aurons à examiner dans cette première partie (étude non purement descriptive du reste, car nous verrons que cette réglementation laisse bien des difficultés à résoudre) relèvent principalement, sinon exclusivement, du droit public. C'est l'aspect publiciste de toute théorie juridique de la monnaie. Le juriste de droit privé ne peut pas faire abstraction de ce cadre de droit public dans lequel est appelé inévitablement à se mouvoir le droit privé de la petite monnaie.

C'est ce droit privé qui formera la matière de notre 2^e partie.

Nous étudierons non pas seulement les contrats, l'expression trop étroite serait parfois impropre, mais les opérations juri-

diques dont la petite monnaie peut être soit l'objet; soit l'instrument : le change de monnaie, l'appoint dans les paiements, deux questions qui ne paraissent pas avoir fait l'objet d'étude directe et principale dans la doctrine civiliste, et qui de ce fait, méritent peut-être quelque attention de notre part.

Il est entendu que c'est exclusivement la théorie juridique de la petite monnaie que nous étudions ici, et non la théorie économique. Cependant, le droit, même le droit privé, ici, comme dans beaucoup d'autres domaines, gagne à ne pas être dissocié de l'économie politique. La théorie juridique de la petite monnaie sera mieux construite et plus facilement exposée si elle s'appuie sur une théorie économique correspondante. Il ne semble pas malheureusement que parmi les nombreux ouvrages auxquels la théorie monétaire a donné lieu en économie politique, la petite monnaie ait trouvé la place qu'elle méritait. La modicité de l'objet aura sans doute fait conclure trop hâtivement au défaut d'intérêt du sujet. Ainsi, faute de trouver dans la littérature économique une théorie toute faite de la petite monnaie, il nous faudra, et ce sera l'objet d'un chapitre préliminaire, non pas même essayer de construire une pareille théorie, ce qui serait au-dessus de nos forces, mais plus simplement indiquer quelques points par où la petite monnaie paraît se singulariser dans la théorie monétaire qu'a dégagée l'économie politique.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

THÉORIE ÉCONOMIQUE DE LA PETITE MONNAIE

On peut se demander si la triple fonction que la théorie classique assigne à la monnaie en général, se retrouve sans modification en ce qui concerne la petite monnaie.

RÔLE DE LA PETITE MONNAIE EN TANT QUE MESURE DES VALEURS.

L'existence de la petite monnaie apparaît à cet égard comme doublement nécessaire. D'abord, pour exprimer en soi une valeur qui serait inférieure à l'unité de monnaie ordinaire. Il y a des quantités de choses qui ont une valeur économique appréciable, mais une faible valeur ; un adage de droit un peu archaïque déclare « *parum pro nihilo* » (1), mais la formule serait des plus contestables si on lui donnait une portée générale. Les petites valeurs qui correspondent à des produits ou à des services d'un usage très fréquent dans la vie de chaque jour, ont besoin, autant que les autres, de trouver une mesure adéquate. Il y aurait quelque injustice à obliger le consommateur à les acheter en groupe, faute d'instrument monétaire approprié alors qu'il n'a besoin que d'une unité. L'existence de la petite monnaie est, en second lieu, nécessaire pour exprimer les fractions de valeur comprise entre une unité monétaire et une unité monétaire supérieure, pour exprimer des nuances de valeur que le système de la

(1) On en tire parfois cette conséquence que dans une saisie-exécution, l'huissier qui ne trouve qu'un mobilier de faible valeur doit dresser un procès-verbal de carence comme s'il ne trouvait rien du tout.

monnaie ordinaire serait impuissant à traduire. Un système de poids pour être complet doit comporter non seulement des kilogrammes mais aussi des hectogrammes, décagrammes, etc... Il faut qu'un prix serre du plus près possible la valeur exacte d'une chose et pour cela il faut une gamme de monnaies d'appoint.

Nous supposons là que la valeur de la chose considérée était réellement une valeur intermédiaire entre 2 unités de monnaie ordinaire, que par conséquent l'utilisation de la petite monnaie correspondait à un besoin réel, mais parfois ce fractionnement de la valeur a un caractère plus artificiel, c'est un procédé employé par le vendeur de produit pour attirer les acheteurs éventuels. Le procédé est bien connu dans le commerce de détail. C'est un fait d'expérience psychologique que l'attention du client lorsqu'il considère un prix ne se fixe fortement que sur l'unité monétaire, sur les francs, et néglige les fractions, les centimes. De là la méthode suivie par les Grands magasins, exploitée à fond, jadis par les bazars à 19 sous, et qui consiste à fixer le prix d'un article, non pas à x francs mais à $(x-1)$ francs 95 centimes.

Dans le même ordre de méthode de psychologie commerciale on peut signaler la pratique de certains commerçants qui sur la facture des clients lui consentent gracieusement le rabais des décimes et centimes. Le but est le même, il s'agit de propagande commerciale, mais le procédé est inverse. Il ne s'agit plus de fractionnement mais au contraire d'arrondissement du prix. Ce procédé d'arrondissement qui tend à éliminer l'utilité et l'usage de la monnaie d'appoint est un procédé de grande envergure. Sa forme la plus fréquente n'est du reste pas l'arrondissement au franc inférieur, mais l'arrondissement au franc supérieur ou au décime supérieur. Seulement comme il tend alors à imposer au débiteur une obligation supplémentaire, il ne peut être juridiquement efficace qu'autant qu'il s'appuie soit sur une convention préalable des parties, soit sur une règle de droit. Généralement cet arrondissement au décime ou au franc supérieur est imposé au débiteur de l'Etat ou des administrations publiques. Suivant le but poursuivi on pourrait du reste distinguer l'arrondissement de simplification, quand le créancier cherche seulement par là à alléger la tâche de ses comptables comme aussi à supprimer les difficultés nées de la pénurie de monnaie d'appoint (tel est le sens de la loi du 21 octobre 1940, décidant que les

écritures des comptables publics seraient désormais tenues en francs et décimes à l'exclusion des centimes) et l'arrondissement de profit, lorsque par là il cherche purement et simplement à se procurer un bénéfice supplémentaire non prévu par le contrat ou par la loi fiscale. La distinction au reste est fragile dans les faits : tels arrondissements qui se sont présentés comme des procédés de simplification comptable n'ont été pour l'Etat, pour les compagnies de chemin de fer que des moyens de grappiller quelques menues sommes sur les contribuables ou sur les usagers sans élever ouvertement les tarifs.

RÔLE DE LA MONNAIE EN TANT QU'INSTRUMENT DES ÉCHANGES.

Du point de vue que nous considérons maintenant, la petite monnaie correspond peut-être à un besoin plus profond, plus primitif que la monnaie ordinaire elle-même. Dans le système de troc qui, d'après l'opinion généralement admise, a précédé la vente, les produits échangés l'un contre l'autre ayant rarement une valeur identique, très vite on a dû sentir la nécessité de disposer de menus objets destinés à rétablir l'équilibre, à faire l'appoint. La monnaie ordinaire n'est devenue indispensable qu'avec l'apparition du contrat de vente, bien avant il a fallu des soultes d'échange, qui, en s'uniformisant, ont pris le caractère de monnaie d'appoint. On peut donc penser que la monnaie d'appoint est la première forme de la monnaie. Du reste, toute monnaie, est-il permis de dire, devient une monnaie d'appoint lorsqu'elle intervient dans un système de troc, pour compléter la valeur de l'une des prestations échangées. Si forte que puisse être sa valeur en soi, une soulte d'échange fixée en argent est toujours monnaie d'appoint par rapport aux marchandises échangées. C'est ainsi que dans le commerce international où suivant l'analyse classique, ce sont avant tout des produits qui s'échangent contre des produits, les lingots d'or qui interviennent pour combler le déficit de la balance des comptes, ne sont au fond qu'une énorme monnaie d'appoint par rapport à un troc gigantesque.

Que la petite monnaie, comme instrument des échanges, ait un caractère monétaire plus accentué que la monnaie ordinaire,

cela est encore attesté par la sociologie. Dans l'évolution sociale, il est fréquent que la monnaie apparaisse d'abord sous la forme de parure, spécialement de parure féminine. Elle n'est pas alors caractéristique d'une économie de marché, d'une économie monétaire, elle peut très bien coexister avec une économie en nature, une économie de troc. Au contraire, l'apparition de la petite monnaie suppose la formation préalable d'un marché, d'une économie de marché. Cette opposition entre le rôle sociologique de la monnaie ordinaire comme parure et le rôle proprement monétaire de la petite monnaie comme instrument des échanges, s'est vérifiée en particulier pour le thaler de Marie-Thérèse. On sait quelle a été l'extraordinaire diffusion de cette pièce d'argent autrichienne dans le Proche-Orient et en Afrique orientale, spécialement en Ethiopie. L'explication doit en être cherchée dans le rôle de parure joué par cette monnaie et aussi dans la signification quasi-magique attribuée par des populations primitives à l'effigie diadémée de l'impératrice. Au contraire, les monnaies divisionnaires, demi-thalers et quarts de thaler, que la Monnaie de Vienne essaya à une certaine époque de lancer dans sa clientèle orientale, connurent un échec complet. C'est que cette petite monnaie aurait supposé des besoins économiques, un marché, qui n'existaient pas dans ces régions encore fort arriérées. Comme parure, elle était beaucoup moins attrayante que la monnaie de grand module ; or l'engouement pour le thaler entier tenait à un désir de parure, non à des besoins économiques (1).

Mais il est curieux de constater que cette petite monnaie que nous avons vue apparaître comme une étape décisive dans le progrès économique, va, le progrès économique se poursuivant, se manifester comme une gêne. Le fractionnement de la monnaie est un encombrement pour le porteur, multiplie les risques de perte, nécessite des calculs rapides et qui peuvent être une source d'erreurs, demande des manipulations matérielles qui sont des pertes de temps. C'est ce qui explique la tendance très nette dans la pratique moderne à l'élimination de la petite monnaie. Le procédé employé à cette fin consiste à grouper les produits ou les services proposés à la clientèle de manière à arriver à un prix global n'exigeant plus l'emploi de petite monnaie.

(1) Fischel, *Le Thaler de Marie-Thérèse*. Thèse de lettres, Dijon, 1912, p. 195.

Le type en est le système des carnets de tickets dans les transports en commun urbains (1).

Toutefois le courant du progrès n'est pas aussi simple que cela et la vie moderne a vu surgir une pratique qui tout au contraire requiert une abondante circulation de petite monnaie, du moins de petite monnaie métallique. Nous faisons allusion aux appareils automatiques ou appareils à sous. Leurs fonctions sont très variées. Les uns constituent des jeux (jeux de hasard purs et simples, ou jeux laissant une part à l'adresse), canalisant ainsi la petite monnaie vers la satisfaction d'une passion que l'on peut juger sans indulgence du point de vue moral ; cette catégorie d'appareils en tout cas peut difficilement être considérée comme un facteur de progrès, aussi bien a-t-elle fait l'objet d'une réglementation restrictive (décret du 31 août 1937). Mais il y a toute la catégorie des distributeurs automatiques de produits, tickets, timbres-poste, des balances automatiques, des compteurs automatiques d'entrée..., etc... Sans doute, rendant inutile l'intervention d'un certain nombre d'employés en chair et en os, l'emploi de ces appareils peut être regardé comme une cause de chômage, donc comme socialement critiquable. Mais du point de vue de l'entrepreneur, l'utilité de l'innovation n'est pas douteuse. Du point de vue du consommateur aussi, car il sera servi plus rapidement, en tous lieux, à toute heure. L'usage de ces distributeurs automatiques a pris dans certains pays comme les Etats-Unis un développement énorme qui ne se limite pas comme en France à quelques variétés d'articles. Or le fonctionnement de tels appareils exige matériellement de la petite monnaie métallique. Plus riche sera la gamme d'instruments monétaires métalliques de faible et moyenne valeur, plus le développement de ce machinisme commercial sera facilité. Au contraire, comme on a

(1) Le procédé est du reste susceptible de variantes. Tantôt le groupement des produits ou des services est opéré impérativement par l'entrepreneur qui ne consent pas à détailler, tantôt il est seulement proposé à l'option du consommateur. Dans ce dernier cas, deux modalités sont encore concevables : l'entrepreneur peut ne donner aucun avantage pécuniaire au client qui opte pour le groupement des produits ou des services (système des carnets du Métropolitain de Paris), il peut au contraire fixer des prix différentiels suivant qu'il y a ou non groupement (système des carnets de tickets de la Société des Transports en commun). La différence est du reste justifiable, puisque dans le cas du métro, c'est le voyageur qui est intéressé à ne pas stationner au guichet, tandis que dans le cas de l'autobus, la perte de temps et les difficultés de manipulation de la petite monnaie sont exclusivement pour le préposé de la compagnie.

pu le constater dans ces dernières années, la disparition ou ce qui revient au même la dévaluation des petits instruments monétaires frappe d'inefficacité tout ce mécanisme de distribution des produits. Il faut désormais recourir à l'intermédiaire de jetons spéciaux que le consommateur doit préalablement se procurer auprès d'un employé ou d'un débitant en chair et en os. D'où une manipulation intermédiaire inévitable et tout l'avantage que l'on pouvait attendre d'un système de distribution automatique s'évanouit.

RÔLE DE LA MONNAIE COMME INSTRUMENT DE THÉSAURISATION.

La monnaie en général a une fonction de réservoir des valeurs dont l'époque actuelle caractérisée par une grande thésaurisation nous montre des exemples frappants. Il va de soi que la petite monnaie ne peut pas jouer à cet égard un rôle aussi considérable que la monnaie ordinaire. Deux raisons apparaissent de cette infériorité de la petite monnaie en tant qu'instrument de thésaurisation. C'est d'abord, inhérente à sa définition, sa faible valeur nominale. Il faudrait pour thésauriser une somme tant soit peu importante en menue monnaie, une masse fort encombrante et fort pesante d'instruments monétaires. Or le thésauriseur qui affectionne le secret et ne répugne pas à la fuite, cherche un réservoir de valeur aussi peu volumineux et aussi mobile que possible. En outre, comme nous le verrons plus tard, la petite monnaie est très généralement même lorsqu'elle est métallique, une monnaie fiduciaire, une monnaie dont la valeur réelle est inférieure à la valeur nominale. Nos monnaies d'argent dès le dernier tiers du ^{xix}^e siècle, nos monnaies de cuivre, aujourd'hui nos jetons en bronze d'aluminium, ne sont rien de plus que des assignats métalliques qui ne tirent leur valeur que de l'empreinte étatique. Ce sont là de très mauvaises conditions pour la thésaurisation puisque l'Etat peut à tout moment par une décision unilatérale réduire à zéro la valeur du stock de monnaie détenu par le thésauriseur et que, même sans cela ce stock subira toutes les pertes de pouvoir d'achat qui peuvent affecter la monnaie. Toutefois, cette seconde raison n'est pas aussi forte que la première. L'expérience de l'heure actuelle montre que l'on thésau-

rise sur une grande échelle les billets de banque, monnaie dont le caractère fiduciaire est encore plus accentué. D'autre part, les dévaluations monétaires ont été à l'époque contemporaine, notamment en France, tellement profondes, que la valeur du métal inférieur dont était faite la petite monnaie, s'est trouvée à plusieurs reprises, sur le point d'en dépasser la valeur nominale. C'est ainsi qu'il a fallu à la suite de la guerre de 1914-1918 retirer de la circulation les pièces d'argent, la hausse de ce métal déterminant une thésaurisation très poussée ; le phénomène se reproduit depuis 1939, bien que les pièces d'argent de 10 et de 20 francs soient d'un titre assez bas ; des considérations analogues n'ont pas été étrangères à la disparition *de facto*, puis *de jure* (décret du 28 juin 1933) des pièces pleines, en nickel pur, de 5 francs. Rien n'assure aujourd'hui que, la pénurie des matières premières aidant, on ne verra pas nos pièces de métal vulgaire faire, sur un certain marché, prime par rapport à leur valeur nominale, et se convertir de la sorte en un instrument de thésaurisation. Mais ce sont là des phénomènes exceptionnels, dus à des situations particulièrement troublées. Normalement, la thésaurisation en petite monnaie ne doit atteindre qu'un volume relativement faible. Elle procède de 3 catégories d'individus, entre lesquelles la psychologie peut trouver des traits de ressemblance : les enfants, les indigènes des colonies et les maniaques. La thésaurisation enfantine (dans les « tirelires »), comme du reste en général toute la question de l'Épargne enfantine, est un phénomène mal étudié, mais elle doit certainement dans un pays tel que la France, retenir hors du « circuit » une quantité très appréciable de petite monnaie (peut-être une centaine de millions). Quant aux indigènes de nos colonies, leur engouement pour la même monnaie s'est manifesté d'une manière significative lors de l'émission des jetons des Chambres de Commerce. Il est possible que l'apparence de ces jetons donnant aux indigènes l'illusion de l'or ait permis à des trafiquants peu scrupuleux de faire des dupes, mais en outre, et surtout, c'était la première monnaie métallique ayant une valeur un peu forte qui faisait sa réapparition dans le système français. Or l'indigène, spécialement le nègre de l'Afrique occidentale française, a besoin d'une monnaie métallique pour thésauriser, car, enfouissant son trésor dans la terre sans contenant, il lui faut un instrument de thésaurisation à l'abri et de l'humidité du sol, et de la morsure

des fourmis. Les gros sous de cuivre lui servaient et lui servent encore à cette fin (il en est resté paraît-il d'assez grandes quantités dans les cases de l'Afrique occidentale française). Mais les jetons de 2 fr., 1 fr., 50 centimes furent pour lui à la fois plus attrayants et plus commodes. La demande de ces monnaies aux colonies fut telle qu'il fallut en prohiber la sortie de France (1). Quant aux maniaques qui remplissent les bouteilles de jetons, chacun a pu constater leur existence, ils sont la preuve vivante que des facteurs psychopathiques peuvent troubler le fonctionnement des lois économiques. A côté de cette thésaurisation volontaire il existe une autre thésaurisation de la petite monnaie qui a un caractère mécanique et diffus, c'est la thésaurisation ou si l'on préfère, la mise temporaire hors de la circulation, résultant de l'usage des appareils automatiques. Les sommes qui sont introduites dans ces appareils, sont pour un temps plus ou moins long, variable suivant les procédés et les rythmes de relevage, soustraites au circuit monétaire.

Enfin, on peut signaler une utilisation toute particulière de la petite monnaie comme réservoir de valeur, non pas de valeur monétaire, de pouvoir d'achat, mais de matière première nécessaire à l'industrie, thésaurisation du reste non plus individuelle, mais collective, nationale en quelque manière. C'est ainsi que lors de l'émission des pièces de 5 fr. en nickel aux lendemains de la loi du 25 juin 1928. M. Bedouce, protagoniste de la mesure, montra qu'elle aurait, entre autres avantages, celui de thésauriser dans la circulation si l'on ose dire, un stock de nickel que l'on retrouverait en cas de conflit pour alimenter nos industries de guerre. Et c'est ce qui arriva en effet.

RELATIONS RÉCIPROQUES ENTRE LA PETITE MONNAIE ET LES PRIX.

Si la monnaie n'était qu'une mesure des valeurs, elle se bornerait à enregistrer les fluctuations des prix sans pouvoir réagir sur elles. Or, il n'en est rien, tout le monde reconnaît aujourd'hui l'influence du système monétaire sur la formation des prix. Cette influence n'est pas niable en ce qui concerne la petite mon-

(1) Comp. sur ce point Crim. juillet 1926, D. H. 1926, 516.

naie. L'existence d'une menue monnaie favorise l'existence de menus prix (1). La disparition d'un type de monnaie d'appoint provoque presque inmanquablement l'arrondissement des prix à l'unité supérieure. Cette vérité que l'abondance et la variété de la petite monnaie sont des facteurs de baisse ou du moins de non-hausse des prix, avait été soulignée dans l'exposé des motifs de la loi monétaire du 25 juin 1928.

A l'inverse, il existe une influence des prix sur le système de la petite monnaie. Selon qu'il y a baisse ou hausse des prix, chaque instrument monétaire gagne ou perd en pouvoir d'achat. Remarquons d'abord que tout le mécanisme de distribution des produits par appareils automatiques se trouve faussé par ces variations. L'adaptation des appareils demandera toujours un certain temps. S'agissant d'une baisse des prix, on peut poser en règle qu'il n'y aura pas adaptation et que l'entrepreneur trouvera là un profit supplémentaire. S'agissant d'une hausse des prix, l'adaptation en sera souvent impossible, faute de monnaie métallique adéquate, et le mécanisme de distribution automatique devra s'arrêter. D'un autre côté, l'adaptation de la gamme des instruments monétaires au nouveau pouvoir d'achat est lente. Raisonnons sur le cas le plus fréquent, celui de la hausse des prix : bien que le franc ait aujourd'hui perdu plus des 9/10 de son pouvoir d'achat d'avant 1914, nous avons conservé, à l'exception du sou, encore n'a-t-il disparu que depuis peu, toute la gamme des menues monnaies du franc de Germinal, et sous l'aspect d'une pièce de 10 centimes par exemple, nous avons une monnaie courante dont le pouvoir d'achat est inférieur à celui de l'exceptionnel centime de nos aïeux. Or, le plus petit instrument d'un système monétaire a une valeur en soi par le seul fait qu'il constitue déjà ou encore une monnaie, indépendamment de son pouvoir d'achat. Il y a des catégories d'individus qui dans l'usage, reçoivent de l'argent de leurs semblables et en vivent sans avoir un droit formel de créancier. On continuera pendant longtemps à s'acquitter envers eux avec le plus petit instrument monétaire du système, malgré les pertes considérables de son pouvoir d'achat. Le minimum d'aumône à donner au mendiant ou à remettre dans une quête est resté fixé au petit sou, tant que

(1) Arnaune, *vo Monnaie*, *Dictionnaire d'Economie politique* de Léonay S, t. 2, p. 303.

l'Etat ne l'a pas démonétisé. Le minimum de pourboire à donner à un garçon de café restera accroché à 20 centimes ou 50 centimes tant qu'il y aura de ces pièces dans la circulation. Les bénéficiaires de libéralités modiques sont en partie les victimes de toute dévaluation que ne suit pas immédiatement une réadaptation de l'échelle de la petite monnaie. Et ceci rejoint l'observation formulée au début : la petite monnaie est un facteur de compression des prix.

CRISES DE LA PETITE MONNAIE.

Les crises sont les phénomènes économiques les plus importants auxquels puisse donner lieu la petite monnaie ; elles peuvent être de deux sortes : crise par surabondance, et crise par pénurie. La surabondance de petite monnaie se produit rarement dans les Etats modernes, elle a pu au contraire présenter une certaine importance sous l'Ancien Régime. A une époque où l'on ne connaissait pas encore le papier monnaie, l'émission d'une petite monnaie qui avait un caractère de billon, c'est-à-dire *lato sensu* d'une monnaie dont la valeur intrinsèque était inférieure à la valeur nominale, était le seul procédé d'inflation fiduciaire à la disposition des seigneurs et des princes pour financer leurs dépenses extraordinaires. Les ouvrages de nos vieux auteurs monétaires sont ainsi remplis de plaintes contre cette petite monnaie noire qui finissait par entraîner les désordres économiques et sociaux de toute inflation.

Mais aujourd'hui, les crises de la petite monnaie sont essentiellement dues à sa raréfaction. Le phénomène a une importance extrême par ses conséquences de droit privé, car c'est lui qui donne son acuité au problème de l'appoint dans les paiements. La crise de petite monnaie la plus typique est celle qui a suivi la déclenchement des hostilités en 1914 et qui avec des atténuations et des récurrences, s'est poursuivie jusqu'après la signature du traité de paix. Ses origines ont été étudiées par M. Corvol dans sa thèse de Doctorat (1).

La guerre de 1939 ne s'est pas accompagnée du même phénomène, sans doute parce que, instruit par l'expérience précédente,

(1) Corvol, *L'émission des bons de monnaie par les Chambres de Commerce*. Thèse Paris, 1930, p. 35 à 103.

le Gouvernement avait prévu les mesures nécessaires pour faire face à la situation, notamment par un accroissement de la frappe. Néanmoins depuis quelques mois, des symptômes d'une crise naissante se sont manifestés dans le commerce.

Quelles sont les causes de ces disettes de petite monnaie ? On peut songer à un ralentissement de la frappe imputable notamment aux circonstances de guerre, manque de matière première, mobilisation de la main-d'œuvre, etc... Mais il est probable que le facteur sous-production ne joue pas le rôle le plus important dans l'apparition de la crise. Il faut plutôt incriminer le facteur demande, les besoins accrus de petite monnaie. En certains cas c'est la thésaurisation qui, provoquée par la guerre, va immobiliser une part du stock de petite monnaie. Il faut supposer pour cela une petite monnaie faite d'un métal dont le thésauriseur puisse escompter qu'il fera prime par rapport à la monnaie nominale. Cette cause joua à plein dans la disparition progressive de pièces divisionnaires d'argent au cours des années 1914 et suivantes (1).

Un autre facteur de la crise est la hausse des prix, mais cela demande explication. Sans doute ce n'est pas parce que les prix montent en général que l'on aura besoin de plus de monnaie pour faire l'appoint dans les paiements, bien au contraire la hausse des prix tend à arrondir les prix, partant à diminuer le besoin de monnaie d'appoint. Mais la petite monnaie, nous le savons, n'est pas seulement nécessaire pour payer les fractions d'un prix non arrondi, il en faut aussi pour payer dans leur entier les petits prix. Or ces petits prix sont par hypothèse en hausse par suite de la guerre. Si des articles qui valaient 1 fr. valent désormais 1,50 ou 2 fr., les besoins du commerce exigeront une circulation accrue de petite monnaie.

Il faut ajouter que le « prêt » payé à des millions de soldats mobilisés suppose à courts intervalles, une masse de très menus versements, donc une quantité énorme de petite monnaie ; que les mobilisés, les réfugiés, emportent dans leur déplacements,

(1) Le fonctionnement de l'union latine contribua aussi pour une large part à la crise de ces années-là : nos pièces d'argent étaient exportées en Suisse où elles pouvaient, en vertu des conventions de l'union, s'échanger en francs suisses, alors que ceux-ci faisaient, sur le marché des changes, déjà la forte prime par rapport à la devise française. Comp. Corvol, *op. cit.*, p. 81 et s. ; Fourtens, *La fin de l'union monétaire latine*. Thèse Paris, 1930, p. 81 et s.

pour les besoins du voyage, un stock de petite monnaie supérieur à celui dont ils se chargeaient normalement dans la vie sédentaire. Ce sont tous ces facteurs qui en s'additionnant, déclenchent à la suite des guerres, les crises de petite monnaie. Il semble que le remède soit simple. L'Etat n'a qu'à accélérer et à multiplier l'émission. Si la matière métallique fait défaut ou semble donner trop d'attrait à la thésaurisation, on lui substituera le papier. Cependant la machine gouvernementale est parfois longue à s'ébranler même pour prendre les résolutions que le public juge les plus simples, et c'est ce qui explique que les usagers soient parfois obligés de créer eux-mêmes les remèdes à la crise dont ils souffrent. De là cette création spontanée de petite monnaie à laquelle procédèrent nous le verrons, au cours de la guerre de 1914, des organismes extra-étatiques, soit semi-officiels, soit même purement privés.

PHÉNOMÈNES DE CHANGE ENTRE MONNAIE ORDINAIRE ET PETITE MONNAIE.

Peut-il se produire un agio ou un disagio dans les rapports entre petite monnaie et monnaie ordinaire, peut-il s'établir un cours du change entre ces deux sortes de monnaie comme entre monnaie nationale et monnaie étrangère ? De prime abord c'est la négative qui paraît s'imposer. Monnaie ordinaire et petite monnaie sont à l'intérieur du même système monétaire. La petite monnaie n'est qu'une fraction mathématique de la monnaie ordinaire, mais elle n'est pas d'une nature différente, ne donne pas à son porteur de droits différents. La proposition, exacte en gros, appelle pourtant des réserves. Elle suppose entre les deux sortes de monnaie, une convertibilité parfaite et immédiate, qui, pour des raisons diverses, peut ne pas exister. Là où cette convertibilité ne fonctionne pas, les différences de valeur intrinsèque ou d'utilité personnelle que présentent monnaie ordinaire et petite monnaie, reprennent leur force et entraînent des phénomènes d'agio.

Ce sont en premier lieu les différences de valeur intrinsèque, de valeur métallique qui agissent. C'est ainsi que pendant la guerre de 1914, les billets de banque et la monnaie de cuivre ne pouvant plus se transformer au gré du porteur en pièces division-

naires d'argent, rien plus n'empêcha le métal précieux de faire prime, et la mauvaise monnaie de papier chassa la petite mais bonne monnaie d'argent. Sous la Révolution il y eut une prime de la monnaie de cuivre sur les assignats (1) et, à une certaine période, des petits assignats remboursables contre de la monnaie de cuivre sur les gros assignats (2).

Mais il faut en outre et surtout tenir compte de l'utilité variable que présentent pour les porteurs les divers types d'instruments monétaires. Bien que la devise soit identique, la commodité peut être différente et sur une place à un moment donné, les besoins du commerce ou les besoins domestiques en petite monnaie peuvent être supérieurs ou inférieurs aux besoins de monnaie ordinaire. *A priori* la limitation du pouvoir libératoire de la petite monnaie tendrait à la déprécier, mais d'un autre côté comme l'appoint est dans l'opinion dominante, une obligation du débiteur, chaque particulier, débiteur éventuel, tend à se constituer une réserve de petite monnaie et cette petite thésaurisation tendrait à relever le cours de la monnaie d'appoint. Normalement, le nivellement est immédiat parce qu'il y a partout une caisse publique, ou une banque, prête, en vertu de l'usage, à changer gratuitement monnaie ordinaire contre petite monnaie ou inversement. L'extrême facilité du recours à ces organismes empêche la formation d'un agio. Toutefois cela n'est vrai que dans les pays et aux époques où l'organisation bancaire a atteint un certain développement. Sous l'ancien Régime et aujourd'hui encore dans certaines contrées de civilisation peu avancée, on relève de façon courante des phénomènes de change entre les sortes de monnaie. L'agio n'existe pas, d'ailleurs, toujours dans le même sens. Une considération tend souvent à doter la monnaie ordinaire d'une prime sur la monnaie d'appoint, c'est que celle-ci a un caractère fiduciaire, de billon, de mauvaise monnaie, tandis que, aux époques et dans les contrées dont il s'agit, la monnaie ordinaire est une monnaie de métal précieux, une bonne monnaie. Mais une autre considération intervient en sens inverse, c'est que la menue-monnaie nécessaire pour les paiements courants (il s'agit de marchés, encore peu développés), n'a pas été frappée en assez grande quantité, il y a une crise

(1) V. Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon*, t. 6, p. 132.

(2) Morini-Comby, *Les Assignats*, p. 140.

endémique de la petite monnaie. Ce fait, à son tour, peut être neutralisé par une autre donnée, c'est que la petite monnaie, plus encombrante, plus pesante, nécessite plus de frais pour sa manipulation, son transport, sa conservation.

En tout cas, les historiens constatent que au Moyen Âge, antérieurement au xiv^e siècle, le caractère fiduciaire de la petite monnaie, détermina de manière à peu près constante une prime de l'or, puis au xiv^e siècle, une pénurie de petite monnaie renversa la situation. En 1367, pour obtenir de la menue monnaie contre de l'or, il fallait payer une prime de 3,5 %, en 1370, une prime de 2 %. Quelques années plus tard, nouveau renversement. L'or faisait en 1375 une prime de 1 % sur la menue monnaie, de 0,65 % en 1378, de 1,5 % en 1383 (1). Si l'on se déplace maintenant dans l'espace et non plus dans le temps, on signale en Turquie aux environs de 1900 un agio de 2 à 2,5 % de la menue monnaie de cuivre contre l'or et de 9 à 10 % contre l'argent. En A. O. F. vers 1925, les indigènes consentaient à payer une prime pour les jetons des Chambres de Commerce. Si l'organisation du change gratuit par les caisses publiques et par les banques a fait disparaître de notre pays cet agio ou ce disagio, cela n'est vrai que pour la monnaie nationale. Lorsque c'est une monnaie étrangère qui est en cause, il y a place pour une prime d'une sorte de monnaie sur l'autre. Un changeur de monnaie étrangère ne consent pas à changer gratuitement certains types d'instruments monétaires contre d'autres types relevant de la même devise ou encore, il ne consent pas à acheter au même cours ou à vendre au même cours, ces différents types d'instruments monétaires. En temps normal, les grosses coupures de devises étrangères, font prime sur les petites coupures et plus encore sur la menue monnaie métallique à raison des moindres frais de transport qu'elles nécessitent (2). En période troublée, la situation est plus complexe. Les gros billets d'un pays à change apprécié peuvent alors faire prime parce qu'ils permettent la thésauri-

(1) Lièvre, *La monnaie et le change en Bourgogne sous les ducs Valois*. Thèse Dijon, 1929, p. 27 et s. Les besoins de l'Eglise qui durent contribuer à rendre le contrat très pratique devaient influencer sur le cours du change. Les recettes de l'Eglise consistaient pour une large part en aumônes, donc en petites monnaies qu'il fallait ensuite convertir, concentrer en pièces de métal précieux, voire en lettres de change, notamment pour en assurer le transport à Rome avec plus de commodité. C'est l'observation que suggère un passage de l'ouvrage de Will Winker sur *Jacob Fugger der Reiche*, 2^e éd., 1941, p. 46.

(2) P. B. Vigreux, *Le change manuel*. Paris, 1934, p. 105.

sation de fortes sommes sous un faible volume, mais les mesures de contrôle des changes qui impliquent le plus souvent des restrictions à l'entrée ou à la sortie des grosses coupures et au contraire certaines facilités douanières pour les petites coupures, déterminent l'apparition d'une prime dans l'autre sens (1). Du reste, est-il bien sûr que même en ce qui concerne la monnaie nationale, il n'y ait pas, aujourd'hui encore, un agio de la petite monnaie sur la monnaie ordinaire ? Agio invisible, psychologique, individuel, mais très réel cependant. Pour se procurer la petite monnaie, telle personne achètera un article dont elle n'a pas ou dont elle n'a que très faiblement besoin. Pour éviter des discussions sur l'appoint au guichet d'une gare, le voyageur ira acheter à la bibliothèque un journal dont il n'avait auparavant aucune envie. Faute de petite monnaie, le client dans un bureau de poste, achètera dix timbres alors qu'un seul lui était nécessaire. Ainsi, on accepte de payer la possession de petite monnaie par un léger inconvénient, en se livrant à une dépense inutile ou prématurée. Il y a là un agio invisible.

RÔLE DE L'ÉTAT EN MATIÈRE DE PETITE MONNAIE.

Le droit de battre monnaie a toujours été considéré comme un droit régalien, l'émission de la monnaie comme une fonction essentielle de l'Etat. Cela est peut-être plus vrai encore pour la petite monnaie que pour la monnaie ordinaire. Considérée sous la forme des pièces d'or, la monnaie ordinaire peut être facilement assimilée à une marchandise. L'échange des produits contre la monnaie d'or n'est qu'un troc, où, à tout prendre, l'Etat pourrait, sans faillir à sa mission fondamentale, ne pas intervenir. Il se borne dit-on, par l'empreinte, à garantir le titre et le poids du métal précieux. C'est une activité qui pourrait être concédée à des particuliers. Considérée sous la forme du billet de banque, la monnaie ordinaire peut être assimilée à un effet de commerce. L'émission de billets apparaît comme une

(1) C'est ainsi que sur le marché libre de Zurich la livre anglaise était cotée au 31 août 1942 (*Frankfurter Zeitung*, 1^{er} septembre, p. 6) à 6,40-6,55 pour les grosses coupures de billets, et à 6,90-7,10 pour les petites coupures, différence qui est évidemment en relation avec la prohibition d'importation dont l'Angleterre depuis juin 1940 frappe les banknotes en circulation sur le continent, sous réserve précisément d'une tolérance pour les petites coupures.

opération de crédit, comme une opération commerciale, génératrice de bénéfices. Elle peut être facilement, et elle est en fait assez souvent concédée à une société privée, à une banque d'émission. Au contraire, c'est à l'Etat qu'il appartient exclusivement d'approvisionner le public en monnaie d'appoint. Il y a là un service public, dont il n'est pas normal d'attendre des profits (1). Ce qui confirme la remarque faite plus haut, que la monnaie d'appoint a un caractère plus accentué que la monnaie ordinaire. C'est elle qui est réellement la condition nécessaire du fonctionnement des marchés.

Cette considération prend toute sa force lorsqu'on oppose aux coupures ordinaires de billets de banque (chez nous, 50 fr. et au-dessus), les petites coupures de billets (5, 10, 20 fr.).

« Une circulation de petites coupures, déclare un économiste, ne constitue pas à proprement parler, une circulation fiduciaire, elle est pratiquement amorphe parce que les besoins de monnaie pour les petits paiements sont pratiquement incompressibles. La partie de l'encaisse immobilisée pour assurer la couverture légale de ces petites coupures n'est plus disponible pour gager de nouveaux crédits alors que l'essence du billet de banque moderne est d'être un instrument de crédit (2). »

On en conclut que l'émission des petites coupures, comme de toute petite monnaie, constitue, dans un système monétaire, un secteur réservé à l'autorité étatique. Une telle théorie deviendrait d'ailleurs, dangereuse si, en exagérant le rôle de l'Etat dans l'émission de la petite monnaie, elle devait lui donner la tentation d'abuser de ses pouvoirs. C'est qu'il peut y avoir une inflation par le canal de la petite monnaie, même de la petite monnaie métallique, comme par le canal de la monnaie ordinaire. Le procédé paraît, il est vrai, d'un autre âge. Dans des systèmes monétaires fondés, comme ils le sont aujourd'hui, sur la monnaie de papier, l'émetteur ne gagne rien à remplacer la monnaie ordinaire, dans la circulation par de la monnaie d'appoint : à si bon marché qu'elle soit, la matière première métallique est plus chère

(1) C'est pourquoi on peut estimer contestable le motif allégué par l'administration pour justifier le retrait de la pièce de 5 centimes en 1940, à savoir que les seuls frais de fabrication, abstraction faite même de la valeur du métal, étaient devenus supérieurs à la valeur nominale. Comp. Moliexe, *Le système monétaire français. Son évolution depuis 1936*. Thèse Paris, 1942, p. 68-69.

(2) Moliexe, *op. cit.*, p. 73.

que le papier ; les frais d'émission seront toujours supérieurs. Ce n'est que dans les systèmes monétaires d'autrefois fondés sur le métal précieux que l'émission de petite monnaie pouvait, semble-t-il, être lucrative. Cependant l'inflation de petite monnaie peut encore aujourd'hui avoir son attrait pour des gouvernants dont les finances sont aux abois. Là où l'émission de billets de banque comporte un plafond légal, l'inflation de billon va échapper à cette limitation. Elle est en outre toujours plus discrète, son existence n'est pas périodiquement rappelée au public dans les bilans de la banque d'émission. On s'explique ainsi que les tendances inflationnistes puissent trouver un exutoire dans l'émission de petite monnaie, encore que le procédé soit de faible débit.

A la vérité, on peut penser qu'il se produira automatiquement un reflux de la petite monnaie en excédent vers les caisses publiques, ce qui obligera l'Etat à émettre en contre-partie des billets et à démasquer par là l'inflation qu'il voulait dissimuler. Il suffit pour cela que les caisses publiques soient toujours tenues d'assurer le change de la petite monnaie contre la monnaie ordinaire. A quoi peuvent s'ajouter des précautions d'ordre législatif. En France, les émissions de petite monnaie métallique doivent être autorisées par une loi et comportent la fixation d'un chiffre maximum. Un autre système pourrait consister à contingenter la circulation de monnaie d'appoint dans le pays à tant par tête d'habitant (1).

AVENIR DE LA PETITE MONNAIE.

En face des événements actuels, toutes les théories monétaires sont en voie de renouvellement. Sur l'avenir de la petite monnaie, le développement de ce que M. Ansiaux a appelé la « monnaie scripturale » — chèques, virements en banque — vient poser un point d'interrogation. Que deviendra la petite monnaie dans le développement de la monnaie scripturale ? On peut hésiter sur la réponse.

(1) Comp. sur les discussions auxquelles la question a donné lieu en Suisse, Edm. Bordier, *l'Emission des billets de banque et le privilège de la Banque nationale suisse*. Thèse Genève, 1932, p. 87. On sait de même que sur le plan international, les conventions de l'union latine prévoyaient des contingents de monnaie d'argent variables suivant la population des Etats signataires.

On conçoit un système où la monnaie scripturale, en éliminant la monnaie ordinaire, laisserait subsister seule la petite monnaie. Il n'y aurait plus besoin de monnaie que pour les menus paiements. La loi du 22 octobre 1940 qui prescrit le règlement par chèque de certaines dettes supérieures à 3.000 fr. nous montrerait si elle n'était pas très facilement oubliée dans la pratique, l'amorce de cette tendance. Mais les partisans de la monnaie scripturale ne s'arrêtent pas là et ils envisagent parfois que la monnaie dont ils préconisent la diffusion, pourrait supprimer toute espèce de monnaie. Bien mieux, on peut remarquer, que lorsque tous les paiements se traduiront par des inscriptions comptables, le problème de l'appoint et des difficultés matérielles auxquels donne lieu la monnaie d'appoint seront supprimés.

Toutefois sans parler des quasi-impossibilités pratiques de la généralisation d'un tel système on peut se demander si la question n'est pas par là simplement déplacée. La circulation de petits chèques, l'inscription de menus virements ne susciteront-elles pas, elles aussi, des difficultés matérielles ? (1). A ce moment-là il faudra élaborer une théorie des petites monnaies scripturales qui, elle aussi, sera féconde en problèmes.

(1) C'est ainsi qu'en avril 1942, les grandes banques anglaises (les « Big Five ») ont dû prendre des mesures pour réduire la circulation trop onéreuse pour elles des petits chèques (Agence économique et financière du 22 avril 1942).

PREMIÈRE PARTIE

LE SYSTÈME JURIDIQUE DE LA PETITE MONNAIE

Ce qui donne extérieurement à un système monétaire sa marque distinctive, c'est le nom monétaire, l'appellation de l'unité de monnaie sur laquelle il est fondé. Le nom monétaire n'est pas un pur *flatus vocis* : son choix peut revêtir une signification politique (1) ; ses variations peuvent avoir des incidences économiques (2). Dans un pays donné, le système de la petite monnaie, n'étant qu'un morceau détaché du système monétaire général, n'exige pas *a priori* d'appellation particulière. Bien mieux, là où le législateur aura fait choix d'une unité tant soit peu faible en valeur réelle (ce qui d'ailleurs, n'est pas sans inconvénients pratiques) tel le franc de germinal, tels, plus manifestement encore, les francs de 1928 et de 1936, l'unité monétaire de base se matérialisera dans de la petite monnaie. Il est remarquable que le franc dont le nom caractérise notre système monétaire, et qui constitue notre « devise » nationale, n'a jamais été représenté par autre chose qu'une petite monnaie. C'était sans doute, dans la loi des 17-21 germinal an XI, une pièce divisionnaire, une pièce d'appoint, à pouvoir libératoire limité. Le fait est encore plus évident aujourd'hui où le franc se concrétise dans un jeton en bronze d'aluminium, dont la valeur, appréciée

(1) La substitution du franc à la livre tournois a été envisagée par le législateur révolutionnaire comme un moyen d'extirper les souvenirs de l'Ancien Régime. Dans le langage courant du début du XIX^e siècle, la pièce d'or de 20 francs devenait « louis » ou « napoléon », suivant l'opinion politique des interlocuteurs. En Belgique, la tentative faite sans grand succès pour lancer le nom monétaire de « belga » n'était peut-être pas exempte d'une pointe de neutralisme.

(2) Comp. Colson *Cours d'Economie politique*, éd. définitive, livre 4 (1927), p. 84-85.

en pouvoir d'achat, n'est guère supérieure à celle d'un sou de germinal. C'est bien une menue monnaie qui est le centre de notre système monétaire.

Mais si l'unité monétaire peut être représentée par une petite monnaie, il y a généralement encore une série de petites monnaies au-dessous de l'unité monétaire. Ce fractionnement de l'unité monétaire en menue monnaie pose des problèmes techniques dans l'examen desquels nous n'avons pas à entrer. Qu'il suffise de rappeler la solution que la Révolution a fait triompher chez nous : l'application rigoureuse, en matière monétaire comme en toutes matières de poids et mesures, du système métrique, du système décimal, auquel le législateur révolutionnaire prêtait une vertu quasi mystique (1). Ce n'est, du reste pas sans peine que dans le courant du XIX^e siècle le nouveau système a triomphé peu à peu des résistances de la routine. Encore le succès a-t-il été incomplet, précisément sur le terrain de la menue monnaie (2). Le compte par sous reste très vivace dans la langue et dans la pratique, plus fréquent peut-être que le compte par centimes. Il est, pourtant, certainement illicite, tombant sous le coup de la loi du 4 juillet 1837, prohibant les anciennes dénominations de poids et mesures, loi dont la sanction est, il est vrai, très rarement appliquée (3). La suppression des pièces de 5 et 25 centimes (pour ne rien dire des pièces de 1 et 2 centimes) par les lois du 24 novembre et du 4 décembre 1940 tend à éliminer le centime de notre système monétaire. Ce n'est pas une atteinte au système décimal, c'en est plutôt un renforcement, car,

(1) Comp. ce que dit M. Braesch (*Finances et monnaies révolutionnaires, Livre tournois et franc de Germinal*, p. 63) sur la « virgule magique » du système décimal.

(2) Il faut signaler aussi la persistance, dans la Bretagne bretonnante, d'une terminologie monétaire non décimale, héritée de l'Ancien Régime : skoet (écu = 3 francs), lur (livre = 1 franc), real (real = 0 fr. 25, mot qui a dû s'introduire, au temps de la Ligue, lorsque des forces espagnoles occupèrent sporadiquement les côtes bretonnes), blank ou gwenneq (blanc = 0 fr. 05, sou, parfois divisé encore en 12 deniers). Les Bretons, lorsqu'ils s'expriment en breton, transposent automatiquement en écus, livres, reaux et blancs les sommes en francs et centimes. Comp. R. Anthony, *La monnaie de compte en Bretagne. Bull. de la Société archéologique du Finistère*, 1940, p. 72 et s.

(3) Il s'agit d'une amende de vingt francs, recouvrée sans contrainte comme en matière d'enregistrement. Mais pour qu'elle soit encourue, il faut supposer que la dénomination monétaire non décimale se trouve insérée soit dans un acte notarié (ce serait là le cas le plus pratique), soit dans une affiche ou annonce, soit dans un acte sous-seing privé ou livre de commerce produit en justice.

à de certains égards, l'existence de $\frac{1}{4}$ de franc et surtout de $\frac{1}{20}$ de franc pouvait paraître se ressentir de la vieille numération celtique. La conséquence de l'innovation devrait être, dans la terminologie de la petite monnaie, la substitution du décime au centime. Cette conséquence n'est pourtant pas inmanquable. Même comme instruments monétaires effectifs, nous aurons l'occasion de constater que les cinq centimes ont la vie dure et comme monnaie de compte, ils ne sont point juridiquement abolis.

Nous voici de la sorte, en face de la distinction entre monnaie réelle et monnaie de compte. L'opposition tient à ce que, dans le premier cas, le nom monétaire se matérialise dans un instrument monétaire, pièce ou billet, tandis que, dans le second cas, le nom monétaire n'a qu'une existence idéale, sans instrument monétaire correspondant. La distinction ainsi conçue vaut aussi pour la petite monnaie. Comme nous venons de le voir, le centime n'est plus aujourd'hui qu'une menue monnaie de compte ; il en a toujours été ainsi pour le millime, qui n'a jamais eu qu'une existence comptable. Mais, quelquefois, l'expression monnaie de compte présente une nuance légèrement différente. La monnaie idéale dont il s'agit est prise comme base de calcul parce qu'elle représente une valeur intrinsèque fixe au milieu de monnaies réelles sujettes à dévaluation. Tel était, sous l'ancien régime, l'usage du marc banco, tel aujourd'hui l'usage du franc-or. La monnaie de compte sert à mesurer la dépréciation des monnaies réelles. En ce sens aussi, nous avons une petite monnaie de compte, c'est le sou, considéré, suivant une pratique très usuelle depuis les années 1919 et suivantes, comme le $\frac{1}{20}$ du franc-or de germinal. On a dit couramment que le franc-Poincaré valait quatre sous, le franc Auriol trois sous, etc... Le sous se trouve ainsi utilisé comme monnaie de compte pour mesurer la dévaluation de l'unité monétaire réelle.

Ayant ainsi essayé d'adapter à la petite monnaie ces notions générales, nous allons étudier d'une manière concrète, les règles de droit positif qui régissent cette sorte de monnaie. Nous commencerons par classer les divers types d'instruments monétaires ressortissant au système de la petite monnaie. Il ne s'agit point bien entendu d'une classification numismatique, c'est par les différences de leurs caractères juridiques qu'il nous faut opposer les divers types de petite monnaie. Cela fait, il nous faudra trai-

ter dans son ensemble la question du cours de la petite monnaie, car c'est par là que la petite monnaie présente les particularismes les plus nets par rapports à la monnaie ordinaire. Enfin, considérant le système monétaire d'une manière non plus statique mais dynamique, nous examinerons les mutations dont la petite monnaie peut être l'objet.

CHAPITRE I

LES DIVERS TYPES DE PETITE MONNAIE

On pourrait songer à classer les divers types de petite monnaie que connaît le système français d'après la personnalité de l'émetteur : monnaie métallique émise par l'Etat, petites coupures de billets émises par la Banque de France, jetons de Chambres de Commerce, substituts de monnaie émis par des particuliers. La gradation est visible ; d'une catégorie à l'autre, le caractère étatique s'estompe, d'où les différences probables quant à la nature juridique. Cependant, il n'y a pas d'intérêt majeur à séparer ainsi les monnaies métalliques émises par l'Etat et les petites coupures de la Banque de France. Celles-ci ont pris à l'heure actuelle un caractère étatique aussi accentué que celui des monnaies métalliques, et la différence tenant à ce que dans un cas, l'émetteur est directement l'Etat lui-même, dans l'autre, une société que l'on peut considérer aujourd'hui comme une société d'économie mixte, est une différence purement formelle. Une classification bipartite paraît donc préférable, qui nous permettra d'opposer les divers types de petites monnaie d'après leur nature juridique profonde, selon que leur caractère monétaire est ou indubitable, ou contesté, ou douteux : les monnaies véritables (monnaies métalliques d'Etat et petites coupures de la Banque de France) les jetons à caractère monétaire (jetons des Chambres de Commerce), les menus substituts de la monnaie (objets auxquels les particuliers cherchent à conférer un caractère monétaire).

SECTION I. — La véritable petite monnaie.

Le système monétaire français en connaît deux types, l'un de métal, l'autre de papier.

§ 1. — *La petite monnaie métallique.*

On parle à cet égard assez souvent de monnaie de billon, mais ce terme est susceptible de deux sens : au sens large, sont des monnaies de billon toutes les monnaies dont la valeur intrinsèque est inférieure à la valeur nominale, en ce sens, les monnaies de papier sont des monnaies de billon, comme étaient, au moins depuis la baisse de l'argent métal, toutes nos monnaies d'argent. Mais au sens strict, on entend plutôt par monnaie de billon, les monnaies métalliques faites d'un alliage dans lequel prédomine tout métal autre que l'or ou l'argent ; plus spécialement au sens technique, le billon, c'est un alliage de cuivre et d'un peu d'argent.

La jurisprudence a eu l'occasion de prendre parti sur la notion de la monnaie de billon pour l'application des peines du faux-monnayage. La contrefaçon des monnaies d'or et d'argent est punie des travaux forcés à perpétuité (art. 132, al. 1^{er} du Code pénal actuel), celle des monnaies de billon ou de cuivre des travaux forcés à temps (art. 132, al. 2), le préjudice individuel et même social causé par l'infraction étant alors moindre. Pour faire le départ entre les deux ordres de pénalités, la Cour de cassation s'est constamment référée à un critère métalliste, non économique du billon. C'est ainsi qu'il y a eu en circulation, au début du xix^e siècle, des pièces de 1 fr. 50 et 75 centimes, composées d'environ un tiers d'alliage et deux tiers d'argent. A la différence des véritables monnaies d'argent, elles ne prétendaient pas représenter intrinsèquement leur valeur nominale. Aussi avait-on proposé de les traiter, sous le rapport de la contrefaçon, comme des monnaies de billon. La chambre criminelle y a vu, au contraire, des monnaies d'argent (1). La question se posa de nouveau lorsque à la suite de la constitution de l'Union latine en 1865, les pièces divisionnaires d'argent de 2 fr., 1 fr., 50 cen-

(1) Crim. 28 nov. 1812 et 22 sept. 1831, *Jurispr. gén. Dalloz*, v^o *Faux*, n^o 44.

times et 20 centimes furent « billonnées », c'est-à-dire lorsque leur titre fut ramené de 900 à 835 millièmes. Par un arrêt du 4 avril 1912, la Cour de cassation décide que les peines prévues pour la contrefaçon des monnaies d'argent continuaient à être applicables (1). Elle aurait sans doute donné la même solution pour les grosses pièces d'argent de 10 et 20 fr. frappées en vertu de la loi du 25 juin 1928. C'est donc une conception étroite de la monnaie de billon qui a prévalu. On peut remarquer qu'elle a joué dans l'intérêt de la répression, et c'est probablement la considération qui avait été déterminante pour la Cour de cassation. Il est cependant, permis de se demander si cette conception est bien conforme à l'esprit de l'article 132 du Code pénal, qui, en assimilant l'argent à l'or d'une part, le billon au cuivre d'autre part, paraissait bien vouloir faire une opposition entre les monnaies métalliques dont la valeur intrinsèque était égale à la valeur nominale et celles dont la valeur intrinsèque était inférieure. Sous une désignation concrète en harmonie avec le système monétaire de l'époque, c'était en réalité la menue monnaie métallique que les rédacteurs du Code pénal avaient entendu saisir pour appliquer à sa contrefaçon une pénalité moins sévère. L'interprète ne pourrait-il pas aujourd'hui essayer d'adapter cette idée de portée permanente aux transformations du système monétaire, du moins dans toute la mesure où la lettre du texte le permet (et elle le permet, puisque la notion de billon n'est pas une notion légalement définie).

Quoi qu'il en soit, même en employant le terme de billon avec l'acception étroite que lui donne la Cour de cassation, il faut dire que nous n'avons plus à l'heure actuelle, d'autre petite monnaie que la monnaie de billon. La situation est peut être provisoire, car le retrait des pièces de 10 et 20 fr. en argent et leur remplacement par des billets de banque n'est, à tout prendre, qu'une mesure de guerre. Mais pour l'instant, tout est billon. Ce billon moderne n'est d'ailleurs plus le vieux mélange de cuivre et d'argent, il est représenté par des métaux ou des alliages qui n'ont guère pénétré dans la technique monétaire que depuis une trentaine d'années : nickel, bronze de nickel, bronze d'aluminium, maillechort, aluminium, zinc.

Nul doute qu'un ne puisse les comprendre sous la notion de

(1) Crim. 4 avril 1912, S. 1913.1.478. La pratique des Cours d'assises s'était déjà fixée en ce sens : v. Garçon, *Code pénal annoté*, art. 132, n° 55.

billon de l'article 132 du Code pénal, bien que le législateur napoléonien n'ait pas songé à eux. Quoique souvent ainsi une certaine unité dans la notion de billon, notre système de petites monnaies métalliques est encore d'une grande diversité (1). Ce qui s'explique parce qu'il réunit en lui-même les débris de plusieurs systèmes, historiquement différents, balayés par les guerres ou ruinés par les dévaluations. On peut ainsi distinguer trois groupes :

1^o Les décimes (pièces de 0 fr. 10 et 0 fr. 20). Dans un tableau rationnel, on pourrait les présenter comme les fractionnements de l'unité monétaire, comme les menues monnaies *stricto sensu* (2). Historiquement, ce sont, en bronze de nickel ou en zinc, les héritiers des sous, gros et petits, de cuivre (3). Mais la catégorie, même abstraction faite des variations de métal, de module et d'empreinte a été profondément bouleversée. La loi du 24 novembre 1940 a décidé le retrait des pièces de cinq centimes à partir du 1^{er} novembre 1941. La loi du 4 décembre 1940, le retrait des pièces de 0 fr. 25 à partir du 1^{er} février 1941. Une loi du 26 mars 1941 a ordonné la fabrication de pièces de 0 fr. 20. Le centre de gravité s'est déplacé des centimes aux décimes.

2^o Les pièces de 2 fr., 1 fr., 0 fr. 50 :

Rationnellement c'est l'unité monétaire (son double et sa moitié) qui donne à ce groupe son essence. Historiquement, la filiation est double. Les pièces continuent les monnaies divisionnaires d'argent du système de germinal. Mais, plus directement elles devaient remplacer les jetons des Chambres de commerce et elles sont finalement restées dans la circulation en

(1) Encore ne dirons-nous rien de la petite monnaie coloniale, malgré l'intérêt de son étude. Nous nous bornons à signaler ici qu'il y a eu en Algérie et dans les oasis sahariennes, une circulation de petite monnaie, dite *gourari*, qui avait donné lieu à des difficultés. Elle était constituée par des pièces de toute date et origine : douros d'Espagne, pièces de 5 francs français, thalers de Marie-Thérèse, le tout souvent rogné, coupé en morceaux ou troué pour être mis en chapelets. Afin de retirer de la circulation cette monnaie dont la dépréciation et l'incertitude gênaient considérablement les transactions, le gouvernement général de l'Algérie décida en 1905 que les indigènes pourraient acquitter l'impôt en argent *gourari* qui serait pris par les caisses publiques pour sa valeur fiduciaire.

(2) V. *supra*, Introduction.

(3) Sur les discussions auxquelles avait donné lieu, avant la loi du 4 août 1913, qui introduisit en France la monnaie de nickel, la substitution de ce métal au cuivre traditionnel comme base d'un système monétaire d'appoint, v. Glangeaud, *La monnaie de nickel*. Thèse Poitiers, 1911.

concurrence avec eux (1). C'est ce lien avec les jetons qui a surtout frappé le grand public. La ressemblance extérieure qui pour les émissions antérieures à 1941 était très grande à raison de l'identité de coloration a amené une confusion presque constante dans la pratique, alors que, à la vérité, ces monnaies métalliques d'Etat, et les jetons des Chambres de commerce ont une nature juridique sensiblement différente.

3^o Les grosses pièces de monnaie.

Il s'agit des pièces de 5 fr., 10 fr., 20 fr. Rationnellement, et c'était le cas à l'origine, leur valeur paraîtrait devoir les mettre hors du système de la petite monnaie. Mais on peut dire que les dévaluations du franc à partir de celle qui a été consacrée en 1928, les ont de plus en plus fait entrer dans ce système. Historiquement, elles descendent de l'écu d'argent et des pièces d'or de 5 fr., 10 fr., 20 fr. Mais il y a eu un stade intermédiaire, les petites coupures de billets émises par la Banque de France pendant la guerre de 1914-1918. La loi monétaire du 25 juin 1928 disposait que ces billets seraient retirés et remplacés par des pièces d'argent de 10 fr. et 20 fr. Il en résultait qu'il n'y aurait plus d'instruments de paiement de 5 fr. dans le système monétaire français. Cette lacune fut critiquée : on y dénonga un danger de hausse des prix, les prix ayant une tendance ainsi que nous l'avons signalé, à s'arrondir au type monétaire supérieur. Aussi une loi du 28 février 1933, art. 68, vint prescrire l'émission de pièces de 5 fr. en nickel. Le retrait des petites coupures de la Banque de France fut achevé au 31 décembre 1933. Avec la guerre, il fallut envisager l'opération inverse : retirer les pièces d'argent pour en empêcher la thésaurisation, les pièces de métal pour en récupérer le métal. Tel fut l'objet d'un décret-loi du 1^{er} septembre 1939. Mais, tandis que le retrait des pièces de nickel a été rendu effectif au 22 octobre 1939 par un décret du 22 septembre 1939, les décrets qui devaient enlever aux pièces d'argent leur pouvoir libératoire ne sont pas encore intervenus. Cependant, l'argent a pratiquement disparu de la circulation. Mais l'avenir de ce groupe de monnaie métallique demeure

(1) C'est la loi monétaire du 25 juin 1928 qui, dans son article 8, prévoyait la fabrication de ces pièces et leur substitution aux jetons des Chambres de Commerce. La loi du 8 avril 1930 en ordonna la fabrication. Un décret du 24 octobre 1930 détermina leurs caractéristiques, récemment modifiées par l'arrêté du 20 décembre 1942.

réservé dans le système monétaire français, car une loi du 13 février 1941 prévoit la frappe de pièces de 5, 10 et 20 fr. en métaux autres que l'or et l'argent.

Cette loi n'est pas encore venue à exécution, et l'on peut craindre que les circonstances présentes, notamment la pénurie de métaux (même les métaux monétairement non précieux sont aujourd'hui économiquement précieux) n'en ajournent encore la réalisation. En attendant, la place de ces pièces est tenue par les petites coupures de billets, auxquelles nous arrivons maintenant.

§ 2. — *Les petites coupures de billets de banque.*

Ces coupures de 5, 10, 20 fr. ont-elles la même nature que les autres billets émis par la Banque de France ? A première vue, on ne voit pas comment l'affirmative pourrait être mise en doute. Certes, historiquement, ces petites coupures sont apparues plus tardivement que les grosses, à la faveur de circonstances exceptionnelles, nées de la guerre de 1914 (1). On peut remarquer encore que leur émission n'entre pas organiquement dans les attributions de la Banque de France. L'article 100 du décret du 31 décembre 1936 portant codification des textes concernant la Banque de France dispose que la moindre coupure de billet, sera de 50 fr. (ce qui correspondait à la situation de fait en 1936) sans réserver en quoi que ce soit la possibilité d'une émission de petites coupures en cas de besoin et notamment en cas de guerre. Mais cette différence qui s'explique historiquement ne touche pas le fond des choses. Le régime juridique est le même. Les petites coupures sont, dans le bilan de la Banque, totalisées avec les grosses. Elles avaient sous le régime de la loi du 25 juin 1928, l'encaisse-or pour gage au même titre que les autres billets. Enfin, extérieurement, rien n'annonçait au porteur, dans le libellé de la coupure, une différence de droits.

Cependant l'opinion contraire a parfois été soutenue. Partant de cette idée, théoriquement exacte, que l'émission de petite monnaie est une fonction propre de l'Etat, que la petite monnaie

(1) Avant 1914, les économistes étaient assez partagés sur les inconvénients et les avantages d'une émission de petites coupures. Comp. sur la controverse Decharme. *Les petites coupures de billets ; étude historique et critique de législation financière*. Thèse Poitiers, 1911.

a un caractère monétaire plus accentué que la monnaie ordinaire, on a attribué aux petites coupures de billets une nature juridique particulière. Elles auraient eu le caractère de papier-monnaie d'Etat, sous les apparences d'une monnaie de papier émise par une banque privilégiée. La Banque de France serait ici intervenue non pas pour son compte, mais pour le compte de l'Etat. La conséquence qu'on en déduisait était que ces coupures tiraient leur valeur non pas de lingots d'or déposés dans les coffres de la Banque, mais de la volonté unilatérale de l'Etat, conformément à cette théorie étatique de la monnaie construite par l'économiste allemand Knapp et défendue en France par M. Nogaro. Un intérêt pratique s'attachait à cette thèse à l'époque où on l'a proposée chez nous, aux environs de 1925, c'est que les petites coupures émises par la Banque de France ne devaient pas entrer en ligne de compte pour le calcul du montant des billets en circulation. Or ce montant ne devait pas alors dépasser un certain maximum légalement fixé, le plafond de l'émission, plafond souvent menacé d'être « crevé » suivant une expression qui était en vogue. En défalquant du montant des billets les quelques milliards correspondant aux petites coupures, on pouvait économiquement, sinon juridiquement, représenter la Banque de France comme disposant encore d'une petite marge d'émission, et le Trésor par contre-coup d'une petite marge d'avances. La théorie était donc, surtout en l'occurrence, un expédient financier, ce qui en affaiblit la portée. Elle n'a eu d'ailleurs aucun succès, et il est maintenant généralement admis qu'il n'y a pas, selon la valeur des coupures, 2 sortes de billets émis par la Banque de France (1). Les petites coupures de 5, 10, 20 fr. ne nous paraissent donc pas finalement avoir une autre

(1) Il faut cependant indiquer ici une thèse analogue, quoiqu'en sens inverse, qui a été récemment émise dans quelques milieux financiers : ce seraient les grosses coupures de 5.000 francs émises depuis quelques années par la Banque de France qui auraient maintenant une nature juridique particulière. La loi du 22 octobre 1940 interdisant de régler autrement que par chèques et virements certaines créances d'un montant supérieur à 3.000 francs, les coupures de 5.000 francs n'auraient plus le caractère d'un instrument de paiement parfait, n'auraient plus vocation à tout payer indifféremment, indifférenciation qui est précisément la marque distinctive de la monnaie. Il faut voir dans cette théorie un écho des soucis actuellement causés par la thésaurisation des billets, laquelle utilise avec prédilection la coupure de 5.000. La conclusion pratique qu'on proposerait d'en tirer consisterait sans doute, soit dans des mesures restrictives d'ailleurs difficilement réalisables contre la thésaurisation de ces billets, soit plutôt et plus radicalement dans leur retrait de la circulation.

nature juridique que les billets de 100 fr., mais cela ne veut pas dire qu'elles n'ont pas la nature d'un papier-monnaie d'Etat. La conception classique des commercialistes qui analysaient le billet de banque en une sorte d'effet de commerce paraît de plus en plus difficile à soutenir (1). L'inconvertibilité du billet de banque a été, sauf la relativement brève interruption de 1928 à 1938, notre régime depuis 1914. Le contrôle des changes le renforce depuis 1939. Sous un tel régime, le billet de banque, ce n'est plus un effet de commerce, une créance contre la Banque de France, c'est une chose qui a une valeur en soi, abstraite de la personne de la Banque d'émission, une véritable monnaie, ainsi que dans une controverse célèbre de la fin du XIX^e siècle, M. Batbie l'avait pressenti, quoique sénateur (2).

SECTION II. — Les jetons des Chambres de Commerce.

Il est indispensable de retracer brièvement l'origine historique de ces jetons, car elle a pesé sur les discussions relatives à leur nature juridique.

§ 1. — *Origine historique des jetons des Chambres de Commerce.*

La déclaration de guerre en 1914 fut immédiatement suivie, ainsi que nous l'avons vu, d'une crise très aiguë de la petite monnaie. Les pièces divisionnaires d'argent firent très rapidement défaut, surtout en province. Les Chambres de Commerce demandèrent au Ministre du Commerce l'autorisation d'émettre des bons de monnaie de 2 fr., 1 fr., 50 centimes en papier.

Cette monnaie devait être une monnaie fiduciaire et c'était là le point délicat. Il fallait instituer une contre-valeur qui servirait de gage aux porteurs et permettrait le remboursement une fois la crise passée. Il y eut à cet égard 3 régimes successifs :

1^o Les coupures fabriquées par les soins des Chambres de Commerce étaient livrées à la Banque de France qui les lançait

(1) Voir sur cette conception, Perroud, *Essai sur le billet de banque*. Thèse Lyon, 1901.

(2) Batbie, *Qu'est-ce que le billet de banque ?* Revue critique, 1884, p. 272.

dans la circulation en échange de billets de banque. Chaque Chambre émettrice avait un compte spécial ouvert auprès de la Banque de France et qui était crédité du montant des billets de banque ainsi échangés. La contre-partie des émissions de bons était ainsi constituée directement en apparence par des billets de banque, indirectement en réalité, par un compte courant créditeur près de la Banque de France ; le premier système avait reçu l'approbation du Ministre des Finances, ainsi qu'il résultait d'une lettre adressée par celui-ci au président de la Chambre de Commerce de Paris en date du 11 août 1914.

Ce dépôt de garantie ne produisait pas d'intérêt au profit des Chambres de Commerce. De là, les plaintes de certaines d'entre elles, qui obtinrent de la succursale de la Banque de France de leur ville, l'acceptation d'une combinaison plus avantageuse, à savoir, la conversion en bons de la Défense Nationale, productifs d'intérêts, des sommes déposées en garantie de l'émission.

2° Un second régime consista à généraliser cette combinaison (circulaire du Ministre du Commerce du 30 octobre 1915). Une fraction déterminée du dépôt de garantie fut convertie en bons de la Défense Nationale dont les revenus devaient servir à couvrir les frais d'entretien de la circulation.

3° L'Etat désireux de se procurer des fonds à un intérêt moindre que celui qu'il devait payer aux porteurs des valeurs du Trésor, imagina d'obliger les Chambres de Commerce à verser la contre-partie de l'émission, non plus à la Banque de France, mais dans les Caisses publiques (circulaire du Ministre du Commerce du 9 décembre 1916). Ainsi, le gage de l'émission consistait désormais en une créance de la Chambre de Commerce émettrice sur les comptables du Trésor public. Un intérêt de 2 % était alloué aux Chambres de Commerce pour les remplir de leurs frais d'émission et d'entretien de la circulation.

Ces petits bons de papier soumis à une circulation très intense, s'usèrent et surtout se salirent très rapidement. Il y eut de très vives récriminations dans le public, les hygiénistes les dénoncèrent comme des instruments de contagion. On envisagea leur remplacement par des bons métalliques, par des jetons. D'autre part, les bons émis par chaque Chambre de Commerce

n'étaient reçus en paiement que dans le ressort territorial de cette chambre. En dehors de là, il y avait au gré des usagers tantôt refus, tantôt acceptation, d'où les difficultés sans nombre dans la pratique quotidienne. On réclamait avec insistance l'unification de l'émission pour assurer aux bons un rayon d'action national.

Les autorités compétentes tinrent compte de ces deux ordres de vœux. En 1921 et 1922 apparurent dans la circulation les nouveaux bons des Chambres de Commerce, bons métalliques, jetons de bronze d'aluminium, émis pour le compte de l'ensemble des Chambres de Commerce de France considérées comme un groupement et non plus pour le compte de chaque chambre isolément envisagée. L'émission des jetons permit de retirer progressivement les bons de papier qui cessèrent finalement d'avoir cours en vertu d'une loi du 12 janvier 1926.

Quant aux modalités financières de l'émission, un système analogue à celui qui avait été suivi pour les bons de papier fut envisagé. Mais les Chambres de Commerce craignirent d'assumer par là de trop grands risques et refusèrent de procéder pour leur propre compte à cette émission. Le gouvernement décide alors de procéder à cette opération sous sa seule autorité bien qu'en se servant du nom des Chambres de Commerce. Quant à la contre-partie à assurer au porteur, il fut convenu ainsi que l'explique M. Corvol (1) que l'Etat se ferait ouvrir un compte auprès des Trésoreries générales où il porterait la contre-valeur des jetons mis en circulation, déduction faite des frais de frappe (circulaire du Ministre du Commerce du 8 décembre 1920).

Lorsqu'en 1928, il fut nécessaire de procéder à une refonte complète du système monétaire français, on jugea opportun de faire disparaître ces jetons, qui n'avaient été introduits que pour faire face à des besoins temporaires, et de les remplacer type pour type par une monnaie d'Etat présentant les mêmes caractéristiques matérielles. De la sorte, l'unité était ramenée dans notre système monétaire et l'Etat reprenait la plénitude de sa souveraineté en matière de monnaie. Mais en fait, cette substitution ordonnée par l'article 8 de la loi du 25 juin 1928 n'a commencé à se réaliser que très lentement. La guerre de 1939 et les événements postérieurs ont dû ralentir le mouvement et

(1) Comp. sur ce point Corvol, *op. cit.*, p. 167.

actuellement encore, les jetons des Chambres de Commerce et la monnaie d'Etat circulent concurremment.

§ 2. — *Nature juridique des jetons
émis par les Chambres de Commerce.*

Cette nature juridique reste mal définie, car il n'y a pas eu de texte de portée législative à l'origine de l'émission. Le problème fondamental est le suivant : ces moyens de paiement constituent-ils ou non une monnaie véritable ?

A. — Dans une première théorie, on dénie absolument aux instruments de paiements émis par les Chambres de Commerce le caractère monétaire. C'est l'opinion qui est, au moins incidemment, adoptée par le *Traité élémentaire* de MM. Planiol et Ripert : « on ne doit pas considérer comme monnaie de billon les billets au porteur que les Chambres de Commerce s'étaient fait autoriser à émettre pendant la Guerre, ni les jetons en bronze d'aluminium... qui les ont remplacées » (1). Les savants auteurs n'en donnent d'ailleurs d'autre justification que celle-ci, à savoir que les jetons se présentent eux-mêmes comme des bons, puisqu'ils portent sur leur face la mention « Bon pour 1 fr. » ; la remarque prend d'ailleurs toute sa signification si l'on considère que les monnaies métalliques émises postérieurement par l'Etat ne font plus mention de « bon pour » et se placent sous l'invocation de la République française puis de l'Etat français.

Mais l'on peut ajouter des arguments plus juridiques. En premier lieu, fait-on remarquer, il n'est de monnaie que frappée ou émise par l'Etat. La frappe est un droit régalien consacré par la coutume constitutionnelle. A tout le moins pour qu'il y ait monnaie, si l'Etat n'exerce pas son droit régalien, il faut qu'il l'ait délégué formellement à un organisme émetteur. Or, en l'espèce, aucune délégation de ce genre ne se rencontre. Dans ce qui est le texte de base de notre matière, la lettre du Ministre des Finances du 14 août 1914 il est déclaré que l'émission de bons par des municipalités, Chambres de commerce ou syndicats, ne comportait pas en principe d'autorisation officielle.

(1) Planiol et Ripert, *Traité élémentaire de droit civil*, 10^e éd., t. 2, n^o 421, en note.

La Chambre de Commerce de Bône ayant fait publier en 1914 que les coupures étaient garanties par le gouvernement, le Ministre du Commerce lui enjoignit aussitôt de préciser publiquement que l'Etat était étranger à ces opérations. Cette attitude de stricte réserve de l'Etat s'expliquait par le désir de ne pas supporter les pertes que l'émission pouvait laisser car on craignait des contrefaçons faciles et fréquentes. En fait, ces craintes étaient vaines, et par suite de la destruction et de la perte de nombreuses coupures, la plupart des émissions laissèrent finalement un bénéfice. Or l'Etat, avec une logique méritoire, maintint jusqu'au bout son attitude de désintéressement. Lors des travaux préparatoires de la loi du 12 janvier 1926, il avait été proposé de confisquer au profit du Trésor, les bénéfices à provenir des coupures perdues ou détruites et de ne pas laisser les Chambres émettrices bénéficier de cet enrichissement sans cause. Le gouvernement refusa, et ces bénéfices allèrent finalement aux Chambres de Commerce respectives ; par là fut attestée d'une manière tangible que l'Etat était resté absolument en dehors de l'émission.

Autre argument : tandis que le régime juridique d'une émission de monnaie doit être fixé par une loi, à l'origine de l'émission des Chambres de Commerce on ne trouve rien d'autre qu'une correspondance ministérielle et des circulaires sans portée juridique. En août 1914, on avait d'abord songé à rédiger un décret pour fixer les conditions dans lesquelles seraient émises les coupures de la Chambre de Commerce de Paris. Or, le Ministre des Finances s'y opposa, voulant probablement éviter que le moindre caractère officiel fût donné à l'émission, qui aurait pu alors paraître contraire au privilège de la Banque de France.

Qu'est-ce donc que les émissions des Chambres de Commerce dans cette opinion ? Il s'agit de billets au porteur représentatifs de monnaie et reconnus par l'Etat. Qu'ils soient représentatifs de monnaie cela résulte de l'existence d'un fonds de garantie. Qu'ils soient reconnus par l'Etat, c'est ce que prouvent les documents administratifs intervenus dès l'origine ainsi que le contrôle qui fut toujours exercé par l'Administration des Finances (approbation nécessaire aux Chambres de Commerce pour procéder à l'émission, obligation pour elles de se conformer aux prescriptions administratives quant aux modalités de l'émission, enfin, à partir de 1921, fabrication des jetons directement par

l'Etat). Mais de ces interventions de l'Etat dans l'émission, on peut seulement déduire que celle-ci a pris un caractère licite, nullement qu'elle a pris un caractère monétaire. Dans cette opinion, du caractère non monétaire des émissions des Chambres de Commerce, on est logiquement amené à conclure :

1° Que ces émissions n'ont pas cours légal, ni les bons, ni les jetons émis par les Chambres ne sont obligatoires pour les particuliers qui peuvent toujours exiger leurs paiements en monnaie d'Etat : « il n'est pas possible, disait le Ministre des Finances, de donner cours légal à cette monnaie par mesure administrative, puisque c'est une monnaie fiduciaire non prévue par les textes législatifs relatifs à la circulation monétaire ».

2° Que ces émissions n'ont pas davantage l'équivalent d'un cours forcé dans les rapports entre la Chambre de Commerce émettrice et le porteur. Celui-ci peut à tout moment exiger le remboursement de son bon de papier ou de métal en monnaie d'Etat.

3° Que leur contrefaçon n'était pas pénalement punissable comme délit de fausse-monnaie jusqu'à la loi du 29 avril 1921 qui dans son article 29 a rendu applicables aux contrefacteurs des jetons les peines de l'article 132, al. 1^{er} du Code pénal.

4° Que les bons ou jetons n'ont pas le caractère d'imprescriptibilité inhérent aux monnaies, mais sont, comme toute créance, prescriptibles par 30 ans en l'absence de dispositions particulières. Ces 30 ans sont du reste à compter du jour de l'échéance. Les monnaies des Chambres de Commerce étant en théorie toujours remboursables à vue, la date de l'échéance ne se distinguerait pas de la date de l'émission qu'il peut être d'ailleurs difficile de connaître, à moins de la confondre avec la date de fabrication connue par une mention de la coupure ou le millésime du jeton.

B. — Dans une seconde théorie, qui est soutenue par M. Corvol dans sa thèse de doctorat (1), on fait une distinction entre les bons de papier émis primitivement par les Chambres de Commerce et les jetons métalliques émis depuis 1921 par l'Etat au nom des Chambres de Commerce.

Les bons de papier n'ont jamais eu le caractère monétaire.

(1) Corvol, *op. cit.*, p. 204 et s.

M. Corvol reprend à leur égard les deux arguments déjà donnés à l'appui de la théorie précédente, mais qui prennent, limités à cette première phase de l'émission, une force particulière :

1^o L'abstention de l'Etat exclut le caractère monétaire.

2^o Pas de véritable monnaie en l'absence d'un régime juridique fixé par la loi. Il y ajoute deux autres arguments, du reste plus contestables.

1^o Une monnaie véritable doit avoir cours sur tout le territoire, car l'émission de monnaie est un attribut de la souveraineté. Or, les coupures des Chambres de Commerce avaient, au moins en théorie, une circulation limitée au ressort respectif des différentes Chambres. Mais l'argument n'est pas décisif. Il y a eu des billets émis par des banques départementales jusqu'en 1848. Aujourd'hui encore, malgré l'unité de souveraineté la Banque de France partage ses droits avec la Banque d'Algérie, et les banques coloniales.

2^o Une monnaie véritable doit avoir cours légal entre les particuliers. Or, chacun était libre de refuser les coupures des Chambres de Commerce. Mais on peut objecter qu'il y a là une pétition de principe, car si l'on attribuait un caractère monétaire aux bons des Chambres de Commerce, on était facilement amené à leur reconnaître cours légal. Au surplus, la monnaie n'est pas absolument inconcevable en l'absence du cours légal, et telle a été la situation des billets de la Banque de France jusqu'à la loi du 12 août 1870.

Quoi qu'il en soit, M. Corvol pense que la situation a changé du tout au tout avec la substitution aux bons de papier des jetons de bronze d'aluminium. Il accorde à ceux-ci une nature de véritable monnaie d'Etat, parce qu'il y trouve les caractères qui d'après lui sont propres à la monnaie.

1^o Les jetons sont frappés par l'Etat en vertu de son droit régalien. Les Chambres de Commerce se sont refusées en 1920 à prendre la responsabilité de l'opération. Une loi autorise implicitement l'émission par l'Etat : c'est dans la loi annuelle de finances la disposition du budget de l'Administration des monnaies accordant au gouvernement des crédits nécessaires à la fabrication des jetons de bronze d'aluminium. Ces jetons sont d'ailleurs frappés dans les ateliers monétaires de l'Etat, suivant

des modalités fixées par celui-ci. C'est le directeur du mouvement général des fonds qui en opère la distribution sur l'ensemble du territoire.

On peut se demander pourquoi l'Etat a cru utile de continuer à s'abriter sous le couvert des Chambres de Commerce pour procéder à l'émission. C'est peut-être pour ne pas paraître enfreindre les prescriptions des conventions de l'Union latine, alors encore en vigueur, en procédant lui-même à l'émission d'espèces monétaires composées d'un métal autre que l'argent.

2° Le législateur est intervenu à diverses reprises pour régler ces jetons. La loi du 29 avril 1921, article 29, en punit la contrefaçon. La loi du 12 janvier 1926 en prohibe l'exportation. C'est là au moins l'embryon d'un statut juridique monétaire.

3° Les jetons ont cours dans toute la France et cela, déclare M. Corvol, parce que c'est une monnaie émise par un Etat souverain. Mais nous savons ce qu'il faut penser de l'argument.

4° Les jetons ont cours légal, ce qui se conçoit puisqu'ils sont authentifiés par l'Etat. La vérité, cela n'est dit expressément par aucun texte positif. Mais M. Corvol prétend tirer la solution *a contrario* de la loi du 25 juin 1928 qui limiterait le pouvoir libératoire de ces jetons à 50 fr. L'argument paraît cependant contestable. Cette disposition de la loi de 1928 nous semble étrangère à la question. Elle vise non point les jetons métalliques des Chambres de Commerce, mais les pièces de même métal et de même valeur dont la loi de 1928 prévoit la fabrication. On peut tirer argument en ce sens du texte de la loi qui parle non point de jetons ou de bons, mais de monnaie.

C. — Nous croyons que l'on peut admettre dans une troisième théorie que les émissions des Chambres de Commerce, aussi bien celles de papier que celles de métal, ont une nature monétaire, mais les raisons peuvent ne pas être les mêmes dans les deux cas.

a) Bons émis par les Chambres de Commerce pendant la guerre de 1914-1918.

Pour leur attribuer le caractère de monnaie, il faut faire appel à la théorie générale des monnaies d'urgence. Cette théorie n'est elle-même qu'une déduction de la théorie de l'état de nécessité dont la sphère d'application n'est pas limitée au droit pé-

nal (1). Les monnaies d'urgence apparaissent dans la pratique surtout pendant les guerres, notamment dans les villes en état de siège, coupées de relations avec le reste du pays ; les autorités locales émettent alors des monnaies d'urgence, monnaies obsidionales, presque toujours en papier. Mais il n'est pas indispensable d'entendre l'urgence d'une manière aussi rigoureuse : même sur un territoire qui est resté en communication avec le pouvoir central, les circonstances économiques, ainsi une crise aiguë de la petite monnaie, peuvent donner naissance à un état de nécessité justifiant la création de monnaie d'urgence. Deux éléments sont requis pour que l'on puisse parler de monnaie d'urgence : l'un objectif, l'état de nécessité économique ; l'autre psychologique, l'acceptation de fait, tacite du public, ce qui correspondrait assez à l'*opinio necessitatis*, dans la formation de la coutume, hypothèse dont on n'est pas d'ailleurs tellement éloigné. Il semble bien que ces deux éléments furent réunis dès 1914 en ce qui concernait les bons des Chambres de Commerce. En outre, les frontières de la monnaie d'urgence doivent être tracées dans deux directions ; ce qui suppose deux autres conditions. D'une part, il faut qu'elle soit émise par un organisme ayant un certain caractère de droit public, un certain caractère d'autorité en droit ou en fait, sinon on serait en présence d'un simple substitut de la monnaie émis par des particuliers, et de caractère monétaire douteux. A l'inverse, il ne faut pas que l'émission ait été autorisée par une loi car l'intervention de la loi en régularisant l'émission, nous reporterait de la monnaie d'urgence à la monnaie ordinaire. Ici encore la situation de 1914 répond bien à la définition.

Or, quelle est la conséquence de la théorie de la monnaie d'urgence, conséquence imposée par une nécessité pratique inéluctable, autant que par la logique ? C'est que cette monnaie doit être soumise aux règles générales applicables à la monnaie ordinaire (2). La solution est chez nous de droit positif. C'est ainsi que, au cours de la guerre de 1870-1871, la jurisprudence a appliqué à des monnaies obsidionales les textes relatifs au

(1) Comp. Savatier, L'état de nécessité en matière civile. *Mélanges Capitant*, p. 927 et s.

(2) Nussbaum, *Das Geld in Theorie und Praxis des deutschen und ausländischen Rechts*. Tubingue, 1925, § 2, VI.

refus et à la contrefaçon des monnaies (1). A quelle absurdité conduirait d'ailleurs la solution contraire ! Le débiteur qui aurait acquitté sa dette en bons des Chambres de Commerce aurait fait une dation en paiement, non un paiement (avec toutes les conséquences que la distinction entraîne en matière de faillite), serait peut-être tombé sous le coup de la législation prohibant le « truck system » (art. 43, liv. I, C. trav.).

Sur un seul point, le régime de la monnaie d'urgence se sépare de celui de la monnaie ordinaire, c'est en ce qui touche le remboursement. D'un remboursement des espèces, il ne peut être question pour la monnaie ordinaire (sous réserve de la convertibilité du billet de banque). Une monnaie n'est pas une dette, c'est une valeur en soi. La monnaie d'urgence aussi, mais une valeur en soi à l'occasion de laquelle naît une dette. L'état de nécessité qui est un fait justificatif ne doit pas être une cause d'enrichissement. L'acceptation du public est le postulat de sa fonction monétaire. On doit supposer que si le public accepte la monnaie d'urgence, c'est en comptant sur un remboursement ultérieur. A défaut de remboursement, l'émetteur acquerrait d'une manière absolument gratuite, en sus de l'usufruit, le capital lui-même des valeurs émises. Cela ne serait pas conforme à l'intention des parties, à la bonne foi qui doit gouverner l'opération. La monnaie d'urgence doit donc par définition être remboursée en monnaie ordinaire après l'expiration d'un délai de prudence qui dépendra de la durée de l'état de nécessité (2).

(1) Trib. simple police Besançon, 1^{er} avril et 6 mai 1871, D. 71.3.104 ; Dijon, 13 avril 1871, S. 72.2.56.

(2) Cette question du remboursement des bons des chambres de commerce a toujours retenu l'attention du Gouvernement, lequel considérait à bon droit qu'il y avait là un élément très important pour renforcer la confiance du public. La lettre du ministre des finances du 14 août 1914 prescrivait que la période de remboursement ne pourrait être inférieure à 5 ans à partir de l'émission des premiers bons. Une circulaire du 13 mai 1918 vint décider ensuite que les coupures seraient remboursables jusqu'à l'expiration de l'année qui suivrait la cessation des hostilités, délai prorogé ultérieurement au 30 juin 1921. Lors du retrait général des coupures, un arrêté ministériel du 28 janvier 1926, pris en exécution de la loi du 12 janvier 1926, fixa à trois mois le délai pendant lequel les coupures seraient reçues dans les caisses publiques et changées contre des jetons. Mais, en droit, cela ne réglait que la question d'échange, et on aurait pu admettre que le porteur de bon conservait jusqu'à expiration de la prescription trentenaire à compter de la cessation constatée de l'état d'urgence (soit de la date fixée pour le retrait) une créance individuelle contre la collectivité émettrice. C'est pourquoi la loi du 12 janvier 1926 précisait que les porteurs qui n'auraient pas demandé l'échange de leurs coupures avant l'expiration du délai imparti, seraient du même coup déchus de toute action en remboursement tant à l'encontre de l'Etat que des

Ainsi les bons émis par les Chambres de Commerce nous paraissent avoir tiré leur nature de monnaie de la combinaison de deux facteurs : l'état de nécessité qui justifiait l'émission, l'acceptation tacite de la pratique qui donnait aux bons leur force obligatoire. En matière monétaire l'usage est un maître qu'il faut placer à côté de la loi.

b) *Jetons métalliques.* — La guerre ayant cessé, on aurait pu se demander si le caractère monétaire des bons ne devait pas disparaître avec l'état de nécessité qui lui avait servi de fondement. Mais très opportunément l'Etat est intervenu pour conférer aux nouveaux jetons le caractère monétaire qui sans cela, aurait pu leur être contesté. Sur ce point, en effet, nous nous rallions à la théorie de M. Corvol, en faveur de laquelle deux considérations nous semblent décisives : 1^o les jetons sont émis par l'Etat quoique sous le nom des Chambres de Commerce ; 2^o il existe, quoique incomplet, un régime législatif de ces jetons.

Il est une autre considération dont M. Corvol ne fait pas état et qui paraît bien militer en faveur du caractère monétaire des jetons, c'est que si on analysait ces pièces conformément à leur libellé comme des bons signés par les Chambres de Commerce, on se heurterait à des difficultés inextricables : le groupement des Chambres de Commerce, en tant que tel, n'ayant pas la personnalité morale, les différentes Chambres de Commerce devraient-elles être considérées comme débitrices conjointes ou comme débitrices solidaires de ces bons ?

La Cour de cassation paraît s'être prononcée en faveur de la théorie qui considère les jetons des Chambres de Commerce comme une véritable monnaie. Dans un arrêt du 25 juin 1927, la Chambre criminelle a décidé que ces monnaies étaient assimilées aux monnaies d'or et d'argent ayant cours légal et devaient en conséquence être protégées par les dispositions légales régissant les monnaies nationales, en l'espèce, par la loi du 12 février 1916 interdisant la vente ou la cession de monnaies à un prix dépassant leur valeur nominale (1). Elle s'est appuyée sur le motif

Chambres de commerce. On peut discuter de la moralité de cette mesure. Elle confirme bien, en tout cas, implicitement, la proposition énoncée au texte, d'après laquelle la monnaie d'urgence, à la différence de la monnaie régulière, fait naître à la charge de l'émetteur, une dette de remboursement.

(1) Crim. 25 juin 1927, D. H. 1927.435.

(C'est en A. O. F. que les jetons faisaient ainsi prime sur la monnaie ordinaire pour les raisons qui ont été indiquées dans le chapitre préliminaire.)

que la loi du 29 avril 1921, art. 29, avait appliqué les peines prévues pour la fausse monnaie par l'art. 132 du Code pénal. Le motif est assez critiquable car il exagère les effets de la pénalité par référence. Mais la solution doit être approuvée en partant de la similitude de nature entre les monnaies d'Etat et les jetons des Chambres de Commerce.

SECTION III. — Les substituts de la petite monnaie.

Il s'agit d'instruments de paiement dont l'émission ne résulte pas d'un acte de volonté de l'Etat, qui apparaissent spontanément sans l'intervention législative pour faire face à un besoin pressant de petite monnaie, ce qui constitue pour eux un trait de commun avec la monnaie d'urgence. Mais tandis que la monnaie d'urgence est émise par un organisme en quelque sorte officiel, participant de manière plus ou moins lointaine à l'autorité publique, les instruments de paiements dont nous nous occupons ici sont émis par des personnes purement privées. La différence est capitale et conduit à refuser à ces menus instruments de paiement le caractère monétaire, ce qui ne veut pas dire du reste qu'il n'est pas possible d'élaborer pour eux un régime juridique.

§ 1. — *Les différentes catégories de substituts de la petite monnaie.*

En matière monétaire, les besoins de la pratique et surtout du commerce commandent. Un type monétaire qui ne correspond pas à un besoin réel du commerce, refluera automatiquement vers les caisses publiques. A l'inverse, si le besoin d'un type monétaire existe dans le commerce et ne trouve pas satisfaction dans le système monétaire légalement en vigueur, il se créera spontanément dans la pratique des instruments de remplacement.

Parfois, la pratique, cherchant à donner comme une base juridique à son travail de création, prendra les monnaies légales comme matière première en quelque sorte des substituts à créer. Pour créer les instruments de paiement qu'ils désirent, les particuliers procéderont à une division ou à une concentration matérielle des espèces légales déjà existantes. C'est ainsi qu'au

moyen-âge et aujourd'hui encore dans certaines régions de l'Afrique, on coupe les pièces de monnaie en plusieurs parties pour se procurer une monnaie divisionnaire qui n'existe pas légalement (1).

A l'inverse, on groupe matériellement un certain nombre d'instruments monétaires pour créer un type de monnaie de valeur supérieure qui n'existe pas du tout ou n'existe pas en quantité suffisante : on fera de 100 billets de 1.000 un paquet clos et cacheté préparé d'avance qui circulera comme monnaie de 100.000. Ou bien encore, on enfilera dans une ficelle 10 pièces trouées de 10 centimes, pour remédier à la pénurie des pièces de 1 fr. ; ce qui n'est pas sans évoquer certaines pratiques monétaires d'Extrême-Orient. Juridiquement, ces composés de monnaie ne cessent pas d'être des monnaies, ce qui supprime toute difficulté quant à leur force obligatoire. Le seul problème qui puisse se poser est un problème de comptage, problème de droit privé et que nous retrouverons à ce titre en étudiant le contrat de change et l'appoint dans les paiements. Mais parfois les particuliers affranchissent leur création de toute base monétaire et ce sont là probablement les substituts de la petite monnaie.

Deux grandes catégories peuvent être distinguées à cet égard : tantôt les particuliers recourent, pour remplacer la petite monnaie, à des menus objets, ayant une valeur reconnue par tous et pour mieux dire, tarifée, tantôt, plus hardis encore dans la création monétaire, ils émettent de véritables bons de la valeur désirée.

Dans la première catégorie, nous trouvons les timbres-postes, les tickets de métro, les jetons de téléphone automatique. Remarquons que quelques-uns : timbres-postes, jetons de téléphone sont émis par l'Etat en tant qu'objets, mais c'est toujours par

(1) En France, surtout vers la fin du siècle dernier, on a vu une pratique du même genre mais tendant en réalité à des fins différentes : on coupait les billets de banque en deux parties afin de diminuer les risques de perte (plus particulièrement en vue de procéder à un envoi par la poste en deux courriers différents). La combinaison ne serait très efficace que si la Banque de France était tenue de rembourser l'intégralité du billet sur présentation d'une seule moitié, ce qui est bien douteux, puisque le fragment non représenté permettrait, par hypothèse, de réclamer un second remboursement. Peut-être ne refuserait-elle pas le remboursement à un porteur qui offrirait une caution (comp. Trib. com. Seine, 25 mai et 20 sept. 1870, D. 70.3.78 et 115). Ce qui est certain, c'est que la Banque n'est pas tenue de payer la moitié du billet à chaque porteur : les particuliers ne peuvent se créer des coupures de billets à volonté.

des particuliers qu'ils sont émis, lancés dans la circulation en tant que substituts monétaires. Les timbres-postes tiennent une place de choix dans la catégorie, et cela pour de multiples raisons : l'extrême facilité de leur utilisation, la diversité de leurs valeurs, la possibilité de les insérer dans une lettre non recommandée. La monnaie étant définie économiquement comme un pouvoir d'achat indifférencié, le timbre-poste est très près d'être une monnaie, car il représente un pouvoir d'achat sinon indifférencié, du moins spécialisé dans un usage très vaste, universel et quasi-quotidien. C'est en fait de beaucoup le substitut monétaire qui est accepté avec le minimum de difficulté. Un seul inconvénient à sa circulation, c'est qu'il est assez incommode à manipuler, et, pour tout dire, colle aux doigts. Aussi a-t-on imaginé un procédé qui, du reste, modifie peut être légèrement la portée juridique de l'opération. Au lieu de faire circuler le timbre tel quel, on le colle sur un jeton de carton portant la griffe de l'émetteur de sorte qu'il ne peut plus être, du moins commodément, utilisé pour l'affranchissement postal. Ce n'est plus un objet qui est reçu dans les transactions pour sa valeur marchande, c'est un véritable bon qui, en quelque manière, circule avec sa propre couverture. Il s'agit déjà de la seconde catégorie de substituts monétaires, que nous abordons maintenant.

Lorsqu'une crise de la petite monnaie se fait sentir de manière trop aiguë, il n'est pas rare de voir des commerçants émettre des bons d'une valeur nominale égale aux instruments monétaires qui font défaut. La présentation matérielle peut être variée.

Durant la guerre de 1914-1918, on en vit de ronds et de carrés, en papier ou en métal, luxueux ou rudimentaires suivant l'importance de l'entreprise qui les émettait. Depuis quelques mois, on en voit reparaître dans certains commerces parisiens, notamment dans la boulangerie, non plus comme circulation de secours, pour faire face à une crise de la petite monnaie, mais pour remplacer les pièces de 5 centimes que l'Etat a retirées de la circulation. Le but est différent, et il n'est pas sans éveiller quelques scrupules car il ne s'agit plus de faire face à une situation passagère, mais de remplacer d'une manière permanente un type d'instrument monétaire que l'autorité publique elle-même a décidé de supprimer.

Quel que soit le but poursuivi, ces bons nous apparaissent

juridiquement comme des promesses de payer une somme d'argent, comme des billets au porteur. En fait, leur rayon de circulation pourra être très variable suivant le *standing* du commerçant émetteur. Il pourra s'étendre à toute une ville s'ils émanent d'un grand magasin, il restera confiné à une clientèle de quartier s'ils émanent d'une petite boutique. Ce n'est pas d'ailleurs la considération de la solvabilité de l'émetteur qui psychologiquement jouera le plus grand rôle dans l'acceptation du bon par le public, ces bons étant de valeur minime. C'est plutôt une considération de commodité : le client se demandera avant tout s'il aura l'occasion de faire prochainement de nouvelles emplettes dans la même maison.

§ 11. — *Les problèmes juridiques
posés par l'émission des substituts monétaires.*

Il faut en premier lieu se demander si cette émission est licite. Remarquons tout de suite que la question n'a de sens que pour la seconde catégorie de substituts monétaires. Des particuliers peuvent toujours convenir d'échanger ou de donner en paiement de menues marchandises, ils ne font pas autre chose en usant de timbres-postes ou de jetons de téléphone comme monnaie d'appoint, que remplacer partiellement une vente par un troc, un paiement par une dation en paiement. Au contraire, deux objections peuvent être faites contre l'émission de petits bons par les particuliers.

D'abord, n'y a-t-il pas atteinte au privilège conféré à la Banque de France pour l'émission des billets de banque ? La réponse dépend du critère de distinction entre le billet de banque dont l'émission est prohibée, et la simple promesse de payer au porteur dont l'émission est licite. Or ce critère est controversé (1). Pour les uns, il n'y a billet de banque que si l'émetteur est une personne physique ou morale exerçant la profession de banquier, ce qui conduirait pratiquement à admettre la validité de nos bons dans la quasi-généralité des hypothèses. On a soutenu aussi que l'émission de coupures dont la valeur nominale serait différente de celle des billets de la Banque de France, ne serait

(1) Comp. sur la controverse Perroud, *op. cit.* ; Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. 4, nos 769 et s.

pas un empiètement sur le monopole de celle-ci, ce qui suffirait à assurer la validité des bons représentatifs de petite monnaie. Mais tous ces critères sont douteux. Dans l'opinion qui paraît préférable, et qui abandonne d'ailleurs beaucoup à l'appréciation du juge, on s'attache au caractère économique de l'opération. Il n'y aura infraction au monopole que si l'émission a porté sur des chiffres importants, et a eu une large diffusion. Ce qui est interdit, c'est l'émission qui impliquerait un appel au crédit dans le public. Tel paraît bien être le sentiment de la jurisprudence (1). De ce point de vue, on jugera sans hésitation licites, les émissions faites par de petits et moyens commerçants. Il ne pourrait y avoir doute que pour des émissions faites par des magasins jouissant d'un grand rayonnement. Encore la modicité de la valeur nominale de ces bons empêchera-t-elle normalement que l'émission puisse atteindre une somme importante et inclinera vraisemblablement les tribunaux, le cas échéant, vers la solution la plus indulgente.

On peut se demander en second lieu si ces bons représentatifs de monnaie ne constituent pas des bons de caisse soumis à une réglementation restrictive par le décret-loi du 25 août 1937 et dont l'émission (sauf à titre accessoire et occasionnel paraît même aujourd'hui réservé aux banques par la loi du 13 juin 1941). Il faut répondre par la négative. Le bon de caisse est un instrument de crédit, non un instrument de paiement ; c'est du reste un bon productif d'intérêts et plutôt à échéance qu'à vue ; tous caractères qui le différencient des substituts monétaires que nous étudions.

Le second problème soulevé par l'existence de ces substituts est de savoir si le créancier est obligé de les recevoir en paiement. Ce n'est qu'à cette condition qu'on pourra leur reconnaître la plénitude du caractère monétaire. Or, les principes du droit civil paraissent imposer la négative. La 1^{re} catégorie de ces substituts monétaires se présente objectivement comme des marchandises. Or un créancier de somme d'argent ne peut être tenu d'accepter en paiement des marchandises. La dation en paiement est une convention qui doit être acceptée (art. 1243 Code civil). Les bons

(1) Pau, 6 avril 1886, D. 86.2.230 : en l'espèce, il fut jugé qu'il n'y avait pas atteinte au monopole et que les billets émis étaient licites et valables, parce qu'ils avaient été « émis en exécution d'une convention privée préalable, par un particulier dont la personnalité et la solvabilité n'étaient connues que dans un cercle restreint ».

représentatifs de monnaie sont des promesses au porteur. Ce n'est pas payer sa dette à échéance fixe que de lui substituer une nouvelle dette à terme indéterminé (1). Il n'y a, bien entendu, qu'une personne à l'égard de laquelle l'acceptation des bons a un caractère obligatoire, c'est l'émetteur lui-même, qui ne pourrait refuser de les reprendre en paiement et de réabsorber ainsi l'émission qu'il a lancée dans la circulation.

Toutefois, l'application de ces principes ne doit-elle pas être tempérée par d'autres considérations ? Lorsqu'un client remet en paiement une grosse coupure et demande la monnaie au commerçant, ne peut-on soutenir qu'il a, par là-même, tacitement accepté d'avance que la monnaie lui soit rendue sous une forme quelconque ? Nous ne le pensons pas. L'acceptation tacite n'est ici concevable que pour les instruments monétaires légaux. Pour ces monnaies privées que sont les substituts monétaires, seule une acceptation expresse serait efficace. Il est vrai que le commerçant, en pareille occurrence, disposera d'un moyen de pression : il pourra refuser de vendre, ou bien (dans le cas des bons de 5 c. aujourd'hui) il ne rendra la monnaie que sur une dette arrondie au décime supérieur.

Dans certaines hypothèses, on pourrait présenter l'argument sous une forme quelque peu différente et fonder l'obligation pour le créancier de recevoir ces substituts monétaires en paiement non plus sur une acceptation tacite mais sur l'usage généralement suivi dans la pratique. C'est surtout pour les timbres-postes que le raisonnement paraîtrait valable, et plus encore s'il s'agit d'une opération faite à un guichet postal. Il est absolument normal, quand on demande la monnaie à un employé des postes, que celui-ci, faute de petite monnaie, fasse l'appoint en timbres-postes. L'usage de la vie quotidienne pourrait bien être érigé en règle de droit. C'est, du reste, une hypothèse particulièrement favorable, et il ne faudrait pas la généraliser à tous les cas où un vendeur de produits prétendrait rendre la monnaie avec les menus produits qu'il vend. Bien au contraire, cette prétention du vendeur serait suspecte, étant intéressée, puisqu'une part

(1) On pourrait encore dire, mais l'argument serait assez spécieux, que, quand un commerçant n'accepte de rendre la monnaie que sous la forme de menus objets ou de bons, il subordonne la vente de sa marchandise à l'achat d'un autre produit, ce qui constitue aujourd'hui une infraction à la législation des prix (loi du 21 octobre 1940, art. 38, modifié par la loi du 7 août 1942, art. 17).

de bénéfice personnel serait incluse dans les produits utilisés comme monnaie.

A ces quelques réserves près, la petite monnaie privée a un caractère essentiellement facultatif dans les rapports entre particuliers. A la différence des bons émis par les Chambres de Commerce, elle n'a pas un véritable caractère monétaire, et les relations de droit auxquelles sa circulation peut donner lieu doivent être traitées suivant les règles du pur droit civil, extra-monétaire. C'est notamment suivant ces règles que doit être résolue la question du remboursement des bons ainsi émis en représentation de petite monnaie. Il y a là une dette de somme d'argent, dont le terme incertain doit, suivant la volonté probable des parties, être fixé au jour où auront cessé les circonstances (pénurie de petite monnaie, etc...) qui avaient motivé l'émission. Et le commerçant émetteur ne serait pas en droit, après cessation de ces circonstances, de fixer unilatéralement un bref délai à l'expiration duquel il ne rembourserait plus ses bons. C'est une obligation ordinaire qui ne peut se prescrire que par 30 ans, à compter de l'échéance du terme incertain. Pas davantage il ne pourrait, la pénurie de monnaie ayant disparu, refuser de rembourser le bon en espèces et ne le reprendre qu'en paiement d'un nouvel achat. Toutefois, si la chose avait été stipulée d'avance au moment de la remise du bon, le client ayant tacitement accepté cette condition, ne serait pas fondé à s'en plaindre. Mais il faut remarquer que la condition changerait du tout au tout la nature juridique du bon. Ce ne serait plus qu'une promesse de livrer en nature un certain nombre de marchandises à choisir, promesse dépourvue de toute prétention à constituer une monnaie.

CHAPITRE II.

LE COURS DE LA PETITE MONNAIE

Il nous faut commencer par reprendre brièvement les distinctions que comporte, à cet égard, la théorie générale de la monnaie, afin de rechercher si elles ne pourraient pas nous fournir la division de nos développements.

En théorie, une monnaie est susceptible ou non d'être refusée par les créanciers dans les paiements. Au premier cas, on parle de monnaie récusable, libre, facultative ; au second cas, de monnaie irrécusable, obligatoire. La question s'est posée pour les jetons des Chambres de Commerce de savoir s'il n'y avait pas là une monnaie simplement facultative et nous avons opté pour la négative. Tous les instruments monétaires figurant dans notre système de petite monnaie ont donc finalement un caractère de monnaie obligatoire, ou ce que l'on appelle cours légal.

Le cours légal est l'injonction que l'Etat adresse à un créancier d'avoir à accepter de son débiteur certains instruments monétaires en paiement pour leur valeur nominale, ou encore c'est l'obligation pour le créancier de recevoir en paiement ces instruments monétaires à leur valeur nominale.

Le cours légal est susceptible de plusieurs modalités, dont quelques-unes semblent intéressantes en ce qui concerne la petite monnaie. Le cours légal peut être *illimité* ou *limité*, selon que le créancier est tenu de recevoir les espèces en paiement pour la totalité de la dette, ou seulement jusqu'à concurrence d'un certain chiffre. La petite monnaie n'a, en général, qu'un cours légal limité.

Le cours légal peut être encore *général* (on dit quelquefois : absolu) ou *spécial*, selon qu'il s'étend à tous les paiements ou seulement à quelques-uns. Il ne cesse pas d'être général parce qu'il comporte des exceptions. Ainsi, en quelques pays, à de certaines époques (par exemple en Italie, avant 1914) en vue de se procurer une rentrée de métal précieux, l'Etat obligeait les importateurs à payer les droits de douane en or : il y avait là une simple dérogation au cours légal général du billet. De même dans le système de la convertibilité du billet en or, il y a, si l'on veut, une dette dont, par exception, le paiement ne peut être offert en billets mais exclusivement en or, c'est la dette de la Banque d'émission envers les porteurs de billets quant au remboursement des billets eux-mêmes. On dit que le cours légal est général quand l'obligation de recevoir en paiement l'instrument monétaire considéré incombe à tous les créanciers sans discrimination de personnes. On dit, au contraire, qu'il est spécial, lorsque l'obligation existe seulement à la charge de certaines personnes. Une forme fréquente du cours légal spécial, c'est le cours légal qui n'existe qu'à la charge des caisses publiques

non à la charge des particuliers. Sous le régime de l'Union latine, les pièces d'argent frappées par les divers Etats de l'Union n'avaient, en dehors de leurs pays d'origine, qu'un cours légal spécial restreint aux caisses publiques. Il peut s'agir de l'obligation pour les caisses publiques d'accepter la monnaie à cours spécial en paiement de dettes préexistantes, ce qui du reste pourrait être l'occasion d'une discussion : est-ce que seules les dettes de droit public (ainsi les dettes d'impôt) peuvent donner lieu à cette obligation de l'Etat créancier, ou même les dettes dans lesquelles l'Etat apparaît comme un créancier de pur droit privé ? Mais assez souvent, il y a quelque chose de plus dans l'obligation de l'Etat, et il s'agit pour lui d'assurer, sur la demande de toute personne, même en l'absence d'une dette à éteindre, le change des instruments monétaires à cours spécial contre des instruments monétaires à cours général. Il en est fréquemment ainsi lorsque l'Etat retire de la circulation un type monétaire. La loi qui ordonne ce retrait dispose que la monnaie dont il s'agit pourra après avoir perdu son cours légal entre les particuliers être échangée pendant quelque temps encore auprès des caisses publiques : il y a, au fond, succession à un cours légal général d'un cours spécial temporaire.

Au cours légal, on est, comme machinalement, tenté d'opposer le cours forcé. Mais il faut se demander si cette notion est susceptible d'une application quelconque en matière de petite monnaie. Elle vise essentiellement les rapports entre les porteurs de billets de banque et la banque d'émission. C'est la dispense, accordée par l'Etat à la banque, de rembourser ses billets en or, une suspension de la convertibilité-or du billet. Cela étant, il apparaît que les petites coupures de billets de banque constituent le seul type de petite monnaie pour lequel l'expression de cours forcé puisse avoir un sens ; sens qui est, du reste, pour elles le même que pour les grosses coupures.

Quant à la petite monnaie métallique, comme il n'a jamais été question pour elle d'une convertibilité en or ou en métal précieux, il est permis de déclarer qu'elle a originellement et naturellement cours forcé. Néanmoins, on peut imaginer pour elle une théorie de la convertibilité, mais adaptée dans une direction quelque peu différente. Existe-t-il pour l'émetteur une obligation de rembourser la petite monnaie en monnaie ordinaire ? Dans l'affirmative, on dira que la petite monnaie est une monnaie

convertible, dans la négative, qu'elle est inconvertible, qu'elle a *hoc sensu* cours forcé. Mais le problème ainsi posé a un pendant : l'émetteur de petite monnaie, l'Etat, est-il obligé de convertir la monnaie ordinaire en petite monnaie, sur la demande d'un porteur ? Ce ne sont là finalement que les deux faces d'un problème plus vaste : une obligation de changer la monnaie incombe-t-elle à l'Etat au profit du particulier ? On voit que ce serait une conception trop étroite que d'opposer simplement, en ce qui touche la petite monnaie, le cours légal et le cours forcé. Il convient de se placer sur un terrain plus général en distinguant le cours de la petite monnaie dans les rapports entre particuliers d'une part et, d'autre part, dans les rapports entre les particuliers et l'Etat.

SECTION I. — Le cours de la petite monnaie dans les rapports entre particuliers.

Dans les rapports entre particuliers, la petite monnaie a pouvoir libératoire, mais ce pouvoir libératoire est généralement limité.

§ 1. — *Pouvoir libératoire de la petite monnaie.*

Ce pouvoir libératoire, inhérent au caractère monétaire, appartient à tous les types de petite monnaie : pièces métalliques, petites coupures de billets de banque, et même jetons des Chambres de Commerce. Il a appartenu aussi, croyons-nous, aux bons émis en 1914 en vertu de la théorie des monnaies d'urgence. Il ne doit être refusé qu'aux substituts de la monnaie émis par les particuliers, précisément parce qu'ils n'ont pas le caractère de monnaie.

Quelle est la portée du pouvoir libératoire ? Elle doit être envisagée en droit privé et en droit pénal.

Le pouvoir libératoire dont est doté une monnaie a pour effet, en droit privé, que le créancier de somme d'argent est tenu de recevoir le paiement qui lui est offert en cette monnaie. En serrant la solution de plus près, on peut même dire que les offres réelles faites par le débiteur dans cette monnaie sont valables, produisent un effet libératoire. Réciproquement, les offres réelles

ne seront pas validées si elles sont faites dans une monnaie n'ayant pas reçu pouvoir libératoire, soit de la loi, soit de l'usage (monnaie d'urgence). Tout cela suscite peu de difficultés.

La fonction monétaire de la monnaie doit être pénalement protégée. L'art. 475, 11° du Code pénal punit d'une amende (de 75 à 120 francs, depuis la loi du 26 juillet 1941) le refus de recevoir des espèces ayant cours. C'est, dit-on parfois, la sanction pénale du cours légal. Cette sanction pénale pourrait avoir une utilité particulière pour la petite monnaie : là, lors même que le refus du créancier serait manifestement injustifié, le débiteur hésitera à le faire constater dans un procès civil, l'intérêt en jeu étant minime ; une poursuite devant le tribunal de simple police peut paraître une sanction plus maniable.

Déjà dans l'ancien Droit, des arrêts des Cours des monnaies avaient édicté des peines pour assurer la circulation des espèces métalliques. Les nombreuses altérations, volontaires ou fortuites, dont ces espèces étaient l'objet suscitaient des défiances et des précautions de la part des créanciers, ce qui en entravait la circulation. Sous la Révolution, la sanction pénale du cours légal réapparaît avec un autre motif : les monnaies au coin de la République étaient parfois refusées par des créanciers par passion politique autant que par défiance. L'article 475-11° du Code pénal, si l'on se réfère aux travaux préparatoires, répondrait à un autre but, bien qu'à un but politique lui aussi : il s'agissait d'affermir le système décimal en France, système qui, sous sa forme monétaire comme sous les autres, se heurtait aux résistances de la routine, et en même temps de consolider la situation du franc dans les pays nouvellement annexés. Dans la pratique, l'utilisation du texte a changé au cours du siècle dernier. De 1810 à 1870, l'incrimination a été surtout appliquée dans le domaine de la petite monnaie : il s'agissait de créanciers qui refusaient de recevoir en paiement certaines pièces métalliques, soit parce qu'elles leur apparaissaient fausses, soit parce qu'elles étaient rognées ou l'empreinte effacée. Et c'était sur ce point que portait le débat, car la contravention n'est pas réalisée si le refus est relatif à des monnaies fausses ou altérées. Depuis la disparition des pièces d'argent et des sous de cuivre, ce genre de poursuites ne se voit plus guère, la circulation de la petite monnaie actuelle étant plus facilement entretenue en bon état. En revanche, à partir de 1870, une autre forme de la contraven-

tion s'est manifestée : c'est le billet de la Banque de France ayant depuis lors cours légal, le refus de le recevoir en paiement et surtout de le recevoir en paiement pour sa valeur nominale : ce qui explique que l'article 475-11^o ait été invoqué dans les controverses relatives à la validité des clauses de paiement en or.

Le texte protège, croyons-nous, sous le nom de monnaie, tous les instruments de paiement auxquels nous avons reconnu le caractère monétaire. A la vérité, il est permis d'hésiter pour les émissions des Chambres de Commerce : coupures de papier ou même jetons métalliques, en l'absence de texte leur étendant expressément la disposition de l'article 475-11^o. C'est que notre droit pénal a un caractère rigoureusement légal ; et l'usage ne peut être chez nous une source d'incriminations (art. 4 C. P.). De la sorte, on en viendrait à une solution mixte : le cours légal, pour ces instruments de paiement aurait une sanction civile, mais non pas une sanction pénale. Cette opinion semble pourtant devoir être repoussée. La coutume ne peut pas, il est vrai, créer directement une infraction. Mais cela ne signifie pas que la définition de l'un des éléments constitutifs d'une infraction ne puisse dépendre indirectement de la coutume, de la pratique des affaires. Nous pensons pouvoir invoquer la jurisprudence à l'appui de notre thèse. Les décisions rendues pour les monnaies obsidionales de 1870, comme l'arrêt de la Chambre criminelle du 25 juin 1927, ont, en somme, étendu aux monnaies à cours coutumier les règles pénales prescrites pour les monnaies à cours légal (1).

§ 2. — *Limitation du pouvoir libératoire de la petite monnaie.*

Cette limitation peut être établie suivant deux modalités différentes : par un pourcentage ou par un chiffre absolu. Dans le premier système, la loi dispose que le créancier ne sera tenu d'accepter de la petite monnaie en paiement que jusqu'à concurrence d'une certaine quote-part de la dette. Ainsi, un arrêt du 14 nivôse an IV ayant décidé que les caisses publiques ne seraient obligées de recevoir des pièces de cuivre en paiement que pour

(1) V. chap. précédent, notes 21 et 23.

le 1/40 de la somme à régler (1), la jurisprudence étendit cette règle aux rapports entre particuliers, et elle fut suivie jusqu'au décret du 18 août 1810, qui consacra l'autre système de limitation, dont la législation française ne devait plus s'écarter, limitation par un chiffre absolu (2). Dans ce second système, l'acceptation de la petite monnaie n'est obligatoire pour le créancier que jusqu'à concurrence d'une somme fixée *ne varietur*, quel que soit le chiffre de la dette.

Quelle que soit la modalité adoptée, la limitation du pouvoir libératoire paraît un des traits essentiels de la petite monnaie, imposé tant par des considérations pratiques (l'incommodité de manipulations portant sur des quantités excessives d'une monnaie lourde et encombrante) que par une raison de logique (ce qui a une fonction d'appoint ne doit servir dans les paiements que pour faire l'appoint), chacun des deux ordres de motifs trouvant d'ailleurs son expression plus parfaite dans l'une ou dans l'autre modalité de limitation. Cependant, si naturelle que semble cette limitation du cours de la petite monnaie, tous les types de petite monnaie ne s'y trouvent peut-être pas soumis. *A priori*, on pourrait être tenté de se l'expliquer en songeant que la notion de petite monnaie est plus large que celle de monnaie d'appoint. Mais, à la vérité, il est bien possible que les différences dont il s'agit soient tout simplement le résultat d'inadvertances législatives.

La limitation du pouvoir libératoire résulte de dispositions expresses de la loi pour les monnaies métalliques émises par l'Etat. L'article 8 de la loi monétaire du 25 juin 1928, modifié par l'article 68 de la loi de finances du 28 février 1933, dispose que les monnaies en bronze d'aluminium ne sont obligatoirement reçues dans les paiements que jusqu'à concurrence de 50 francs et les monnaies en nickel ou en bronze jusqu'à concurrence de 10 francs. La loi du 13 février 1941 dispose que le pouvoir libératoire des grosses pièces de 5, 10 et 20 francs dont elle prévoit la frappe sera limité à 200 francs.

Pour les petites coupures de billets émises par la Banque de France, aucun texte ne règle la question. On pourrait penser à

(1) Cette règle du 1/40 avait des précédents dans l'Ancien Droit : arrêt du Conseil du 1^{er} août 1733, art. 5.

(2) Le système avait été également essayé dans l'Ancien Droit : arrêt du Conseil du 21 janvier 1781.

leur appliquer par analogie la limitation prévue par la loi du 13 février 1941 pour les pièces métalliques qui devraient, un jour à venir, les remplacer. Toutefois, s'il y a quelque analogie entre des petits billets et de grosses pièces quant à l'encombrement, il n'y en a aucune quant au poids. Ce qui explique que, dans la pratique, on traite volontiers les petites coupures comme ayant cours légal illimité.

Rien n'est davantage réglé pour les jetons des Chambres de Commerce. Quelques auteurs considèrent que l'art. 8 de la loi de 1928 leur est applicable en tant qu'il vise les monnaies en bronze d'aluminium. Mais l'assertion est contestable, car le terme de « monnaies » paraît ici employé dans un sens technique, par opposition à « jetons », pour désigner exclusivement les monnaies d'Etat. La parfaite identité de volume et de poids du moins à l'origine) pourrait, il est vrai, donner ici une grande force au raisonnement par analogie. Toutefois, la limitation au pouvoir libératoire d'une monnaie est quelque chose d'exceptionnel, que l'on peut hésiter à admettre à défaut du texte formel. C'est un point qui dépend du reste, en partie de la solution à donner à une autre question : celle du fondement qui doit être assigné à la limitation du pouvoir libératoire de la petite monnaie, question que nous allons retrouver dans un instant, lorsque nous aurons précisé la portée de cette limitation.

A. — *Portée de la limitation du pouvoir libératoire.*

Il semble n'y avoir place, mathématiquement, que pour une solution, et pourtant nous trouvons ici des interprétations divergentes.

Remarquons d'abord, la manière dont s'exprime, après la loi du 14 juin 1866, la loi de 1928 : elle ne dit pas que les monnaies de bronze d'aluminium seront reçues *pour l'appoint* du billet de 50 fr. et les monnaies de nickel ou bronze *pour l'appoint* du billet de 10 fr. ; mais, respectivement *jusqu'à concurrence* de 50 fr. et 10 fr. Elles peuvent donc figurer dans les paiements pour l'intégralité de ces sommes. Au contraire, sous l'empire du décret du 18 août 1810 disposant que les monnaies de bronze ne seraient obligatoirement acceptées que *pour l'appoint* de la pièce de 5 fr. on avait, avec Toullier (1), conclu qu'elles ne pouvaient entrer

(1) Toullier, *Droit civ. français suivant l'ordre du Code*, t. 7, n° 54.

dans la composition d'un paiement que pour 4 fr. 95 tout au plus, ou, suivant un raffinement, pour 4 fr. 99.

Ce point éclairci, voici une difficulté plus sérieuse. Le débiteur peut-il utiliser entièrement à son gré la marge de 50 fr. ou de 10 fr. qui lui est impartie par la loi et, par exemple, pour régler une dette de 34 fr. 30, offrir 30 pièces de 1 fr. et 43 pièces de 10 centimes ? L'affirmative paraît conforme à la formule littérale du texte, puisque par là les deux plafonds légaux (50 fr. et 10 fr.) ne sont pas dépassés. Il n'empêche qu'elle peut être fort gênante pour le créancier, qui devait s'attendre plus normalement à recevoir 30 fr. en petites coupures de billets, 4 fr. en pièces divisionnaires de 1 ou 2 fr. et seulement 30 centimes en menue monnaie. Au-dessous des maxima légaux, il ne serait pas déraisonnable de sous-entendre une autre limitation, plus rigoureuse, résultant de ce que le débiteur n'aurait pas le droit de recourir au type monétaire inférieur avant d'avoir épuisé les possibilités du type supérieur. La petite monnaie, ayant exclusivement un rôle d'appoint, ne devrait être utilisée dans un paiement que pour acquitter une fraction de la dette qui, matériellement, ne pourrait être acquittée avec un instrument monétaire de valeur plus concentrée. Et, pour reprendre l'exemple précédent, le débiteur de 34,30 devrait régulièrement offrir à son créancier : 1 billet de 20 fr., 1 billet de 10 fr., 2 pièces de 2 fr., 1 pièce de 20 centimes et 1 pièce de 10 centimes. La notion de monnaie d'appoint, la subsidiarité de la monnaie de billon par rapport aux billets de banque, la hiérarchie des monnaies, seraient autant d'arguments en faveur de cette solution. Mais la Cour de Cassation s'est prononcée en sens contraire à une époque où la rédaction de la loi (le décret de 1810 : « pour l'appoint de la pièce de 5 fr ») se prêtait pourtant mieux à cette limitation rationnelle du pouvoir libératoire par la notion d'appoint. Dans une espèce jugée en 1860, elle a admis un débiteur à acquitter une dette de 1 fr. 20 exclusivement en pièces de bronze et condamné, par application de l'art. 475-11° du Code pénal, le créancier qui avait refusé de recevoir son paiement sous cette forme (1). L'année suivante, dans une affaire analogue, elle a décidé qu'un acheteur pouvait régler un achat de 5 centimes avec 5 pièces de 1 centime, non pas forcément avec une pièce d'un sou (2).

(1) Crim. 17 juillet 1860, D. 60.1.418.

(2) Crim. 9 novembre 1861, D. 65.5.270.

B. — *Fondement de la limitation du pouvoir libératoire.*

Dans une première conception, on peut considérer que le législateur, en disposant que la petite monnaie serait reçue dans les paiements jusqu'à concurrence d'une certaine somme, a voulu assurer la circulation d'un contingent de monnaie de billon *lato sensu*, de monnaie dont la valeur réelle est inférieure à la valeur nominale. C'est que l'Etat tire profit de cette circulation, et il est normal qu'il cherche à se réserver un minimum de profit. Cette conception met plutôt l'accent sur le pouvoir libératoire de la monnaie de billon que sur la limitation de ce pouvoir.

Tel était le point de vue étatiste de Dumoulin, approuvant un arrêt du Parlement de Paris d'après lequel les menues monnaies pouvaient et devaient être données en paiement non seulement comme appoint, mais pour acquitter l'intégralité de la dette sans limitation aucune (1). La faute du créancier qui refusait son paiement en billon était même, aux yeux de Dumoulin, plus grave que celle du débiteur qui aurait offert ce billon en paiement par malice délibérée. Cette position semble en harmonie avec la doctrine nominaliste que l'on prête généralement à Dumoulin en matière monétaire (2).

De ce point de vue, la limitation au pouvoir libératoire de la petite monnaie apparaît comme une simple mesure de bienveillance par laquelle l'Etat consent à restreindre, en faveur du créancier, les inconvénients d'un paiement en une mauvaise monnaie.

Un certain nombre de conséquences pratiques découlent de cette conception.

1^o Partout où la loi n'aura pas expressément limité le pouvoir libératoire de la petite monnaie, par suite d'un oubli ou pour toute autre cause, la vocation qu'a cette monnaie à jouir d'un pouvoir libératoire illimité, se manifesterait de nouveau. Il y a en elle comme dans toute autre monnaie, une virtualité de pouvoir libératoire indéfini, qui reprend son empire dès lors qu'elle n'est plus comprimée par un texte. Un arrêt de la Cour de Cassation du 21 décembre 1903 paraît bien se rattacher à

(1) Dumoulin, rapporté par Toullier, *loc. cit.*

(2) Sur le bien-fondé de cette interprétation de la pensée de Dumoulin, v. Stampe, *War Karolus Molinaeus Nominalist* ?

cette tendance. Des bons de caisse de 0,50 émis par la Banque de la Guadeloupe avaient reçu de la loi cours forcé dans cette colonie sans qu'un maximum ait été formellement fixé à leur pouvoir libératoire. La Chambre civile a décidé que ces bons pouvaient être imposés dans les paiements sans aucune limitation (1). Aujourd'hui, la question pourrait encore être agitée pour les petites coupures de la Banque de France et surtout pour les jetons des Chambres de commerce, puisque le législateur, à leur égard, a omis de limiter le pouvoir libératoire.

2° Lorsque plusieurs dettes doivent être payées par un même débiteur au même créancier à une même échéance, la limitation doit être appréciée séparément pour chaque obligation, et non pas calculée sur le total de ces obligations. C'est qu'il faut maintenir une certaine proportion de billon dans la circulation, et cette proportion serait trop faible si l'on faisait masse de toutes les obligations pour n'admettre dans le paiement qu'un contingent unique de petite monnaie. Le principe de l'indivisibilité des paiements consacré par l'art. 1244 est, du reste, hors de cause, car il suppose l'unité de la dette, et ici, par hypothèse, nous avons plusieurs dettes distinctes. Un jugement du tribunal de commerce de Fougères a ainsi admis que le débiteur était en droit d'user du maximum légal distinctement pour chacune de ses dettes (2).

3° Le pouvoir libératoire de la petite monnaie jusqu'à concurrence d'un certain chiffre reposant sur l'intérêt de l'Etat, sur un motif d'ordre public, il n'est pas loisible aux parties de l'écarter par une convention contraire, du moins pour abaisser le maximum prévu. A l'opposé, une convention tendant à permettre le paiement en petite monnaie au delà du plafond légal, voire sans aucune limitation, serait licite, n'ayant rien que de favorable aux intérêts de l'Etat.

Mais il est possible de se faire du fondement de la limitation du pouvoir libératoire une conception toute différente. Cette limitation ne tient-elle pas tout simplement à l'intérêt du créancier ? N'est-elle pas faite avant tout pour sa commodité, un paiement en petite monnaie plus pesante, plus encombrante, qui multiplie les risques de perte, représentant pour lui une gêne

(1) Civ. 21 décembre 1903, D. 1906.1.64.

(2) Trib. com. Fougères, 13 août 1887, D. 1897.5.421.

sensible ? C'est l'interprétation la plus probable. La théorie de Dumoulin était déjà abandonnée par la pratique de l'Ancien Droit. Au XVIII^e siècle, les Généraux des monnaies ne considéraient la monnaie de billon que comme destinée à faire l'appoint et ne lui attribuaient force obligatoire que dans cette mesure.

Prétendre que le Trésor public exige la présence de petite monnaie dans les paiements pour assurer à ses émissions fiduciaires un débouché, cela ne va pas, au XX^e siècle, sans quelque archaïsme. Aujourd'hui, avec la généralisation du cours forcé, l'Etat n'a plus besoin de recourir à la monnaie de billon pour se procurer les bénéfices économiques et financiers qu'il peut attendre d'une inflation fiduciaire. Il dispose d'un instrument bien plus perfectionné, la monnaie de papier. En vérité, il n'en dispose que médiatement, par le jeu des avances de la Banque de France, tandis qu'il retire d'une émission de monnaie de billon un profit direct. Mais l'inflation de papier-monnaie a un rendement incomparablement plus grand. Aussi l'intérêt public ne peut-il plus être considéré comme primordial dans le pouvoir libératoire de la petite monnaie. C'est l'intérêt privé qui est au premier plan, une transaction entre les deux intérêts individuels du créancier et du débiteur par l'établissement d'un maximum légal au pouvoir libératoire.

De cette seconde conception se déduisent des conséquences inverses de celles que nous avons énumérées précédemment.

1^o La petite monnaie doit avoir pouvoir libératoire limité même en l'absence de texte, par un corollaire inévitable de sa fonction d'appoint. A défaut de précision légale, il incombe aux interprètes de fixer les limites de ce pouvoir libératoire. Deux procédés pourraient être envisagés. On pourrait imaginer d'abord une limitation relevant, dans chaque cas, de l'appréciation du juge, limitation variable, souple, purement judiciaire, qui résulterait d'une application de la théorie de l'abus du droit dans les rapports entre débiteur et créancier au moment du paiement. Le débiteur n'abuse-t-il pas de son droit en offrant de payer cent mille francs en coupures de 5 fr. ou 10.000 fr. en jetons des Chambres de Commerce ? Et l'on pourrait adapter ici les divers critères proposés de l'abus du droit : intention malicieuse, absence de mobile légitime, lesquels ne seraient du reste, pas équivalents. Mais il peut paraître préférable de donner d'avance aux

parties une norme mathématique, chiffrée. Partant de cette considération que la limitation du pouvoir libératoire de la petite monnaie est le corollaire inévitable de sa fonction d'appoint, on sera amené à décider rationnellement que le débiteur ne peut utiliser les jetons des Chambres de Commerce ou les petites coupures de billets que pour acquitter les fractions de la dette qu'il serait matériellement impossible d'acquitter avec des instruments monétaires de valeur nominale supérieure (par exemple : les pièces de 2 fr. seulement jusqu'à concurrence de 4 fr., les coupures de 20 fr. seulement jusqu'à concurrence de 40 fr., etc).

2° En cas de pluralité d'obligations à régler à la même échéance, la limitation du pouvoir libératoire jouera pour l'ensemble de ces obligations. Il ne faut pas en cumulant les tolérances d'incommodités à la charge du créancier faire finalement à celui-ci une situation intolérable.

3° La limitation, étant fondée sur un intérêt privé, peut être écartée par une convention contraire. Si cette convention intervient au moment du paiement, c'est-à-dire si le créancier accepte, expressément ou tacitement, de recevoir son paiement en petite monnaie au delà du chiffre légal, voire pour l'intégralité de la dette, pas de difficulté. Le décret du 18 août 1810 s'en expliquait formellement : après avoir disposé que la monnaie de bronze ne serait obligatoire que pour l'appoint de la pièce de 5 francs, il ajoutait : « si ce n'est de gré à gré » (1). A l'inverse, le débiteur peut certainement, au moment du paiement, renoncer à utiliser intégralement les marges de 50 et 10 fr. que, dans l'interprétation courante, la loi lui laisse pour l'emploi de la petite monnaie. Mais il y a plus de doutes pour les conventions qui seraient passées entre les parties avant le paiement et surtout au moment de la conclusion du contrat. Les renonciations anticipées sont toujours suspectes. Cependant, il faut valider la clause par laquelle le créancier se réserverait le droit de n'accepter la petite monnaie en paiement que pour un chiffre inférieur aux plafonds légaux de 50 et 10 francs. Elle ne semble contraire ni à l'art. 475-11° du Code pénal, ni plus généralement à l'ordre public monétaire. Les dangers qui ont déterminé la jurisprudence à annuler les clauses stipulant le paiement en une certaine espèce de monnaie,

(1) Comp. Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, t. 27, n° 264.

la monnaie-or, ne se retrouvent manifestement pas ici. La préférence donnée au billet de banque sur la petite monnaie métallique ne trahit aucune arrière-pensée de défiance à l'égard de la devise nationale. Une seule restriction à la validité, les contractants ne pourraient pas écarter absolument la petite monnaie du paiement, même pour l'appoint, car ce serait donner à l'obligation un objet impossible.

Quant à la convention inverse, par laquelle le créancier exigerait l'intégralité de son paiement en petite monnaie, d'un certain type, elle aurait pu avoir, à l'époque où existait une petite monnaie d'argent, la signification d'une clause de garantie contre la dépréciation du billet de banque, clause-argent nulle, en principe, dans les mêmes conditions que la clause. Mais, dans notre système actuel de petite monnaie uniformément fiduciaire, le péril est inexistant la clause ne peut avoir d'autre but que de donner une facilité supplémentaire au débiteur ou de procurer au créancier un type de monnaie dont il a besoin pour son commerce : à ce titre, elle n'encourt aucune objection.

SECTION II. — Le cours de la petite monnaie dans les rapports entre les particuliers et l'Etat.

On peut dire, si l'on veut, que la petite monnaie a cours légal dans les paiements entre les particuliers et l'Etat. Mais cette transposition d'une notion de droit prise dans des relations de droit public n'est pas très heureuse. Ce qui montre bien que la situation n'est pas la même, c'est que l'Etat créancier ne peut pas opposer à ses débiteurs la limitation du pouvoir libératoire de la petite monnaie. La loi du 14 juillet 1866 s'en expliquait formellement, en disposant que les pièces divisionnaires d'argent seraient reçues dans les caisses publiques sans limitation de quantité. Et la solution doit être toujours admise même dans le silence des textes : « Le Trésor qui a émis des valeurs fiduciaires ne peut équitablement refuser de les recevoir. »

Ce qui domine, d'après nous, le cours de la petite monnaie dans les rapports entre les particuliers et l'Etat, c'est l'obligation de change qui incombe à celui-ci. Obligation à double face, comme nous l'avons dit, division et concentration :

1° L'Etat est tenu de délivrer de la petite monnaie aux particuliers en échange de monnaie ordinaire ;

2° Il est tenu de leur remettre de la monnaie ordinaire en échange de petite monnaie. De ce fait, c'est une pleine convertibilité qui s'applique dans les relations entre les deux sortes de monnaie.

Il est des pays où cette obligation est consacrée, au moins sous une forme fragmentaire, par des textes exprès. C'est ainsi qu'en Suisse, la loi fédérale du 3 juin 1931 sur la monnaie, dans son article 7, réglemente l'obligation pour l'Etat, d'échanger la monnaie d'appoint contre la monnaie ordinaire. En France, nous n'avons point de texte de ce genre. Ce n'est que lorsqu'il est procédé au retrait d'un type monétaire que l'on voit le législateur mettre à la charge des caisses publiques une obligation de changer les instruments monétaires abolis contre des instruments ayant cours. Et de ces dispositions spéciales à une hypothèse, on pourrait être tenté de conclure *a contrario* qu'il n'y a, en général, aucune obligation de change à la charge de l'Etat.

Cependant, cette obligation de change nous semble, à défaut de texte, résulter des principes généraux du droit monétaire. Il serait singulier, et contraire à la conception moderne de l'Etat, que le droit de battre monnaie fût conçu comme un pur profit fiscal, sans contre-partie de devoirs à la charge de l'autorité publique. L'émission de la monnaie est une fonction plutôt qu'une régate. Il y a un service public monétaire, qui implique notamment l'obligation d'approvisionner le commerce des instruments monétaires dont il a besoin. La réalisation de ce service public suppose que sont offertes aux particuliers des facilités aussi larges que possible pour changer les différents types d'instruments monétaires les uns contre les autres.

D'autre part, la petite monnaie fait partie intégrante du système monétaire général. Pour que l'unité de ce système ne soit pas un vain mot, il faut qu'une convertibilité parfaite fonctionne entre ses diverses parties. Si l'Etat n'organise pas lui-même sa conversion de la monnaie ordinaire contre la petite monnaie et réciproquement, il risque de voir se produire un agio entre les deux sortes de monnaies, une rupture dans l'unité du système monétaire national.

Il faut ajouter que la loi impose, en certains cas, aux parti-

culiers l'obligation de se pourvoir d'un type monétaire déterminé : le débiteur, nous l'avons vu, n'est pas admis, au delà d'un certain chiffre, à utiliser des monnaies d'appoint ; à l'inverse, nous le verrons, il est obligé de faire l'appoint. Il y aurait un abus de pouvoir à créer une obligation sans se préoccuper des possibilités de l'exécuter. Il faut mettre à la disposition du débiteur un moyen de changer la petite monnaie qu'il ne peut utiliser en paiement, un moyen de se procurer l'appoint qu'il est obligé de donner. Tout cela postule un principe en vertu duquel l'Etat sera toujours prêt à procéder au change nécessaire. Ce principe nous paraît appartenir au droit positif français et devoir être, le cas échéant, protégé par les recours du droit administratif.

Il appelle sans doute, pour fonctionner pratiquement, une organisation technique. Mais cette organisation doit être conçue aussi largement que possible, afin de lui donner sa pleine efficacité. En premier lieu, le change doit être absolument gratuit : sinon on créerait cet agio qu'il s'agit précisément d'empêcher. En second lieu, le change ne doit pas être subordonné à la condition qu'il portera sur une quantité minima de monnaie : toutes les fois que l'opération est mathématiquement possible, elle doit être réalisée, si minime qu'en soit le chiffre. Nous n'admettrions même pas, en principe, qu'elle fût assujettie à l'entrave de justifications d'identité. Cependant, on peut penser qu'une restriction de bon sens s'impose : l'obligation de change n'existerait pour une caisse publique que dans la mesure de ses disponibilités, soit en petite monnaie ; soit en monnaie ordinaire. *Impossibillium nulla obligatio*. Mais c'est mal poser la question. L'opération de change ne pourra évidemment avoir lieu en pareille hypothèse. Seulement cela ne signifie pas que la responsabilité de l'Etat ne puisse pas être engagée, car l'insuffisance de l'approvisionnement d'une caisse publique en un type d'instrument de paiement, révèle, sauf circonstances exceptionnelles, un mauvais fonctionnement du service public monétaire.

Le point le plus important est peut-être de déterminer à quels fonctionnaires est confiée l'exécution du service public de change de monnaie, car la convertibilité des espèces type contre type doit être aussi rapide, aussi fluide que possible, ce qui ne peut s'obtenir qu'en multipliant sur le territoire les guichets où le public peut s'adresser à cette fin. Tous les comptables publics

doivent participer au fonctionnement du service. Mais en outre, la Banque de France, siège social et succursale, paraît devoir y être englobée. Sans doute, peut-on objecter que c'est en théorie une société privée, distincte de l'Etat. Cependant, elle est étroitement associée à la fonction monétaire. Dans la mesure où il s'agit de changer ses billets contre de la monnaie métallique, on peut ajouter qu'elle n'a pas le droit de se refuser à réabsorber ses propres émissions, que le billet de banque est bien, par l'établissement du cours forcé, devenu inconvertible en or, mais non pas inconvertible dans les monnaies d'Etat qui ont cours légal. Nous admettons, d'une façon générale, qu'elle doit en contrepartie de son privilège, bien que cette obligation ne lui soit pas formellement imposée par le décret de codification du 31 décembre 1936, collaborer au service public de change de monnaie.

L'obligation de l'Etat en matière de change de monnaie n'a pas, d'ailleurs, seulement cet aspect positif, le plus simple, que nous avons pris pour exemple : l'Etat tenu de délivrer de la monnaie à titre principal, sur la demande de tout intéressé. Elle a aussi un aspect négatif : l'Etat créancier ne peut, dans les paiements, imposer à ses débiteurs de faire l'appoint, de lui donner une petite monnaie qu'il serait obligé de leur fournir sur leur demande. Change de monnaie, appoint dans les paiements, nous rencontrons déjà ici, sous un statut de droit public, les deux opérations que nous allons maintenant retrouver sous un statut de droit privé.

Les opérations que les particuliers peuvent faire avec l'Etat, ils peuvent aussi les faire, et les font le plus souvent avec d'autres particuliers. Le service public de change de monnaie n'est pas un monopole ; il est en concurrence avec des opérations privées, auxquelles il sert ainsi de régulateur.

CHAPITRE III.

LES MUTATIONS DE LA PETITE MONNAIE

Nous avons raisonné jusqu'ici sur l'hypothèse d'un système monétaire stable. Mais tout système monétaire est sujet à des variations. Certaines de ces variations ont un caractère naturel, ou du moins elles ne résultent pas d'un acte de volonté du souverain. Ce sont les variations de *valeur* de la monnaie (et la petite monnaie y est impliquée comme la monnaie ordinaire) par rapport soit à l'or, soit aux devises étrangères, soit aux marchandises. De ces variations qui constituent des phénomènes économiques, non des actes juridiques, il n'y a pas lieu de s'occuper ici. Mais il y a d'autres variations qui sont délibérément apportées par le législateur dans le système monétaire, qui partant se traduisent par des décisions de portée juridique : ce sont les mutations monétaires, qu'il convient d'étudier brièvement dans leur application à la petite monnaie.

SECTION I. — Le droit de mutation de l'Etat.

Ce droit est incontesté, bien qu'il puisse avoir des conséquences très rigoureuses pour les individus.

L'origine doit en être cherchée dans la conception domaniale de la monnaie. Sous le régime féodal, la monnaie a été considérée comme restant réellement la chose du seigneur qui l'avait mise en circulation. Celui-ci conservait un droit de propriété éminente sur les espèces détenues par les particuliers. La conception était en harmonie avec l'idée générale de la domanialité des poids et mesures. Elle s'appuyait, en outre, sur une interprétation littérale de la phrase de l'Evangile : « Rendez à César ce qui appartient à César » ; d'où l'on avait conclu à une véritable propriété du prince sur les pièces de monnaie.

C'est cette théorie qui, sous l'Ancien Régime, servit de fondement juridique à la pratique des mutations, des altérations monétaires. Nicole Oresme, qui la critique au *xiv^e* siècle, en retient cependant l'essentiel, se bornant à substituer la communauté

populaire au prince dans l'exercice et les profits du domaine éminent sur les monnaies (1). Pothier, dans le passage célèbre où il expose sa doctrine de nominalisme monétaire, recueillie par l'article 1895 de notre Code civil, s'inspire visiblement encore de l'idée que la monnaie est soumise à un domaine éminent de l'Etat (2). Il suffisait de faire sortir la théorie de la sphère du droit du patrimoine pour lui donner la forme qu'elle revêt chez les publicistes modernes : ceux-ci reconnaissent à l'Etat une souveraineté monétaire avec, pour corollaire, le droit de muer la monnaie (3).

Il en résulte une limitation considérable, quoique peu remarquée, au droit de propriété des porteurs de monnaie. Les traités de droit civil énumèrent un certain nombre de biens pour lesquels les droits des propriétaires sont sujets à des restrictions administratives. Il faudrait ajouter à la liste les espèces monétaires. Sur ces espèces, le droit de propriété de l'individu est comme entaché de précarité, puisque l'Etat peut, à tout moment, par une décision unilatérale, les dépouiller de leurs cours, c'est-à-dire les priver du caractère monétaire qui fait leur essence. L'observation applicable à toute sorte de monnaie, l'est plus particulièrement à la petite monnaie, et pour deux raisons.

1^o Lorsque l'Etat décrète qu'une pièce de métal précieux cessera d'avoir cours, l'atteinte aux droits du porteur est faible, voire, dans le cas de l'or, à peu près insensible, car la pièce, privée de sa fonction monétaire, conserve la valeur métallique. Il en est tout autrement pour la petite monnaie, qui est normalement une monnaie de billon : si l'Etat lui retire sa fonction monétaire, le propriétaire n'a plus entre les mains qu'une petite quantité de métal vulgaire, sans grande valeur. A la vérité, le risque est le même pour le porteur d'une monnaie de papier. Il est commun à toute monnaie fiduciaire. Mais voici maintenant qui est plus particulier à la petite monnaie.

2^o En fait, les mutations sont beaucoup plus fréquentes pour la petite monnaie, spécialement la petite monnaie métallique, que pour les autres types d'instruments monétaires. Il est à peu près sans exemple, si ce n'est précisément pour les petites cou-

(1) Comp. Bridrey, *La théorie de la monnaie au XIV^e siècle Nicole Oresme*. Thèse Caen, 1906.

(2) Pothier, *Traité du prêt de consommation*, n^o 37.

(3) Comp. Nussbaum, *op. cit.*, § 4, IV.

pures, de voir l'Etat décider que telle catégorie de billets de banque cessera d'avoir cours à compter d'une certaine échéance. Au contraire, il hésite beaucoup moins, l'expérience de ces dernières années le montre à opérer des mutations dans le système de la petite monnaie, peut-être parce que les intérêts qui peuvent alors être lésés paraissent individuellement minimes. Il n'empêche que le propriétaire de petite monnaie court de ce fait un risque supplémentaire : non seulement il subit comme tout porteur de monnaie fiduciaire, l'expropriation graduelle qui résulte de la dépréciation, de la perte du pouvoir d'achat de la monnaie, mais il a également à compter avec l'éventualité d'une expropriation brutale, résultant d'une démonétisation des instruments monétaires.

Ce n'est pas à dire que le pouvoir de l'Etat en matière de mutations monétaires soit sans limites. En premier lieu, si la mutation équivaut à une expropriation, il faut admettre qu'elle ne peut avoir lieu sans indemnité et l'indemnité la plus simple consiste dans le remboursement des espèces démonétisées en monnaie nouvelle. Le principe supérieur inclus dans la Déclaration des Droits de 1789 et dans l'art. 545 du Code civil doit être transposé ici. Mais la barrière est fragile, car il n'est aucun moyen de ramener cette obligation du législateur à exécution, et, du reste, sans violer ouvertement le principe, il est plus d'un moyen de le tourner.

Le détenteur de monnaie trouve peut-être une protection plus efficace dans la détermination de l'autorité compétente pour prescrire les mutations. Traditionnellement, il semble que seule, la loi ici soit compétente pour prendre une mesure théoriquement aussi grave, dont le résultat peut être une atteinte aux droits acquis des propriétaires de monnaies. Dumoulin, songeant il est vrai, aux grandes mutations de son époque, s'exprimait ainsi : « Vrai est que de telles mutations ne se doivent faire sans le consentement du peuple ; et même par plusieurs ordonnances anciennes, appert le consentement du peuple y avoir été requis ». La coutume constitutionnelle depuis le siècle dernier est en ce sens, encore que, dans les derniers temps, la pratique des décrets-lois y ait porté atteinte. La loi de finances du 31 décembre 1937 dans son article 53, dispose que pour toutes les monnaies dont la fabrication est prévue en un métal autre que l'or ou l'argent (donc pour les petites monnaies métalliques) la composition et les

caractéristiques (poids, diamètre, tolérance de poids et de titre) pourront être modifiées par décret pris sur la proposition du Ministre des Finances. Mais ce texte n'abandonne à l'administration que la technique des nouvelles émissions. Le retrait des émissions anciennes, qui constitue l'aspect essentiel et dangereux d'une mutation, n'est pas par là enlevé à la compétence de la loi. A l'étranger, le pouvoir de démonétisation est parfois confié à l'autorité administrative. Tel est le cas en Allemagne en vertu de la loi monétaire du 30 août 1924 (§ 14, I, 1). Mais cela ne va pas sans contre-partie, car, d'après ce texte, le Ministre des Finances du Reich doit, dans sa décision observer des conditions de publicité et de délai, qui sont, pour les détenteurs de monnaie, la garantie la plus utile.

SECTION II. — Les procédés de mutation.

Il est intéressant de constater que les mutations monétaires telles que les pratiquait l'Ancien Régime, sous la forme d'une altération de l'alliage ou du poids des espèces, se retrouvent aujourd'hui pour les petites monnaies et ne se retrouvent plus que pour elles. La réduction du contenu métallique est tangible pour des types monétaires comme la pièce de 10 centimes depuis le gros sou de bronze d'avant 1914, en passant par le nickel, le bronze de nickel et le maillechort, jusqu'à la pièce trouée en zinc de la frappe 1942 (décret du 21 décembre 1940), ou comme la pièce d'un franc depuis le modèle d'argent de germinal au titre 900/1.000 jusqu'à la pièce d'aluminium léger émise en 1942.

Toutefois, ces mutations métalliques modernes diffèrent de celles de l'Ancien Régime par leur but. Il ne s'agit plus de procurer au fisc des ressources extraordinaires, d'opérer un prélèvement sur le capital monétaire du pays. Il s'agit simplement de diminuer les frais de fabrication des espèces. Depuis 1939, on peut même tenir, et c'est un signe des temps, que toute considération pécuniaire est étrangère à l'opération : ce qu'il faut avant tout, c'est épargner ou récupérer des métaux industriels devenus rares. D'autre part, comme ces pièces ne circulaient déjà qu'avec une valeur fiduciaire, l'atteinte aux droits du porteur ne résulte pas de l'altération métallique elle-même ; elle tient seulement à la

démonétisation des espèces et surtout aux circonstances dans lesquelles cette démonétisation peut être opérée.

Qu'est-ce donc que la démonétisation ? C'est un acte juridique inverse de l'émission de monnaie. Tandis que, par l'émission, l'Etat déclare sa volonté que certaines espèces soient reçues comme monnaie dans les rapports entre particuliers, par la démonétisation il déclare sa volonté que les particuliers ne soient plus tenus de les recevoir comme monnaie. Dans un cas, il leur confère cours légal ; dans l'autre, il leur retire le cours légal, les met hors de cours.

La coutume a dégagé deux conditions auxquelles est subordonnée la régularité de la démonétisation : la publicité préalable et l'obligation d'échange.

La publicité est tellement inhérente à l'opération qu'elle lui a souvent donné son nom : c'est le *décri* de la monnaie (en allemand *Aufruf, Verruf*). Le crieur public est aujourd'hui remplacé par le *Journal officiel*, la presse et la radio.

L'obligation d'échanger les espèces démonétisées contre des espèces ayant cours légal n'est au fond autre chose que l'obligation d'indemniser un propriétaire exproprié. L'indemnité est, du reste, calculée trop strictement : elle ne tient pas compte du dérangement occasionné au porteur. En outre, elle n'est pas toujours préalable, l'échange peut n'intervenir qu'après la cessation du cours légal. On pourrait discuter s'il y a là pour l'Etat une simple obligation morale ou, comme il semble plus exact, une véritable obligation de droit public. Il faut reconnaître, en tout cas, que si l'Etat se refuse à la remplir, il n'existe pas de moyen de la ramener à exécution.

En fait, lorsque le législateur retire de la circulation un type de monnaie, il prévoit toujours son échange contre des espèces ayant cours. Mais rien n'est plus facile que d'agencer les modalités de l'échange, en fixant des conditions de quantité, de lieu et de temps, de manière à paralyser les droits des porteurs. Si l'échange est refusé lorsque la quantité de petite monnaie présentée n'atteint pas un certain chiffre, ou un chiffre arrondi, beaucoup de particuliers se verront lésés, et ce n'est pas une solution que de s'en remettre à l'intermédiaire des banques pour opérer le groupement. Si l'échange ne peut avoir lieu que dans quelques caisses publiques éloignées des domiciles des porteurs, beaucoup de ceux-ci y renonceront, surtout dans les campagnes.

Pour ne léser personne, il faudrait organiser une possibilité d'échange dans chaque commune. Mais c'est surtout la fixation d'un délai pour l'échange qui, dans la pratique française, donne lieu à des abus. Ce délai ne dépasse pas généralement quelques mois (1). La loi monétaire allemande du 30 août 1924, beaucoup plus équitablement, oblige l'administration à observer un délai minimum de 2 ans. En France, il y a fréquemment là, comme en beaucoup d'autres domaines, détournement de l'institution de la prescription extinctive à des fins fiscales : tandis que les délais qui courent contre l'Etat sont indéfiniment allongés, ceux qui courent à son profit sont systématiquement abrégés. A tout le moins, nous pensons que le porteur de petite monnaie qui aurait été empêché de présenter ses espèces à l'échange dans le délai légal par quelque obstacle de force majeure, devrait cependant être accueilli par l'Etat dans sa demande de remboursement. Il s'agit sans doute d'un délai préfix, non d'une véritable prescription extinctive. Mais la maxime « *Contra non valentem agere non currit praescriptio* » est applicable aux délais préfix. La solution devrait notamment être admise en faveur des détenteurs étrangers de petite monnaie française qui auront souvent été mis par les circonstances de guerre dans l'impossibilité juridique ou matérielle de procéder aux nombreux échanges imposés depuis 1939.

(1) Ex. : Pour les pièces de 5 francs en nickel, un décret du 22 septembre 1939 publié au *J. O.* du 23, fixe le retrait du cours légal au 22 octobre suivant et permet l'échange dans les perceptions et trésoreries jusqu'au 10 novembre 1939.

La loi du 24 novembre 1940 relative au retrait des pièces de 5 centimes dispose que ces pièces seront reçues par les caisses publiques et la Banque de France pour tout paiement jusqu'au 31 décembre 1940.

Pour le retrait des pièces de 25 centimes, l'arrêté du 30 janvier 1942, qui avait été précédé, il est vrai, de toute une année d'essais (v. déjà l'arrêté du 4 décembre 1940) fixe respectivement les mêmes délais aux 15 et 28 février.

DEUXIÈME PARTIE

LES OPÉRATIONS JURIDIQUES DONT LA PETITE MONNAIE EST LE SUPPORT

Se livrer à une construction juridique des opérations dont la petite monnaie peut être soit l'objet soit l'instrument de réalisation, cela peut passer de prime abord pour une tâche un peu vaine à raison de l'insignifiance de l'intérêt en jeu : « *de minimis non curat praetor* », n'est-ce pas une maxime de bon sens ? Ne va-t-elle pas empêcher en pratique qu'il s'élève des procès à l'occasion de ces opérations ? Donc qu'il se forme pour elles une jurisprudence, en dehors de laquelle toute construction risque de rester un peu « en l'air » ? Y a-t-il place ici pour autre chose que des agissements de pur fait, destinés à demeurer éternellement hors de la sphère du droit ?

Mais la maxime « *de minimis non curat praetor* » n'est pas une règle de droit positif. La justice doit être rendue quelle que soit la valeur de l'intérêt en cause. Si la jurisprudence est rare en notre matière, elle n'est pas d'ailleurs inexistante. A côté des procès civils qui, sur un objet aussi menu, seront en effet assez souvent paralysés par la crainte de frais frustratoires, des poursuites pénales pourront plus facilement intervenir pour sanctionner les liens de droit qui peuvent se nouer entre les parties à l'occasion de la petite monnaie. De cette jurisprudence pénale, il y a des éléments précieux à tirer pour l'analyse des liens de droit dont il s'agit. C'est ce que nous allons constater en étudiant deux opérations dont la petite monnaie peut être soit l'objet, soit le moyen de réalisation : le contrat de change de monnaie et l'appoint dans les paiements (1).

(1) Nous ne prétendons pas avec l'étude de ces deux opérations épuiser la liste des rapports de droit dont la petite monnaie peut être l'objet. C'est

CHAPITRE PREMIER.

LE CONTRAT DE CHANGE DE MONNAIE

Une question préjudicielle se pose : s'agit-il d'un véritable contrat, juridiquement obligatoire, ou bien d'un simple acte de convenance, de courtoisie, qui n'engendre aucun lien d'obliga-

ainsi que l'on pourrait songer à faire jouer un rôle à la motion de petite monnaie dans la théorie des dons modiques. On sait que les dons modiques bénéficient, sur le fondement de leur modicité même, d'un régime juridique moins restrictif, à beaucoup d'égards, que celui des donations ordinaires, voire des donations sans formes, des dons manuels. Voici quelques-unes des solutions les plus saillantes :

1° Les dons modiques peuvent être faits par des personnes qui n'auraient pas capacité ou pouvoir de faire des libéralités ordinaires (art. 1083 C. C. : le donateur qui a consenti une institution contractuelle perd le droit de disposer de ses biens à titre gratuit, « si ce n'est pour des sommes modiques » ; le tuteur, qui ne peut aliéner à titre gratuit les biens du pupille, peut faire au nom de celui-ci des cadeaux d'usage, qui sont des dons modiques (comp. Planiol et Ripert, *Traité élém. de dr. civ.*, éd. 1942, t. 1, n° 2280).

2° L'autorisation administrative à laquelle sont soumises, en vertu de l'article 910 C. C., les libéralités adressées aux établissements publics ou d'utilité publique, n'est pas requise pour les dons modiques, tempérament admis sans texte général à raison des nécessités pratiques auxquelles il répond (Baudry-Lacantinerie et M. Colin, *Traité de dr. civ. Donations*, 3^e éd., n° 420).

3° Sous la forme du pourboire, certains dons modiques de caractère rémunérateur ont un statut tout à fait particulier, qui ne rappelle en rien celui des donations.

Or, pour ce qui est du moins des libéralités portant sur des sommes d'argent, ne pourrait-on pas dire que le don modique c'est essentiellement le don en petite monnaie ? La distinction entre monnaie ordinaire et petite monnaie fournirait le critère de différenciation entre libéralité ordinaire et don modique. Le critère semblerait particulièrement bien adapté à la matière des libéralités adressées aux établissements publics, car la dispense d'autorisation administrative a été envisagée là surtout pour les petites sommes recueillies dans des quêtes ou dans des tronc, ce qui évoque tout naturellement la notion de menue monnaie. Au surplus, l'exception apportée à l'article 910 n'est justifiable que si elle est cantonnée dans des limites assez étroites (comp. Baudry-Lacantinerie et M. Colin, *op. cit.*, n° 421), ce qui sera le cas si on la limite aux donations en petite monnaie.

Toutefois, ce critère restrictif dérangerait des solutions trop acquises pour que l'on puisse nourrir beaucoup d'illusions sur ses chances de succès. D'abord, c'est une opinion très répandue que, pour qualifier le don modique, la modicité doit être appréciée d'une manière relative eu égard à la fortune du disposant (v. par ex. pour l'art. 1083 Demolombe, *Cours de Code Nap.*, t. 23, n° 318), alors que le critère tiré de la nature des deniers donnés serait absolu et impersonnel. D'autre part, on s'attache volontiers au but de la donation pour la considérer comme modique. Notamment, sous l'article 910, on arrive pratiquement à dispenser d'autorisation, quelle que soit leur importance, tous les dons manuels de sommes d'argent, qui, par leur but, ont un caractère d'aumônes, parce qu'ils sont destinés à être employés en

tion (1) ? Cela ne voudrait pas dire que l'opération de change de monnaie serait insusceptible d'engendrer des conséquences juridiques. Mais, il n'y aurait pas contrat. La conception pourrait paraître conduire à des solutions pratiquement satisfaisantes. Les parties n'étant pas liées, chacune pourrait impunément se dédire jusqu'à exécution de l'opération. Notamment celle qui accepte de changer la monnaie, le changeur *lato sensu*, garderait jusqu'au bout un droit de repentir. Le changeur a accepté de rendre de la monnaie, mais c'est uniquement pour être agréable à la personne qui la lui demande. Or, on n'assume aucune obligation juridique lorsqu'on promet quelque chose uniquement pour être agréable à autrui (2). Seulement, sur ces agissements de pure courtoisie, une faute délictuelle de l'une ou de l'autre

bonnes œuvres (Req. 27 novembre 1876, D. 76.1.152). Il a été ainsi jugé qu'une offrande de 24.000 francs-or pouvait être traitée comme libéralité modique (Paris, 16 décembre 1884, D. 66.2.191). Avec la notion de petite monnaie, le contact est manifestement perdu.

On aurait pu encore imaginer de faire intervenir la notion de petite monnaie dans l'interprétation de l'article 278 du Code pénal. Cet article frappe d'une pénalité aggravée le mendiant ou vagabond qui sera « trouvé porteur d'un ou plusieurs effets d'une valeur supérieure à 100 francs, et qui ne justifiera point d'où ils lui proviennent ». Jusqu'à preuve contraire de la légitimité de la possession, la loi présume que cette valeur est le produit d'un vol. On semble comprendre le texte comme atteignant le mendiant dès lors qu'il est en possession d'une *somme supérieure à 100 francs en un ou plusieurs effets*, cette dernière expression pouvant s'entendre de tous instruments monétaires, quel qu'en soit le type. Une autre interprétation, moins sévère, consisterait à restreindre la disposition à l'hypothèse où le mendiant est trouvé porteur d'un *effet de valeur nominale supérieure à 100 francs* ou de plusieurs effets de ce genre, le terme d'effets étant au surplus limité aux billets de banque, créances, valeurs mobilières, par opposition aux pièces de monnaie. La loi, peut-on dire, présume irréfragablement que la somme dont le mendiant est trouvé porteur en petite monnaie (pièces, petites coupures et mêmes billets de 100 francs au plus), est le produit de sa mendicité, et contrairement à une opinion très accréditée (Garraud, *Traité théorique et pratique de dr. pénal*, t. V, 3^e éd., n° 1791 ; Garçon, *Code pénal annoté*, art. 278, n° 5), nous ne pensons pas que l'aggravation de peines de l'article 278 soit applicable au mendiant qui justifie que les sommes dont il est porteur proviennent de la charité publique : cette aggravation est dirigée contre le mendiant voleur, non contre le mendiant simplement mendiant. Il ne faut pas se dissimuler que l'interprétation proposée ne saurait se recommander de l'intention des rédacteurs du Code pénal et qu'elle aurait mal cadré avec les valeurs monétaires de 1810. Mais, aujourd'hui, elle n'apparaît pas comme déraisonnable, et elle aurait l'avantage de restreindre l'application d'une présomption de délit, qui est, tout de même, quelque chose d'exorbitant dans notre droit.

(1) Comp. E.-H. Perreau, *Courtoisie, complaisance et usages non obligatoires devant la jurisprudence*. Revue trimestrielle de droit civil, 1914, p. 481 et 1. — V. sur une difficulté analogue en matière de prestation gratuite de travail : Rouast, *La prestation gratuite de travail*. Mélanges Capitant, p. 696 et s.

(2) Trib. civ. Seine, 9 juillet 1910, D. 1912.2.391.

partie est susceptible de venir se greffer, laquelle donnera lieu soit à une responsabilité civile, soit à une responsabilité pénale, sanctions suffisantes pour assurer la bonne foi nécessaire dans ces menues opérations de la vie quotidienne.

L'analyse est séduisante, toutefois elle ne paraît pas conforme à la réalité. Dans l'intention des parties il s'agit bien d'un véritable contrat, contrat de services gratuits, le plus souvent sans doute, mais non pas toujours. Or, un contrat de services gratuits n'en reste pas moins malgré la gratuité un contrat. Du reste, le contrat de change de monnaie nous apparaît comme ayant constitué un contrat dès une époque très ancienne. Les changeurs du moyen-âge se livraient professionnellement au change des divers types monétaires d'un même pays, changeant la monnaie d'appoint contre la monnaie d'or plus concentrée, ou à l'inverse la monnaie d'or contre la menue monnaie et ils usaient pour ces opérations d'un cadre contractuel très solidement établi dont il nous est parvenu des modèles (1). Du reste, nous verrons que la jurisprudence a parfois fait intervenir ici les sanctions pénales de l'abus de confiance. Or cette incrimination suppose l'existence d'un contrat juridiquement obligatoire.

Qu'est-ce donc que le contrat de change de monnaie ?

C'est le contrat en vertu duquel une personne remet une certaine quantité d'instruments monétaires de type déterminé à une autre personne, qui lui remet, en contre-partie, une certaine quantité d'instruments monétaires d'un type différent dont la valeur d'ensemble est égale.

Les deux types d'instruments monétaires faisant l'objet des deux prestations réciproques, diffèrent généralement entre eux par leur valeur unitaire ; grosses coupures de billet d'un côté, petites coupures de l'autre, ou bien encore, pièces de métal précieux ou petites coupures de papier contre menue monnaie (2).

Le contrat n'est évidemment pas spécial à la menue monnaie d'appoint. On peut même dire que sa forme la plus fréquente à l'heure actuelle, le change du billet de 1.000 en billets de 100 ne met pas en jeu la menue monnaie *stricto sensu*.

Cependant nous savons que la notion de menue monnaie est quelque chose de relatif. En outre, l'étude de ce contrat de change

(1) Vigreux, *op. cit.*, p. 25 ; Lièvre, *op. cit.*, p. 28.

(2) Ils pourraient aussi différer entre eux par leurs caractères physiques (ex. échange de billets usagés contre des billets neufs).

est indispensable pour éclairer certains aspects de la question de l'appoint dans les paiements, question qui, elle, est bien particulière à la monnaie d'appoint.

Suivant l'utilité économique à laquelle répond le contrat ainsi défini, ce peut être soit un contrat de change aux fins de concentration, soit un contrat de change aux fins de division, ce qui est proprement « faire de la monnaie » dans le langage courant. A la vérité, il semble que, dans l'opération, il y ait toujours à la fois concentration de la monnaie pour une partie et fractionnement de la monnaie pour l'autre. Mais, pour caractériser le contrat d'après son but économique, il faut toujours se placer du point de vue de l'un des deux contractants, celui qui prend l'initiative de l'opération, celui qui demande la monnaie, ou qui demande de grosses coupures. De ce point de vue, on peut dire qu'il y a deux types de contrat de change de monnaie.

Le contrat de change de monnaie, tel que nous l'envisageons ici, ne doit pas être confondu avec le contrat de change de monnaie étrangère, le contrat passé par un changeur avec un client. Ainsi, je change au guichet d'un changeur 5.000 fr. contre 100 \$, ce que l'on appelle en économie politique le change manuel. Ce n'est pas à dire que notre type de contrat ne puisse porter sur des monnaies étrangères aussi bien que sur des monnaies nationales. Ainsi, je viens demander à un changeur de me changer 10 billets de 10 \$ contre une coupure de 100 \$, plus commode à conserver en portefeuille. Mais il n'y a contrat de change au sens où nous employons l'expression qu'autant que les deux types d'instruments monétaires faisant l'objet des prestations ressortissent à un même système monétaire national.

La distinction est juridiquement importante, car le change de monnaie nationale contre monnaie étrangère ou réciproquement se réalise sous la forme d'un véritable contrat de vente, où il y a un prix d'une part, un objet vendu de l'autre, tandis que notre contrat n'est certainement pas un contrat de vente et sa nature juridique reste à définir.

SECTION I. — Caractères du contrat de change de monnaie.

Il faut chercher à caractériser ce contrat dans plusieurs directions.

§ 1. — *Qualification du contrat.*

Est-il possible de faire entrer notre contrat dans une catégorie juridique plus large ?

L'idée qui vient le plus immédiatement à l'esprit est qu'il s'agit d'un contrat d'échange, régi par les art. 1702 et s. du Code civil, ou pour employer la terminologie plus rigoureuse de beaucoup d'auteurs du xix^e siècle, d'un contrat de troc, puisque les deux prestations échangées ont une nature mobilière. Ne parle-t-on pas, du reste, usuellement, d'*échanger*, aussi bien que de changer, un billet contre de la menue monnaie ? Cependant, à cette idée, qui a l'avantage de la simplicité, deux objections peuvent être faites, d'une force d'ailleurs inégale.

D'abord, l'échange se définit, aux termes de l'art. 1702, comme « un contrat par lequel les deux parties se donnent respectivement une *chose* pour une autre » et la doctrine est d'accord pour voir là le traité qui sépare l'échange de la vente : tandis que la vente, met en présence une *chose* et un *prix*, c'est-à-dire une somme d'argent, l'échange exclut l'existence d'un prix en argent, suppose une chose de part et d'autre. *Interveniente pecunia*, l'échange se transforme en vente (1). Dès lors que l'objet de l'obligation de l'un des contractants revêt une expression monétaire, il ne peut plus être question d'un contrat d'échange, qui est essentiellement un contrat ressortissant à l'économie en nature, non à l'économie monétaire. *A fortiori* en est-il ainsi, peut-on penser, si les quatre obligations respectives des deux contractants revêtent l'une et l'autre une expression monétaire.

Mais l'objection n'est pas décisive. Une distinction essentielle doit être faite entre l'obligation générique de somme d'argent (1.000 fr. par ex.) et l'obligation spécifique de somme d'argent (10 billets de 100 fr. ou 1.000 pièces de 1 fr.). La présence d'une obligation générique de somme d'argent dans le contrat est sans doute incompatible avec la notion d'échange. Mais il n'en est pas de même d'une obligation spécifique, car la monnaie est alors traitée comme une chose, chose fongible, chose de genre

(1) Comp. Olivier-Martin, *Interveniente pecunia, Doctrines et faits monétaires dans la vie juridique des Romains*. Annales du droit et des sciences sociales, 1936, n° 6, p. 161 et s.

sans doute, par opposition aux corps certains (comme seraient des pièces de monnaie envisagées dans leur individualité, à titre de pièces de collection) mais choses dotées de cette fongibilité simple qu'ont toutes marchandises, non de cette plus-que-fongibilité, de cette plasticité si particulière dont la monnaie est assortie et qui en fait la commune mesure de tout et la rend fongible avec toutes choses. Dans le contrat de change, les sommes d'argent ne sont pas considérées abstraitement, indépendamment des instruments monétaires concrets qui les matérialisent. S'il en était autrement du reste, ce contrat serait juridiquement inconcevable, car les deux dettes, ayant l'une et l'autre pour objet une égale somme d'argent, s'éteindraient aussitôt que nées par le jeu de la compensation légale (1291 C. civ.). Pour que l'opération ait un sens, il faut nécessairement envisager les deux prestations comme portant sur des types déterminés d'instruments monétaires, sur des choses. La monnaie, si elle n'est pas en général une marchandise, comme l'ont cru les Phryciocrates, peut être traitée parfois comme telle, et c'est le cas ici. De ce point de vue, rien n'empêche d'analyser notre opération comme un contrat d'échange (1).

Mais voici une autre difficulté, qui est plus profonde. A considérer les deux quantités d'instruments monétaires comme les objets du contrat, ne commet-on pas une méprise ? C'est à peu près comme si dans le contrat d'entreprise avec fourniture des matériaux par le maître (par exemple dans le contrat passé avec une scierie pour la coupe d'un arbre) on considérait la matière à façonner et l'objet façonné comme constituant les objets des deux obligations. En réalité, l'objet de l'obligation du maître, c'est le prix convenu ; l'objet de l'obligation de l'entrepreneur, c'est le travail promis, la matière première et l'objet fabriqué n'interviennent qu'à titre de moyens de réalisation du contrat, moyens indispensables certes, mais non pas juridiquement objets. De même ici, pour qui examine la situation très exactement, l'objet de l'obligation du changeur, c'est un certain service à rendre à l'autre partie. Quant à l'obligation du « demandeur de

(1) Comp. Jossierand, *Cours de civ. positif fr.*, 3^e éd., t. 2, n° 1170 ; Planiol et Ripert, *Traité théor. et prat. de dr. civ.*, t. X ; *Contrat de vente*, par M. Hamel, n° 393 ; comp. Planiol, note sous Civ., 14 novembre 1904, D. 1905.1.89, considérant que l'échange peut avoir pour objet 2 sommes d'argent, si l'une est un capital immédiatement versé, l'autre une rente viagère.

monnaie » on l'aperçoit plus malaisément. C'est que dans la plupart des cas, elle est nulle, aucune rémunération de service rendu par le changeur n'est prévue, et le contrat est à titre gratuit. Mais parfois une prime est exigée par le changeur, et c'est le paiement de cette prime qui est proprement l'objet de l'engagement de son client. Tel apparaît le contrat, contrat de service bancaire, pourrait-on dire, entreprise *lato sensu* et les deux mouvements de fonds ne sont que des accessoires.

Cependant cette argumentation n'est pas sans réplique. Si, dans le louage d'ouvrage avec fourniture de la matière par le maître, on ne regarde pas cette matière comme formant l'objet du contrat, c'est que, étant et restant la propriété du maître, ne subissant aucune modification juridique du fait du contrat, elle n'entre pas dans le champ contractuel. Si, au contraire, au lieu d'une restitution à l'identique, l'entrepreneur peut se libérer envers le maître en lui restituant l'équivalent de sa chose, la mutation de propriété fait partie intégrante du contrat, le caractère de louage d'ouvrage s'estompe devant le caractère d'échange. Cela sera facilement présumé si la chose confiée à l'entrepreneur pour transformation consiste en marchandises fongibles. C'est ainsi que lorsqu'un cultivateur apporte du blé à un meunier pour le faire transformer en farine, on parle couramment, et c'est le langage du législateur lui-même (1), d'échange blé contre farine.

Aussi bien la thèse qui s'attache au service rendu par le changeur dans le change de monnaie, ne se perd-elle pas elle-même en se subtilisant jusqu'à l'absurde ? C'est dans tout échange, voire dans tout contrat, qu'il y a, *lato sensu*, un service rendu par l'un des contractants à l'autre. Faudra-t-il aller jusqu'à dire que tout échange, tout contrat se ramène à un louage d'ouvrage ?

Nous ne croyons pas, néanmoins, que la qualification d'échange puisse être finalement retenue. Elle nous paraît incompatible avec l'économie de l'opération, telle que les intéressés la conçoivent, telle que la pratique nous la montre. Plusieurs traits, à cet égard, sont topiques :

1^o Dans l'échange, et c'est une de ces différences bien connues par rapport à la vente, les 2 copermutants jouent des rôles iden-

(1) Loi du 18 septembre 1940 relative à l'échange blé contre farine et blé contre pain. V. cep. Riom, 15 janv. 1862, D. 62.2.81, qui considère l'opération comme un louage d'ouvrage pour appliquer les peines de l'abus de confiance au meunier qui ne livrerait pas la totalité de la farine produite.

tiques ; leurs situations juridiques sont juridiquement indiscernables. Au contraire dans le change de monnaie, les deux contractants ont chacun une position différente : il y a celui qui demande la monnaie, et celui qui donne la monnaie.

2° L'échange — du moins lorsqu'il est sincère, lorsqu'il ne renferme pas une donation déguisée, mais cette réserve est de droit commun — l'échange est, par définition, un contrat à titre onéreux, les deux prestations s'équilibrant. Transportons le raisonnement au change de monnaie. Le contrat serait normalement à titre onéreux, chaque partie recevant l'équivalent exact de ce qu'elle donne. Ce n'est que dans le cas où le changeur retient une prime que l'on pourrait apercevoir un avantage gratuit résultant de l'opération, à moins que l'on ne préfère qualifier la prime de soulte d'échange. Or, on sait du reste que la réalité est tout à l'opposé. Le contrat de change de monnaie est normalement un contrat de bienfaisance de la part du changeur. Et ce n'est que dans le cas où celui-ci perçoit une prime que l'on peut apercevoir un titre onéreux dans l'opération. C'est donc que l'objet essentiel du contrat ne consiste pas dans le double mouvement d'espèces, mais bien dans le service rendu par le changeur, éventuellement dans la prime perçue par lui.

3° Dans la pratique bancaire, il arrive quelquefois que le change aux fins de concentration de monnaie s'opère sans remise effective de billets de la part du banquier, par simple inscription d'une égale valeur au crédit du compte ouvert au client dans les livres de la banque. Or l'échange suppose deux *choses* à échanger : ici, l'un des contractants se défait de sa chose et n'acquiert qu'une créance sur l'autre partie. La combinaison pourrait à la rigueur être rapprochée d'une vente à crédit. Elle ne constitue pas un échange. Objectera-t-on qu'il n'y a pas là change de monnaie, mais seulement exécution d'un contrat de compte courant, à cette nuance près que le client verse en petite monnaie ce qu'il aurait pu verser en grosses coupures ? L'objection n'est pas très probante, car il est possible que, en pareil cas, la quantité de menue monnaie versée, excède la somme jusqu'à concurrence de laquelle la monnaie est reçue dans les paiements. Il n'y a donc pas versement en compte courant, mais bien, dans l'intention des parties, contrat de change suivi d'une inscription en compte-courant.

4° L'échange est aujourd'hui un contrat consensuel (art. 1703

C. civ.). Par le seul accord des volontés, chaque partie est obligée de livrer sa chose. Rien de comparable dans le change de monnaie. Le seul fait que le changeur a accepté de procéder à l'opération ne saurait donner au demandeur de monnaie le droit d'exiger la remise de la monnaie. Le changeur n'est tenu de remettre la monnaie qu'à partir du moment et dans la mesure où l'autre partie lui a remis elle-même l'instrument monétaire à changer. Le contrat de change de monnaie est à notre sens un contrat réel, comme le dépôt ou le prêt. Il est vrai que, à en croire quelques auteurs (1), une obligation ne pourrait se former qu'autant qu'elle aurait pour objet la chose même qui a été reçue. Mais l'affirmation ne saurait être acceptée entièrement, car cette identité de l'objet de la restitution manque dans le dépôt irrégulier et le prêt de consommation qui sont pourtant des contrats réels.

Concluons que le contrat de change de monnaie n'est pas un contrat d'échange. L'idée de louage d'ouvrage, l'idée d'entreprise forme peut-être à son tour un cadre trop précis pour traduire exactement toutes les particularités de l'opération. Eu égard à la physionomie si spéciale qu'elle revêt dans la vie économique, il n'est sans doute pas déraisonnable d'y voir un contrat *sui generis*, un contrat innomé au sens moderne de l'expression (art. 1107 C. civ.).

La discussion n'est pas du reste purement théorique. La qualification du contrat est importante pour l'application de l'art. 408 Code pénal qui réprime l'abus de confiance. Qu'arrivera-t-il, en effet, si le changeur, au cours de l'opération, détourne le billet qui lui a été confié ?

Mettons d'abord à part l'hypothèse où une personne, ayant besoin de monnaie, chargerait une autre personne de se rendre dans une banque, ou chez un commerçant, pour y procéder à l'opération de change. En pareil cas, il y a mandat donné aux fins de conclusion d'un contrat de change. Si le mandataire détourne le billet qui lui a été confié pour l'accomplissement du mandat, l'incrimination de l'art. 408 lui sera, sans difficulté, applicable, le mandat figurant *in terminis* dans la liste des contrats qu'énumère le texte.

(1) V. par ex. Planiol, *op. cit.*, t. 2, n° 996.

Mais nous supposons que le détournement est l'œuvre de la personne même avec qui est conclu le contrat de change, le critère de distinction entre les 2 hypothèses c'est que le prévenu était ici propriétaire des billets ou du numéraire à fournir en représentation de l'instrument monétaire à changer.

Raisonnons d'abord sur la situation la plus simple : le caissier ou le commerçant, plus généralement le changeur, après avoir pris possession du billet à changer, se refuse à rien rendre, alléguant n'avoir rien reçu. Si le contrat de change est un contrat d'échange, l'article 408 est littéralement inapplicable, et c'est ce qu'a décidé la Cour de cassation, dans un arrêt du 29 juillet 1905 (1).

S'il s'agit d'un contrat innomé, non prévu par conséquent à l'art. 408, le délit d'abus de confiance ne sera pas davantage réalisé. Cette carence de la répression, à laquelle paraît conduire la théorie que nous avons préconisée, n'est pas, il faut en convenir, très satisfaisante, mais est-elle inévitable ? Il semble que l'on pourrait, sans trop forcer le sens du texte, appliquer ici la fin de l'énumération de l'art. 408, qui punit les détournements dans le cas où le billet aurait été remis au prévenu pour un *travail salarié ou non salarié*, expression large qui ne vise pas un contrat rigoureusement défini et peut bien englober un contrat de services, gratuits ou rémunérés, comme le contrat de change de monnaie. Nous croyons en tout cas, cette explication préférable à celle qui consisterait, pour atteindre l'agissement délictueux, à sous-entendre un contrat tacite de dépôt (2) ou de mandat (3).

Parfois l'hypothèse est différente, et c'est le client qui, après avoir reçu la monnaie, conserve frauduleusement le billet à changer. Ici également on a voulu appliquer les peines de l'abus de confiance, et la Cour de cassation a été arrêtée par la qualification de contrat d'échange donnée à l'opération (4). Mais la

(1) Crim. 9 juillet 1905, D. 1907.1.55, note A. L.

(2) Comp. Desjardins, *Revue critique*, 1885, p. 93.

(3) Comp. les décisions rapportées au *Rép. jurispr. gén. Dalloz*, v° *abus de confiance*, n° 151 et suppl. n° 108.

(4) Crim. 5 mars 1897, D. 1898.1.27. Les juges du fond avaient cru pouvoir admettre que la monnaie avait été remise au prévenu à titre de dépôt provisoire jusqu'à l'accomplissement de son obligation de remettre le billet à changer, que partant, cette monnaie avait été détournée par un dépositaire, infraction prévue par l'article 408. La Chambre criminelle ruine cette analyse en remarquant qu'un dépositaire est tenu de restituer en nature ; or, ici, le

répression n'est pas désarmée, car, à défaut d'abus de confiance, on trouve dans cette hypothèse soit un vol (1), soit, plus exactement une escroquerie (2).

§ 2. — *Contrat de droit public ou de droit privé.*

Le change de monnaie s'opère généralement entre deux particuliers, c'est un contrat de droit privé, cependant n'existe-t-il pas, pendant de celui-ci, un contrat de change de monnaie qui ressortit au droit public. Nous songeons à l'opération de change de monnaie qui intervient auprès des caisses publiques ou même auprès de la Banque de France en vertu de l'obligation de change dont nous avons reconnu l'existence à la charge de l'Etat. Mais ce n'est pas un contrat et à raison même de cette obligation car ce serait un contrat forcé pour l'une des parties, ce qui serait contradictoire. Néanmoins, on peut adapter à l'opération de droit public (ainsi quant à sa preuve, à son exécution, etc...) le régime juridique du contrat de droit privé.

§ 3. — *Contrat à titre onéreux ou à titre gratuit.*

Nous avons déjà eu l'occasion d'utiliser la distinction du titre onéreux et du titre gratuit pour préciser la nature du contrat de change. Cette distinction offre en général un intérêt pratique qui doit se retrouver ici : le droit se montre plus bienveillant pour celui qui dans le contrat, agit gratuitement que pour celui qui fait payer ses services. Les prestations seront moins lourdes et sa responsabilité appréciée avec plus d'indulgence. Le principe dont le Code civil a fait des applications fragmentaires (art. 1928, 2°, 1332, al. 2) est indiscutable. Pour le change de monnaie comme pour le dépôt et le mandat, on peut dire que la gratuité est de la nature, non de l'essence du contrat.

Nous avons vu dans notre chapitre préliminaire que sauf pour les monnaies étrangères, le change à titre gratuit est la règle. On

prétendu dépositaire aurait dû rendre, non la monnaie reçue, mais le billet à changer. Dans le même sens, Crim. 25 fév. 1916, *Bull. Ch. crim.*, n° 50.

(1) V. *infra*, texte et note 30.

(2) V. *infra*, texte et note 32.

concevrait sans doute qu'une Banque, pour se dédommager du temps que ces opérations de monnaie font perdre à son personnel et des risques d'erreur qu'elles impliquent, voulut percevoir une commission à titre de frais. Mais cela ne s'est jamais fait en pratique. La question se poserait du reste de savoir si une telle perception est licite. Dans la mesure où elle représenterait des frais de guichet et de manipulation, on pourrait l'admettre, mais s'il s'agissait d'une prime, d'un *agio* d'un type de monnaie nationale sur un autre (1), on en pourrait douter. La combinaison aurait pu tomber autrefois sous le coup de la loi du 12 février 1916. Même depuis l'abrogation de ce texte en 1928, elle paraît bien contraire à l'ordre public.

Le change de monnaie se présente donc comme un contrat de services gratuits. Mais, on peut se demander si, dans la plupart des cas, cette gratuité n'est pas purement apparente. On se heurte là à une difficulté générale soulevée par la distinction du titre gratuit et du titre onéreux. Un contrat n'est-il un contrat de bienfaisance qu'autant que le service rendu procède d'une vue entièrement désintéressée, absolument altruiste ? Dans l'affirmative, ni le commerçant qui accepte d'échanger un billet d'une personne qu'elle connaît peu ou prou, ni le banquier qui accepte de donner de la monnaie à tout venant, ne rendent véritablement un service gratuit, car ils ont l'arrière-pensée intéressée d'attirer ou de retenir la clientèle. On peut poser la question d'une manière légèrement différente : le service est-il gratuit lorsqu'il est rémunéré par un autre que celui qui en profite ? Si oui, le change de monnaie au guichet d'une Banque n'a point un caractère de gratuité, car on peut estimer que dans une organisation bancaire, le léger service rendu par l'employé qui change la monnaie entre dans les frais généraux et se trouve couvert par l'ensemble des recettes faites sur la clientèle.

De même, les bibliothèques du métro qui, suivant la formule de leurs pancartes, assurent un change gratuit, sont en effet rémunérées de ce service par le bénéfice de la concession que leur a faite la Compagnie du Métropolitain.

(1) Au contraire dans le commerce des devises étrangères la prime serait fixée licite et même si les changeurs devaient négocier les devises à un cours fixe par un organisme officiel sans discrimination de types d'instruments monétaires, ils seraient, croyons-nous, autorisés à prélever une certaine commission pour tenir compte des frais supplémentaires qu'impliquent pour eux le maniement de la menue monnaie, parmi laquelle figure du reste une partie des usages du service gratuit.

Or, la jurisprudence s'est parfois attachée à des critères de ce genre pour distinguer de la libéralité l'acte à titre onéreux (1), du transport bénévole le transport payé (2) ?

Mais ces solutions jurisprudentielles sont assez contestables, et elles ne doivent pas être étendues hors des matières très spéciales pour lesquelles elles ont été élaborées. Il semble plus juridique, pour apprécier le caractère gratuit ou onéreux d'un contrat d'envisager ce contrat d'une manière objective, en lui-même. Or, de ce point de vue, il apparaît que le change de monnaie procure à l'un des contractants un avantage sans contre-partie, un service gratuit. Ce service est assurément menu. Il reste cependant pécuniairement appréciable, du côté du donneur de monnaie, c'est une perte de temps salarié, un dérangement, une source de risques, du côté du demandeur de monnaie le bénéfice est évident, il évite : perte de temps, déplacement nécessaire pour aller quérir à la Banque de France ou d'une Banque publique la menue monnaie demandée. Il permet de conclure immédiatement l'opération pour laquelle la menue monnaie était nécessaire, et ici l'avantage procuré est susceptible de s'étendre à l'infini (la menue monnaie était nécessaire pour prendre le train ou le tram afin d'aller conclure une transaction très importante, etc...

§ 4. — *Acte civil ou acte de commerce.*

L'art. 632 du Code de commerce répute acte de commerce dans son alinéa 5, toute opération de change, banque ou courtage. Des auteurs tels que LYON-CAEN et RENAULT (3) comprennent sous cette disposition le change manuel ou menu sans paraître distinguer entre le change international et le change de monnaie

(1) Ainsi selon une série de décisions relatives aux offres de concours, le consentement égoïste que le disposant peut trouver dans l'accomplissement de son acte, voire la simple satisfaction d'un sentiment de caprice, de fantaisie ou de vanité, devrait être considéré comme un équivalent de la prestation offerte et excluerait par là toute idée de la libéralité ; Req. 14 avril 1863, D. 63.1.402 ; Civ. 19 juill. 1894, D. 95.1.125 ; Trib. civ. Mamers, 2 février 1875, S. 75.8.150 ; Trib. civ. Langres, 15 mars 1900, D. 1900.2.422 ; comp. Cons. d'Etat, 23 mai 1930, D. 31.3.49, et la note de M. Monsarrat spécialement, p. 51, col. 1.

(2) Comp. Esmein, Suppl. permanent au *Traité de Droit civ.* d'Aubry et Rau, § 448 bis et textes et notes 53 et 54.

(3) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. 1, 5^e éd., n° 148.

nationale. Ainsi la question se trouverait très simplement tranchée par la loi dans le sens d'une commercialité générale et absolue du contrat de change de monnaie, avec toutes les conséquences que ce caractère implique, notamment quant à la compétence des Tribunaux consulaires et aux facilités de preuves de l'art. 109 du Code de commerce. Mais la situation est en réalité plus complexe.

D'abord, c'est un principe généralement admis que la gratuité exclut la commercialité (1) ; que les actes énumérés par l'art. 632 ne sont des actes de commerce qu'autant qu'ils impliquent une intention de réaliser des bénéfices.

D'autre part, LYON-CAEN et RENAULT reconnaissent eux-mêmes que l'art. 632 al. 5 n'exclut pas l'application de la théorie des traités mixtes, que l'opération de change n'est pas forcément commerciale au regard du client du changeur (2).

Dès lors, la détermination du caractère civil ou commercial du change de monnaie paraît devoir dépendre essentiellement des circonstances.

Il est évident que, entre deux particuliers, dont l'un accepte, pour rendre service à l'autre, de lui donner de la monnaie, le contrat est purement civil. Il en est de même, peut-on penser, lorsque c'est un commerçant qui, pour obliger une pratique acquise ou éventuelle, accepte de lui changer un billet. Encore qu'il puisse s'agir là d'un acte de propagande commerciale, on peut difficilement dire qu'il est accompli pour les besoins du commerce, partant commercial en vertu de la théorie de l'accessoire.

Dans les rapports d'une Banque avec le public, le change de monnaie doit être traité comme un acte mixte. Il a un caractère commercial au regard de la Banque, non pas peut-être directement en vertu de l'art. 632, al. 5 (du moins s'il a lieu à titre gratuit) mais en vertu de la théorie de l'accessoire, parce qu'il se rattache étroitement à l'activité professionnelle de l'établissement.

Au regard de l'usager anonyme qui se présente au guichet de la Banque, il doit, au contraire, être réputé acte civil. Il n'en sera autrement que si la monnaie est demandée par un commerçant,

(1) Planiol, *Traité élémentaire de dr. civ.*, t. 2, 11^e éd., n° 953.

(2) Lyon-Caen et Renault, *loc. cit.*

connu comme tel de la Banque, pour les besoins de son commerce. Ce qui sera aisément présumé si l'opération porte sur de grosses quantités en particulier s'il s'agit d'une opération de change aux fins de concentration, et plus encore si la contre-partie doit en être non pas remise en espèces, mais inscrite au crédit du compte du commerçant (détaillant qui verse à son compte le produit en menue monnaie de ses recettes de la veille).

SECTION II. — Formation du contrat de change de monnaie.

Le contrat est soumis à des règles de validité et à des règles de preuve, qu'il convient d'examiner distinctement.

§ 1. — *Règles de validité.*

C'est le droit commun des contrats (art. 1108 et s. C.civ.) qu'il faut en principe appliquer ici.

De l'objet du contrat, il y a peu à dire : il est déterminé par la volonté du demandeur de monnaie, dans la mesure où celle du changeur vient s'accorder avec elle. C'est suivant cette volonté qu'il y aura change aux fins de concentration ou, au contraire, aux fins de division, et dans ce dernier cas, division en tel ou tel type d'instruments monétaires.

Quant à la cause du contrat, si on l'entend d'une manière psychologique, elle est également variable selon le cas, allant chez le changeur de la pure intention de bienfaisance à la considération d'une prime à percevoir, en passant par des vues demi-intéressées de service publicitaire. Si nous nous référons à la théorie classique de la cause de l'obligation du changeur, c'est la *res praestita*, la valeur fournie par le demandeur de monnaie, la remise de l'instrument monétaire à changer est une note d'élément formaliste, sans lequel le contrat ne peut se former.

Ce n'est finalement que pour le consentement et la capacité que l'adaptation du droit commun à notre contrat mérite quelque réflexion.

A. *Consentement.* — La liberté contractuelle est un des principes dominants de la matière des contrats : liberté de contrac-

ter, mais aussi liberté de ne pas contracter, en ce sens que le contrat ne pourra se former contre le gré de l'une des parties et aussi plus pratiquement que le refus de contracter ne pourra engager la responsabilité civile.

Cependant, ce n'est là qu'un principe et, parfois la loi et la jurisprudence sanctionnent le refus de contracter (1).

La personne sollicitée de changer de la monnaie peut-elle s'y refuser ? L'affirmative semble devoir d'autant plus être admise que le service demandé est un service gratuit. A l'argument philosophique de l'autonomie de la volonté s'ajoute un argument d'élémentaire bon sens. Toutefois, la solution, non douteuse dans les rapports entre deux personnes privées, ou même dans les rapports d'une personne privée avec un commerçant ordinaire, n'est pas aussi évidente quand il s'agit du change demandé au guichet d'une banque.

Mettons à part la Banque de France, pour laquelle nous considérons qu'il y a une véritable obligation, obligation de droit public, non pas précisément de passer un contrat de change, mais de faire le change au public.

Quant aux banques ordinaires, rien en droit privé, assurément, ne les empêcherait de décider par voie de disposition générale que, désormais, leurs caisses ne procéderont plus au change de monnaie, ou n'y procéderont plus que pour les clients attitrés.

Le public en tant que collectivité, n'a pas un droit acquis, reconnu par le droit privé, au maintien indéfini de ce service gratuit bénévolement ouvert par les banques. Mais la question est de savoir si dans un cas particulier, une banque pourrait refuser de procéder au change demandé par une personne déterminée. La Banque a laissé se créer un usage sur lequel le public a pu légitimement compter, en considération duquel chacun a réglé sa conduite. Le retrait brusque du bénéfice de cet usage peut causer un préjudice à autrui. La responsabilité de la banque

(1) Loi du 5 fév. 1941 réprimant le refus de location à un père de famille ; en matière de ravitaillement loi du 21 oct. 1940, art. 38, 1. La jurisprudence sanctionne comme abus du droit le refus de contracter lorsqu'il émane du détenteur d'un monopole de droit ou de fait et qu'il est opposé, dans l'intention de nuire, ou même simplement sans motifs légitimes. Civ., 3 déc. 1867, S. 68.1.193 ; Req. 19 fév. 1896, D. 96.1.449. Quand il s'agit de marchandises taxées, comme a toujours été le pain, le refus de vendre, qui permettrait de neutraliser la taxe est assimilé pénalement à l'inobservation de la taxe. Crim. 12 mai 1854, S. 54.1.500. De même le refus de changer la monnaie ne pourrait-il pas avoir quelque chose d'illicite en faisant naître un agio de certains types de monnaie sur les autres ?

sera engagée si l'on peut relever une faute dans les circonstances qui ont accompagné le refus de faire le change. C'est la théorie de l'abus du droit qui est la clef de la difficulté. La banque ne fait qu'user légitimement de son droit, en refusant de délivrer de la menue monnaie, alors qu'elle risque de n'en avoir pas suffisamment pour ses propres besoins, ou en refusant de procéder à des opérations gratuites de change à une heure d'affluence où ses caisses peuvent à peine faire face au travail nécessité par les services normaux (c'est-à-dire rémunérateurs de l'établissement). A l'inverse, un refus que la banque ou ses employés opposeraient sans intérêt, par caprice ou d'une manière vexatoire, constituerait un abus de droit.

B. *Capacité*. — Depuis que la loi du 18 février 1938 a aboli en principe l'incapacité de la femme mariée, la seule difficulté qui puisse avoir ici quelque intérêt pratique est soulevée par l'incapacité du mineur.

Un mineur non émancipé est-il incapable de figurer seul dans un contrat de change de monnaie ? De droit commun, les actes passés par les mineurs, du moins les actes d'administration, ne sont rescindables qu'autant qu'ils sont entachés de lésion. Par définition, toute lésion est absente d'un contrat de change correctement exécuté de part et d'autre, puisque chacun reçoit l'exact équivalent pécuniaire de ce qu'il donne.

Mais cette manière d'aborder le problème est contestable. L'absence de lésion, s'agissant d'un mineur, ne dépend pas seulement d'une équivalence purement mathématique entre les prestations, mais aussi de l'utilité subjective de l'opération (1).

Si l'on va au fond des choses, d'ailleurs, le change de monnaie ne consiste pas toujours un acte d'administration. Il en est bien ainsi de l'échange de menue monnaie contre un billet, mais la réciproque n'est pas vraie. L'échange d'un billet contre de la monnaie divisionnaire doit être traité comme un acte de disposition, car il tend à faciliter, spécialement entre les mains d'un mineur, la défense, la dissipation de pouvoir d'achat représenté par l'instrument monétaire. L'antithèse n'est pas sans évoquer celle que notre droit a établie en matière de valeurs mobilières où, tandis que la conversion d'un titre au porteur en titre nomi-

(1) Comp. Demogue, *Traité des obligations*, t. 2, n° 682.

natif est considérée comme acte d'administration, la conversion d'un titre nominatif en titre au porteur est traitée en acte de disposition parce qu'elle contient un germe d'aliénations futures (loi 27 février 1880, art. 5 et 10).

Il y aurait donc des précautions à observer avant de changer en monnaie divisionnaire un billet présenté par une personne visiblement mineure. Dans la rigueur des principes, le contrat de change passé avec le mineur pourrait être annulé, et le changeur obligé de restituer le billet sans pouvoir prétendre au remboursement de sa menue monnaie, si ce n'est dans la mesure du profit retiré par l'incapable, conformément à l'art. 1312. Plus pratiquement, on pourrait envisager la sanction de l'incapacité sous la forme d'une action en dommages-intérêts dirigée, au nom de l'incapable, par son père ou tuteur, contre la personne qui aurait commis une faute en consentant à une personne manifestement incapable un change de monnaie par lequel la dissipation d'une partie de son patrimoine a été facilitée.

En fait, la pratique, notamment la pratique bancaire ne semble pas se préoccuper de ce risque possible, et il est très fréquent que des mineurs procèdent seuls à des opérations de change de monnaie. C'est qu'une autre théorie juridique vient neutraliser ici les conséquences normales de l'incapacité : à savoir la théorie du mandat tacite du mineur. C'est une théorie qui, à la différence de celle du mandat tacite de la femme, a été un peu négligée en droit français. Néanmoins, il n'est pas douteux que le mineur doit être considéré comme tacitement mandataire, ou si l'on préfère, légalement représentant de ses père et mère pour les actes de la vie courante (1).

La portée de ce mandat tacite donné au mineur, à « l'enfant qui fait les commissions » est peut-être même plus large que celle du mandat domestique de la femme, lequel est limité aux achats nécessaires à l'entretien du ménage et des enfants. Elle s'étend en tout cas, sans difficulté au change d'un billet contre de la monnaie divisionnaire. L'enfant qui se présente pour changer un billet doit être ainsi présumé agir au nom et pour le compte de ses parents, et c'est pourquoi, sauf circonstances exceptionnelles, son incapacité personnelle est indifférente.

(1) Comp. sur la question, Trib. com. Seine 18 janv. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.1.601.

Avec la question de capacité, il ne faut pas confondre la question de propriété que l'on pourrait songer parfois à poser : celui qui demande de la monnaie est-il bien le *verus dominus* du billet qu'il offre ? Ici encore, le changeur pourra pratiquement se dispenser de vérifications. Ce n'est pas assez que d'invoquer en ce sens l'art. 2279 du Code civil, car il autorise la revendication contre un acquéreur de bonne foi dans le cas de perte ou de vol. La situation de l'acquéreur d'un instrument monétaire est protégée d'une manière bien plus énergique, quasi-absolue, même dans le cas de perte ou de vol, sauf complicité démontrée à la charge de l'acquéreur, aucune revendication n'est admissible, lors même que l'identification des monnaies perdues ou volées serait possible ce qui est d'ailleurs infiniment rare.

Cette solution est imposée par les nécessités de la circulation monétaire, qui doit être absolument franche, soustraite à toute menace d'évictions ou de recours.

La personne qui de bonne foi acquiert un instrument monétaire en vertu d'un contrat de change a donc une position inattaquable. Cependant, si une faute précise pouvait être constatée à sa charge (c'est par exemple, un individu en haillons qui vient changer un billet de 5.000 francs, et le caissier de la banque néglige de relever son identité), le *verus dominus* pourrait réclamer les dommages-intérêts sur le fondement de l'art. 1382, car le fractionnement de l'instrument monétaire volé lui a causé un double préjudice, en rendant plus difficile la preuve de la soustraction et en facilitant la dissipation du produit du vol.

§ 2. — Règles de preuve.

C'est là le point délicat qui, il ne faut pas se le dissimuler, rend un peu fragile toutes les constructions juridiques relatives au contrat de change de monnaie. La fréquence du contrat détourne d'en dresser un écrit. L'anonymat de l'acte, son caractère banal et fugitif empêchent les témoins d'en garder beaucoup de traces dans leur mémoire. La fongibilité des instruments monétaires ne permet pas de suivre bien longtemps l'individualité matérielle d'une opération.

Cette difficulté de preuve ne laisse guère place que pour des

rapports obligatoires à exécution instantanée (1). Cela n'exclut pas l'existence d'un véritable contrat. Nous avons tous les jours, au marché ou dans les magasins, des contrats de vente dont le droit ne garde pas la mémoire et qui ne sont juridiquement efficaces que dans la mesure où il ne s'agit pas de les faire valoir en justice après coup.

Du reste, si la preuve d'un contrat de change de monnaie est difficile à rapporter, elle n'est pas toujours impossible. Quelle est la règle de preuve applicable ?

Si le contrat a un caractère civil, c'est la règle de l'art. 1341, la preuve écrite sera nécessaire dès lors que la monnaie à changer sera d'une valeur supérieure à 500 francs, donc dans l'hypothèse très pratique du change du billet de 1. 000 francs (2).

Si le contrat a un caractère d'acte de commerce ou d'acte mixte, la preuve testimoniale sera recevable, aux termes de l'art. 109 C. com. soit à l'encontre des deux parties, soit seulement à l'encontre de la partie commerçante.

Dans la pratique, certaines banques exigent parfois de toute personne qui demande de la monnaie à leur caisse l'établissement préalable d'une fiche à remplir à l'encre ou au crayon. La texture de cette fiche est la suivante : Nom et adresse du demandeur de monnaie, nombre et type des coupures à changer, nombre et type des monnaies demandées, date et signature. Cette fiche ne constitue pas une preuve littérale au sens de la loi, car elle n'est pas spécialement dressée en vue de faire preuve, mais plutôt pour faciliter le travail des caissiers. C'est tout au plus un aide-mémoire, non un acte sous-seing privé. Elle ne satisfait pas d'ailleurs à la formalité du double original requise par l'art. 1325 ; or, si l'on envisage, seul point de vue intéressant, les recours auxquels pourrait donner lieu une exécution incorrecte des obligations de chaque partie, on constate que ces recours sont possibles des deux côtés, ce qui souligne l'aspect synallagmatique

(1) La partie n'éviterait du reste pas cette difficulté en cherchant à faire sanctionner le contrat par la voie pénale, plutôt que par la voie civile, car la preuve du contrat, dont le délit d'abus de confiance suppose l'existence, ne peut être faite, même devant la justice criminelle, que conformément aux règles du droit civil. Crim. 1^{er} avril 1922, D. 22.1.218.

(2) Il importe peu que les instruments monétaires ne constituent pas le véritable objet des obligations des contractants. Dans un contrat de dépôt, l'objet en dépôt n'est pas à proprement parler l'objet du contrat qui consiste dans le service de garde rendu par le déposant : il n'empêche que c'est la valeur de l'objet déposé qui fixe la valeur de l'affaire au regard des règles de preuve.

de l'opération. Toutefois, cette fiche n'est pas dépourvue de toute valeur probatoire. Elle constitue, au profit de la banque, un commencement de preuve par écrit selon la définition de l'art. 1347, al. 2, commencement de preuve qui rendra admissibles les témoignages et les présomptions, même à l'encontre d'une partie non commerçante.

De là, l'utilité de cette pratique bancaire, qui ne paraît cependant suivie que d'une manière intermittente, et avec beaucoup de variétés suivant les établissements ou même, pour un établissement donné, suivant les succursales.

En l'absence de tout écrit, les parties ne sont pas absolument sans ressources. Elles peuvent utiliser l'aveu et le serment conformément au droit commun. Elles peuvent enfin trouver un recours dans la disposition de l'art. 1348-3°, libéralement interprétée par la jurisprudence. On sait que les tribunaux admettent une dispense de l'écrit non seulement là où il y a eu impossibilité physique, mais même là où il y a eu impossibilité simplement morale pour une partie de se réserver une preuve littérale (1).

L'impossibilité morale notamment, peut tenir aux rapports de confiance qui unissent les contactants ; en certains cas (livraisons du tailleur, visites du médecin) elle n'est pas loin de se confondre avec l'usage, qui est, pour certains contrats, de ne point dresser d'écrit (2). Dans notre hypothèse, on peut considérer qu'il est naturellement impossible aux caissiers des banques de dresser acte de tous les contrats de change qu'ils passent ; qu'il est moralement impossible au demandeur de monnaie, d'exiger une preuve écrite de celui dont ils sollicitent un service gratuit ; qu'il s'est créé enfin, d'une manière générale, un véritable usage de conclure verbalement le contrat de change de monnaie.

SECTION III. — Exécution du contrat de change de monnaie.

Chacune des parties doit exécuter ses obligations suivant les règles de la bonne foi (art. 1134 C. civ.). Leur accord de volontés, modèle le contenu des prestations qu'elles se doivent, et déter-

(1) Req. 1^{er} mai 1911, D. 1913.1.448.

(2) Comp. Crim. 7 août 1924, D. H. 1924.557.

mine notamment le type d'instruments monétaires que doit remettre le changeur. Si après avoir accepté de fournir une certaine catégorie d'instruments monétaires, le changeur s'apercevait qu'il n'en possède pas une quantité suffisante, il ne serait pas en droit d'y substituer des instruments monétaires d'une autre catégorie sans l'assentiment de son co-contractant. Le contrat serait résolu par impossibilité d'exécution. Mais c'est là qu'il peut être important de faire apparaître le caractère gratuit ou onéreux de l'opération.

Dans le cas usuel du change gratuit, la position du changeur devra être appréciée avec une faveur particulière :

1^o L'impossibilité d'exécution pourra n'être pas absolue (un banquier, un commerçant n'est pas tenu de se démunir complètement de son stock de monnaie pour rendre bénévolement service à des clients).

2^o L'erreur qu'il a initialement commise sur l'étendue de ses disponibilités, au moment où il a accepté de faire le change, ne peut engager sa responsabilité.

En pratique : Les difficultés auxquelles donne lieu l'exécution du contrat ne résident pas là, mais autour de deux questions qui ne sont pas du reste sans connexité : le transfert de propriété et de possession et la vérification des espèces.

§ 1. — *Transfert de possession et de propriété.*

La question peut être dédoublée.

1^o A. — *A partir de quel moment chacune des parties peut-elle prétendre à entrer en possession de la prestation de l'autre ?* Chacune, désirant avoir une pleine sécurité dans l'opération, prétendrait volontiers ne se dessaisir de ses espèces qu'après avoir reçu livraison des espèces de l'autre, ou du moins à l'instant précis de cette livraison. Un droit de rétention pouvant s'exercer de chaque côté, l'exécution devrait forcément avoir lieu trait pour trait.

Mais ce serait un abus de logique. Il est conforme à l'économie du contrat que le changeur entre en possession du billet avant que l'autre contractant n'entre en possession de la monnaie.

Ce n'est pas parce que le changeur rend un service gratuit (et la solution serait la même dans le cas de change à titre onéreux) mais c'est que, dans le contrat de change, les deux parties ne sont pas sur le pied d'égalité.

B. — *A quel moment chacune des parties devient-elle propriétaire de la prestation de l'autre ?* L'intérêt pratique de la réponse demande à être précisé. Dans le contrat de change comme ailleurs, en conservant le plus longtemps possible à une partie la propriété de sa chose, on cherche avant tout à lui conférer une protection contre l'autre partie. Mais, dans les autres contrats, il s'agit de la faire échapper à la loi du concours en cas d'insolvabilité de son contractant. Ici, il s'agit de lui donner la garantie d'une répression pénale plus énergique en cas de malhonnêteté de son co-contractant. C'est sous cet aspect que la jurisprudence a eu à connaître de la question. Et ses solutions, parfois difficiles à concilier, se ressentent un peu de cette origine de droit pénal. Les tribunaux se préoccupent plus d'assurer la répression, en recourant tantôt à une incrimination, tantôt à une autre, que de construire une explication abstraite et définitive du contrat de change. Pourtant, une détermination uniforme du moment où la propriété des espèces est transférée serait d'autant plus utile que la question présente un autre intérêt, plus rare sans doute, mais concevable tout de même, qui est de pur droit civil : A qui incomberont les risques de perte de la chose par force majeure ? Si, par exemple, pendant que se déroule l'opération de change, un voleur survient, et emporte soit le billet à changer, soit la monnaie rendue, quelle est celle des deux parties qui, étant propriétaire, doit supporter la perte ?

a) *Transfert de la propriété du billet à changer.*

Nous croyons que le demandeur de monnaie conserve la propriété du billet, tant que celui-ci n'a pas été matériellement appréhendé par la main du changeur (1). Le billet reste très souvent posé sur le comptoir pendant que le changeur compte la

(1) Il doit s'agir d'une appréhension définitive. Le changeur peut n'avoir saisi le billet que pour le palper, ou la liasse de billets pour la compter. Nous verrons que, pendant cette vérification, il n'est pas encore considéré comme propriétaire.

monnaie à rendre. La présomption est alors qu'il appartient encore au client (1). De là deux conséquences :

1^o Si un tiers vient à soustraire le billet dans l'intervalle, la perte est pour le client par application de la maxime *Res perit domino*.

2^o Si le client reprend frauduleusement le billet, il ne commet pas le délit de vol, car le vol ne peut porter que sur la chose d'autrui.

Sur ce second point cependant, la jurisprudence paraît avoir consacré parfois l'opinion contraire, sinon pour le contrat de change lui-même, du moins pour l'hypothèse symétrique à laquelle donne lieu l'appoint dans les paiements (2).

Son raisonnement est le suivant : en posant le billet sur le comptoir, le client l'a mis au sens large du terme, à la disposition du changeur ; or, dans la théorie générale de la possession telle que nous l'a léguée le Droit romain, la prise de possession peut avoir lieu *longa manu*, dès lors que la chose est à la disposition matérielle de l'acquéreur. On objecte que le client filou n'a jamais eu l'intention de mettre le billet à la disposition du changeur : il le lui montre, mais avec l'arrière-pensée de le garder et de s'approprier ainsi sans contre-partie la monnaie qui lui sera remise. Mais la réplique n'est pas malaisée (3) : le client s'est comporté *comme s'il* avait entendu transférer la propriété du billet au changeur ; le droit pénal le prend au mot ; les réserves mentales n'ont pas d'effets juridiques, et ici comme en d'autres cas, c'est sur l'apparence que le droit doit se fixer.

Seulement, en admettant ce transfert immédiat de la propriété, on a aperçu un inconvénient ; il a semblé que le client honnête allait rester trop à découvert pendant le trait de temps de l'opération. D'où une correction généralement apportée au raisonnement : le transfert de propriété résultant de la remise du billet sur le comptoir n'est pas pur et simple ; il est subordonné à la condition suspensive que le changeur, de son côté, remette la monnaie demandée. Cela suffit pour que le client ne

(1) Mais les circonstances de fait pourront détruire cette présomption. Si le changeur a d'abord saisi le billet, puis l'a reposé sur le comptoir, mais en l'attirant vers sa place (si, au guichet d'une banque, il l'a fait passer derrière le grillage), on estimera qu'il en a acquis la propriété.

(2) Crim. 29 septembre 1898, S. 1900.1.249 (1^{re} espèce), note de M. Roux.

(3) Comp. Roux, note précitée, S. 1900.1.249.

soit pas à la merci du changeur, tout en permettant, semble-t-il, de lui appliquer les peines du vol dans le cas où il reprendrait frauduleusement le billet, en emportant la monnaie. Toutefois, c'est là que pourrait bien être le point faible du système. On dit que, la condition accomplie rétroagissant, le changeur est censé avoir été le propriétaire du billet au moment où le client l'a réempoché. Mais la rétroactivité de la condition est une fiction juridique, et que peut valoir l'intervention d'une fiction dans une matière comme le droit pénal, où il faut avant tout serrer les faits de près ? Si le changeur était déjà propriétaire sous condition suspensive au moment de l'appréhension frauduleuse, le client était encore propriétaire sous une condition résolutoire inverse. En possession à titre de propriétaire sous condition résolutoire, peut-on affirmer qu'il a soustrait la chose, y a-t-il les éléments d'une *contractatio* ? Au surplus, que, dans une hypothèse de ce genre, la filouterie ait porté sur le billet de banque à changer, voilà ce que le sens commun aura toujours peine à comprendre. La chose d'autrui que le filou s'est appropriée, c'est la monnaie du changeur, non son propre billet à lui.

Aussi conçoit-on que la jurisprudence récente fasse plus volontiers appel à la qualification d'escroquerie, qui paraît davantage en harmonie avec la manière dont les choses se passent pratiquement. Le client exhibe le billet pour faire naître chez le changeur la conviction qu'il lui en transfèrera la propriété ; puis il le reprend de manière subreptice ou (selon une variante de la filouterie) lui substitue une coupure de moindre valeur ; à la faveur de ce fait extérieur, de cette mise en scène, de ces manœuvres frauduleuses destinées à persuader l'existence d'un événement chimérique, il obtient du changeur la remise immédiate de la monnaie. C'est bien l'éventualité visée par l'art. 405 du Code pénal (1). Mais cette qualification même atteste que le billet est resté la propriété du client tant que le changeur n'en a pas pris possession effective par l'appréhension manuelle.

b) *Transfert de la propriété de la monnaie.*

Une solution symétrique doit être admise ici : la personne qui a demandé la monnaie n'en devient propriétaire que lorsqu'elle

(1) En ce sens, Crim. 3 juillet 1920, D. 1921.1.54 (1^{re} espère), S. 1923.1.282 ; Crim. 26 mai 1933, *Gaz. Pal.*, 1933.2.447.

a été individualisée par le changeur et que celui-ci la lui a remise matériellement. D'où les conséquences suivantes :

1^o Les risques de la perte survenue dans l'intervalle sont pour le changeur.

2^o Si le client s'empare de la monnaie avant que celle-ci lui ait été volontairement remise par le changeur, il commet le délit de vol.

§ 2. — *Vérification des espèces.*

Cette vérification peut porter :

1^o Sur la qualité des espèces afin de déceler la fausse monnaie (pièces ou billet de banque).

2^o Sur la quantité des espèces (pour prendre l'exemple le plus pratique aujourd'hui, vérification des liasses de billets).

Cette double vérification est un droit, aussi bien pour le changeur que pour le client, mais chacun des deux contractants peut y renoncer, et elle peut être, suivant les cas, plus ou moins approfondie.

A la vérification s'attachent deux effets juridiques :

1^o Elle peut retarder le moment du transfert de la propriété.

2^o Elle peut créer une fin de non-recevoir contre l'action ultérieure en garantie.

A. — *Effets de la vérification sur le transfert de propriété.*

Le transfert de propriété, soit du billet à changer, soit de la monnaie à rendre, est généralement considéré comme retardé jusqu'à l'achèvement de la vérification. On peut songer à appliquer ici par analogie ce que dit l'art. 1585 du Code civil des effets du comptage, pesage, mesurage sur le contrat de vente.

En conséquence, le client resterait propriétaire des billets pendant que le changeur compte la liasse. A l'inverse, le changeur resterait propriétaire de la monnaie rendue pendant la vérification à laquelle procède le client. La Cour de Cassation s'est nettement prononcée en ce sens par un arrêt du 15 juin 1939, non pas à dire vrai, à propos d'un contrat de change de monnaie, mais dans le cas où une liasse de billets avait été remise en

paiement (1). Elle en a déduit que la soustraction d'un billet commise par le créancier au cours de la vérification de la liasse constituait le délit de vol. Le pourvoi soutenait qu'il n'y avait pas vol faute d'appréhension par le prévenu à qui la liasse avait été remise volontairement. La Chambre criminelle répond que jusqu'à ce que la vérification du versement soit opérée, le débiteur conserve la possession des billets, que le créancier n'en a qu'une détention purement matérielle, laquelle n'est pas exclusive de l'appréhension (2).

La solution admise par la Cour de Cassation peut paraître judiciaire en tant qu'elle permet de réprimer sévèrement la répression d'une fraude ; toutefois, poussée jusqu'à ces dernières conséquences, elle éveillerait des doutes. Admettrait-on par exemple, que le vol commis par un tiers au cours de la vérification par le client fût aux risques du changeur ? Il semble bien que non. S'agissant d'un vol simple, on peut dire il est vrai, que le client ayant assumé pour la durée de la vérification, une obligation de garde envers le changeur resté propriétaire, est responsable envers lui de sa négligence. Mais pour un vol à main armée constitutif de force majeure, l'argument ne pourrait jouer.

B. — *Fin de non-recevoir contre l'action ultérieure en garantie.*

Lorsque l'une des deux parties au contrat de change a vérifié la qualité et la quantité des espèces remises par l'autre partie, il est raisonnable d'admettre que son action ultérieure en garantie est éteinte, et il en est de même lorsqu'elle a renoncé à la vérification. Il ne faut pas dire seulement que la difficulté de la preuve à partir de ce moment-là paralyserait, en fait, le recours de la partie victime de l'erreur ou du faux, car il est des cas où cette preuve serait encore possible. C'est le droit lui-même qui est éteint.

(1) Crim. 15 juin 1939, D. 1940.1.60.

(2) La Chambre criminelle a dû être déterminée par l'analogie d'une autre solution qu'elle avait précédemment admise, d'après laquelle le débiteur qui, après s'être fait remettre pour en vérifier le libellé, la quittance préparée par le créancier, la retient et refuse de payer, commet un vol (Crim. 11 juin 1867, D. 1867.1.358 ; Crim. 25 avril 1884, S. 1886.1.439 ; Crim. juin 1939, *Gaz. Pal.*, 1929.244 ; comp. Angers, 28 mai 1942, *Gaz. Pal.*, 15 août 1942). Comp. Garraud, *Traité théor. et prat. de dr. pénal*, 3^e éd., t. 6, n° 2381, note 39.

Cette solution ne résulte pas inéluctablement des principes généraux des contrats, et l'on peut remarquer, par exemple, que dans le contrat de transport, le destinataire est parfois recevable à élever des réclamations après coup contre le transporteur, bien qu'il ait reçu les marchandises sans réserves. Mais dans le contrat de change une nécessité impérieuse de la pratique paraît imposer une extinction aussi rapide que possible des recours en garantie. Nous ne croyons même pas que l'on puisse distinguer, à cet égard, entre la garantie fondée sur le défaut de quantité et la garantie fondée sur le défaut de qualité des espèces, bien qu'il soit relativement plus facile de faire la preuve qu'un billet faux ou une pièce fausse proviennent d'un contrat de change déterminé, que de prouver que dans un tel contrat une partie avait remis une liasse de billets incomplète. C'est-à-dire que le contrat de change de monnaie ne donne pas normalement naissance à une obligation de garantie. Dans un seul cas, l'action en garantie pourrait être admise, semble-t-il, malgré la vérification ou la renonciation à vérification : c'est dans le cas où la partie qui l'intente alléguerait une fraude commise par l'autre partie. Il faut voir dans cette réserve une application de ce principe absolument général dans notre droit, que la fraude fait échec à toutes les règles « *fraus omnia corrumpit* ».

Une pratique bancaire, d'ailleurs moins répandue en France qu'à l'étranger, a donné lieu à des difficultés. Parfois, les banques fournissent la monnaie demandée au moyen de rouleaux de pièces préparés d'avance ou bien de paquets de billets clos et ficelés, parfois scellés, portant sur l'enveloppe la mention du contenu et parfois les signatures des employés qui ont procédé aux comptages successifs (généralement deux comptages et une contre-vérification éventuelle).

Il faut remarquer d'abord qu'il y a toujours, malgré cette présentation matérielle, versement d'argent et non pas de marchandise, l'emballage n'ayant d'autre but que de faciliter la livraison de la monnaie. Mais, la livraison une fois faite à l'une des parties et acceptée par elle, celle-ci peut-elle alléguer que le paquet contenait moins d'argent que ce qui était dû, ou bien à l'inverse l'autre peut-elle alléguer qu'il contenait plus d'argent ? Il est courant que l'enveloppe ou la bande porte une indication (par exemple : « sans garantie ; prière de compter au moment de la réception »), laquelle, acceptée tacitement par celui qui reçoit

le paquet, règle contractuellement la situation. Mais, même dans le cas où il n'en est pas ainsi, on doit admettre que l'acceptation du paquet suppose le caractère effectif du paiement. Y a-t-il là une présomption irréfragable ? En Allemagne, certains auteurs et certains arrêts décident qu'il y a seulement renversement du fardeau de la preuve, et que le contractant qui aurait été victime d'une erreur conserve encore le droit d'en faire la preuve pour réclamer la différence (1). Mais cette solution nous paraît peu conforme aux besoins de la pratique qui dans cette matière demande le plus possible l'élimination des recours, et nous préférons admettre que tout droit de réclamation disparaît hors le cas de fraude, lorsque les parties en connaissance de cause ont accepté ce mode de règlement du contrat de change de monnaie. C'est la solution que la Chambre de Commerce de Berlin, en ce qui concerne les transactions en billets a consacré depuis 1921 comme usage du commerce dans les relations bancaires.

Il ne faut pas arguer contre cela que les clauses de non responsabilité, expresses ou sous-entendues, en matière contractuelle, n'ont généralement pas, d'après la jurisprudence française, d'autre effet que de renverser le fardeau de la preuve : car il ne s'agit pas ici, à proprement parler, d'exclure la responsabilité d'un contractant, mais seulement de déterminer l'objet du contrat.

CHAPITRE II.

L'APPOINT DANS LES PAIEMENTS

Les obligations de somme d'argent ont rarement un montant arrondi. Leur paiement exigera donc le plus souvent une remise de petite monnaie en appoint. Remarquons que lors même que le principal d'une dette a été fixé à un chiffre rond, le paiement peut encore nécessiter un appoint, en raison des frais et accessoires qui le grèvent. L'Etat lui-même contribue à faire surgir

(1) Voir en ce sens : Nussbaum, *op. cit.*, § 8, II, f , et les décisions citées par lui.

un peu partout sur chaque dette la nécessité d'un appoint, en soumettant la quittance à l'impôt du timbre, dont la charge incombe en règle au débiteur.

SECTION I. — L'obligation de l'appoint.

Le problème est le suivant, très pratique, bien que mal éclairci juridiquement : le débiteur est-il tenu de faire l'appoint ou le créancier de faire le change ? Posons le principe en réponse, quitte à indiquer ensuite les tempéraments nécessaires.

§ 1. — *Le Principe.*

Le principe certain de notre droit positif est que l'obligation de l'appoint incombe au débiteur. Mais l'argumentation sur laquelle on le fonde couramment n'a pas toujours la même valeur.

A. *Arguments de texte.* — On invoque en premier lieu l'art. 7 du décret du 22 avril 1790 : « pour éviter toute discussion dans les paiements, le débiteur est toujours obligé de faire l'appoint et par conséquent de se procurer le numéraire d'argent nécessaire pour solder exactement la somme dont il est redevable ».

Le texte est bien connu car il est invoqué par la S. N. C. F. dans ses rapports avec les voyageurs. En procédant à l'affichage du texte aux guichets de ses gares, la Société peut d'ailleurs donner à la règle une force particulière, sinon à titre de disposition légale, du moins à titre de stipulation contractuelle, tacitement acceptée par les voyageurs (1).

Mais à titre de disposition légale, quelle est la portée du texte ? Il s'agit d'une règle tout à fait spéciale qui ne doit pas être généralisée, et nous croyons que la pratique moderne, en l'isolant du contexte, lui a fait prendre un sens imprévu du législateur. Le décret du 22 avril 1790 était relatif à la création des

(1) Cette question de l'acceptation tacite des offres de contrat faites par voie d'affiche est d'ailleurs controversée : comp. Planiol et Ripert, *Traité théorique et prat. de droit civil*, t. 6, *Obligations* par M. Esmein, n° 124, p. 160, texte et note 1.

assignats qui, dans cette première organisation, devaient être productifs d'un intérêt de 1 sou 8 deniers par jour pour 1.000 livres, ce qui laissait présager des difficultés accrues dans les règlements, puisqu'on était en présence d'un instrument monétaire de montant non arrondi. On pouvait craindre, en outre, qu'un créancier, en rendant la monnaie sur un assignat, ne fut induit à retenir une prime, par défiance à l'égard de la nouvelle monnaie de papier. On pouvait d'autant plus craindre des difficultés à cet égard, que la menue monnaie était représentée par du cuivre qui pouvait paraître à beaucoup quelque chose de bien plus solide que le papier-monnaie. De fait, au cours de la Révolution, il y eut une forte prime des sous de cuivre. Obliger le créancier, dans ces conditions à rendre du cuivre après l'avoir obligé à recevoir du papier, pouvait sembler excessif. Pour toutes ces raisons, il fallait que le débiteur remit exactement la somme due. Mais ce motif historiquement limité aurait dû conduire à une limitation de la portée du texte.

On invoque en second lieu à l'appui du principe — et certains établissements s'en prévalent expressément — l'art. 1243 du Code civil, en tant qu'il dispose que le créancier ne peut être obligé de recevoir un autre objet que celui qui lui est dû, même s'il a une valeur supérieure. Cependant on peut objecter que, considéré dans son but, le texte est étranger à la question qui nous occupe. Il s'agit seulement de poser la règle que la dation en paiement doit être acceptée par le créancier. Ce qu'il faut éviter, c'est qu'un créancier ne soit obligé d'accepter en paiement un objet plus ou moins hétéroclite appartenant au débiteur, et dont il n'a sans doute que faire. Cette règle est-elle applicable à d'autres obligations que celles qui portent sur des corps certains, il est permis d'hésiter.

Toutefois, cela ne suffit pas à y soustraire le paiement des obligations de sommes d'argent ; car si la somme d'argent, en tant que quantité d'unités idéales à un caractère de fongibilité, elle se présente matériellement, au moment du paiement, sous la forme de corps certains, billets ou pièces, dont chacun est indivisible, ce qui soulève précisément la difficulté de l'appoint. On ne peut donc pas écarter l'article 1143 du Code civil de notre problème et il paraît bien fournir dans le débat un argument en faveur du créancier.

B. *Arguments d'ordre rationnel et pratique.* — Le créancier peut être démuné de monnaie au même titre que le débiteur. Si l'on n'admet pas que le débiteur a l'obligation de faire l'appoint on est alors dans une impasse. Entre les deux parties, la balance doit pencher en faveur du créancier, en dépit des apparences de l'art. 1162 du Code civil, d'après lequel le doute s'interprète en faveur du débiteur. Le créancier n'a qu'à attendre l'échéance de l'obligation ; il n'a pas à prendre de mesures particulières en vue d'en assurer l'exécution. C'est au débiteur qu'il incombe de prendre ses dispositions d'avance à cette fin. Au reste la solution contraire permettrait à un débiteur de mauvaise-foi de faire des offres dilatoires : en vue d'un menu paiement, il offrirait une grosse coupure de billet et se prévaudrait de la circonstance que le créancier ne veut pas, ou ne peut pas, lui rendre la monnaie, pour lui imposer un délai de paiement.

Aussi s'explique-t-on que la jurisprudence, dans les rares occasions où la question lui a été soumise, l'ait tranchée à l'encontre du débiteur. La Chambre criminelle, dans un arrêt du 6 janvier 1872 décide que le refus de procéder au change d'un louis de 20 francs, opposé par l'employé d'une Compagnie de Chemins de fer, au voyageur désireux d'acquérir un billet, ne constitue pas la contravention prévue par l'art. 475-11° du Code pénal (refus de recevoir des espèces ayant cours) (1). Un jugement du tribunal de commerce de Nantes du 7 octobre 1916, décide que c'est au voyageur qui monte dans une voiture de tramway qu'il appartient de se procurer le numéraire nécessaire pour solder exactement le prix de sa place (2).

§ 2. — *Les Sanctions du Principe.*

Logiquement, il faudrait traiter le débiteur qui n'a pas fait l'appoint, comme un débiteur qui n'a pas payé ; mais la solution aurait des conséquences tellement rigoureuses qu'il faut de toute nécessité la limiter.

A. *Application des sanctions générales de l'obligation contractuelle.* — Il y a inexécution de l'obligation et même inexécution

(1) Crim. 6 janvier 1872. D. 1872.1.46.

(2) Trib. com. Nantes, 7 octobre 1916, *Gaz. Pal.*, table 1912-1920, v° *Paiement*, n° 54.

fautive, car il appartenait au débiteur de se munir de petite monnaie. On ne peut pas admettre ici l'existence d'une force majeure : *Genera non pereunt*. Même une crise aiguë de petite monnaie, si elle peut rendre l'exécution de l'obligation plus difficile, ne la rend pas impossible, du moins dans la conception de notre jurisprudence, très stricte sur ce point pour le débiteur (1).

Le créancier pourrait donc en pure logique faire dresser procès faute de paiement, faire constater la cessation des paiements et déclarer la faillite, poursuivre la résolution du contrat avec dommages et intérêts, etc... sanctions tellement disproportionnées à l'intérêt en jeu que l'on ne semble pas s'en être jamais prévalu. En fait le créancier, dans les petits contrats de la vie courante, préférera considérer que l'opération n'a pas été conclue. Si la créance est importante il consentira probablement à accorder un court terme au débiteur pour se procurer de la monnaie, s'il n'aime mieux la lui procurer lui-même, afin de toucher immédiatement son dû. Mais en droit, les sanctions de l'obligation contractuelle sont applicables.

B. *Limitations à l'application des sanctions de l'obligation contractuelle.* — Une première limitation vient de ce qu'il y a en pareil cas impossibilité d'exécution sans insolvabilité, bien au contraire. Il en résulte que le débiteur qui se trouve dans l'incapacité de payer exactement sa dette, faute de monnaie d'appoint, dans un restaurant ou une voiture de place, ne saurait être poursuivi pour grivèlerie, et cela lors même qu'il refuserait de laisser en gage au créancier l'instrument monétaire de valeur excessive qu'il détient. L'impossibilité absolue de payer qui est un des éléments constitutifs du délit, manque ici. C'est d'ailleurs l'insolvabilité frauduleuse que vise l'art. 401 du Code pénal, et non pas l'obstacle juridique au paiement.

Une seconde limitation dérive peut-être de ce que l'on pourrait appeler la faculté d'abandon de la somme arrondie. Le débiteur ne peut-il pas se libérer en abandonnant au créancier la

(1) Planiol, Ripert et Esmein, *op. cit.*, t. 6, n° 384. Seul le retrait d'une catégorie d'instruments monétaires (par exemple, des pièces de 25 ou de 5 centimes) pourrait être considéré comme une force majeure, un fait du prince, rendant partiellement impossible l'exécution de l'obligation de somme d'argent et libérant, par conséquent, le débiteur de son obligation de faire l'appoint pour lequel ce type monétaire était indispensable.

différence entre le montant exact de sa dette et la valeur nominale de l'instrument monétaire qu'il présente en paiement ? En beaucoup de cas, lorsque la différence n'est pas trop élevée, il aurait un intérêt visible à cette combinaison : il éviterait de perdre du temps à aller chercher de la monnaie, pourrait conclure immédiatement une affaire qui risque de lui échapper, etc... Mais, le créancier est-il tenu d'accepter ?... A première vue, l'opération semble toute à son bénéfice ; cependant, elle peut ne pas lui agréer. N'est-il pas en droit de soutenir qu'il ne veut pas s'exposer aux ennuis d'un recours ultérieur du débiteur ? Mais, ce recours n'est pas à craindre : il ne peut s'agir de répétition de l'indu, car le débiteur a payé sciemment ; pas davantage de l'action de *in rem verso*, car la volonté du débiteur sert de cause à l'enrichissement du créancier. Tout ce que le créancier peut prétendre, c'est qu'il ne veut pas charger sa conscience du souvenir de ce trop-perçu, se grever d'une obligation naturelle de restitution (1). On peut se demander si le motif est suffisamment palpable pour faire obstacle à une combinaison dont les avantages pour la commodité du commerce en général sont manifestes, et si le refus du créancier, en semblable occurrence, ne devrait pas être traité comme un abus du droit.

§ 3. — *Les tempéraments au principe.*

Il faut d'abord mettre à part tous les cas où le créancier est, soit une caisse publique, soit la Banque de France. L'Etat comme conséquence de sa fonction monétaire, a le devoir de fournir aux particuliers les types d'instruments monétaires dont ils ont besoin.

Ce devoir qu'il doit déjà remplir lorsque le change de monnaie lui est demandé à titre principal par le public, il ne peut *a fortiori* s'y refuser, lorsque le change lui est demandé par ses débiteurs, à l'occasion du paiement. La prétention affichée par les Trésoreries générales et perceptions d'obliger les contribuables à faire l'appoint de leurs dettes paraît éminemment condamnable.

(1) Le vendeur d'une marchandise dont le prix est taxé ou bloqué pourrait également arguer aujourd'hui qu'il court le risque, en acceptant la somme arrondie, d'être dénoncé comme vendant à un prix majoré.

L'obligation du débiteur à l'appoint se limite donc à la sphère du droit privé. Mais, même à l'intérieur de cette sphère, elle n'est pas absolue, comme on le prétend couramment. Exceptionnellement elle peut disparaître pour laisser place à une obligation du créancier de faire le change.

A. *Premier tempérament : application de la théorie de l'abus du droit.* — Les auteurs allemands déclarent que l'obligation du débiteur à faire l'appoint doit être tempérée par l'intervention du principe de la bonne foi (1). Dans la technique juridique française, disons qu'elle doit être tempérée par la théorie générale de l'abus du droit.

Le tempérament peut sembler sans grande portée pratique, car le contrôle essentiellement judiciaire de l'abus du droit, requiert une action en justice que l'insignifiance de l'objet empêchera d'intenter. Mais on peut supposer des cas où l'abus commis par le créancier aura eu des conséquences — même indirectes — très préjudiciables pour le débiteur : celui-ci par exemple n'a pu prendre le train à temps, a perdu une journée, manqué des affaires, etc... Pour obtenir la réparation de ces ricochets de dommages, un procès est très plausible. Au surplus les règles de droit ont, avant même tout procès, une force d'intimidation qu'il ne faut pas sous-estimer.

Quelle attitude les tribunaux pourront-ils censurer au juste comme abusive ? Faut-il exiger l'intention de nuire délibérée ; les sentiments vindicatifs dont on poursuivrait une personne déterminée, du moins cette intention vexatoire vague qui s'attaque à tout venant, si fréquente dans le refus de monnaie opposé par les commerçants grincheux ? Ne faut-il pas aller plus loin et décider qu'il y a abus du droit toutes les fois que le créancier disposant d'une monnaie d'appoint suffisante refuse de faire le change au débiteur ? Nous jugerions ce second critère préférable, car il est plus favorable à la pratique des affaires, à la commodité et à la rapidité des transactions. Néanmoins c'est en partie une question de circonstances. Dans le règlement d'un effet de commerce, plus largement d'un billet unilatéral, ou même d'une obligation résultant d'un contrat unilatéral, on admettra plus facilement un droit strict du créancier à exiger l'appoint. Au

(1) Nussbaum, *op. cit.*, § 8, II, e.

contraire, l'existence d'un abus du droit sera plus aisément reconnue dans l'exécution de contrats synallagmatiques, surtout des contrats dans lesquels le créancier est un commerçant qui fait des offres permanentes au public. On pourrait aller jusqu'à dire, que dans l'usage, l'offre faite au public implique l'engagement tacite de procurer le change dans la mesure des disponibilités en petite monnaie (1). Nous voici, de la sorte, très près du second tempérament.

B. — *Second tempérament : Convention des parties.* — Le principe que le débiteur a l'obligation de l'appoint n'est certainement pas d'ordre public. Le décret du 22 avril 1790 répondait il est vrai à des préoccupations politiques. Mais le principe repose aujourd'hui avant tout sur l'intérêt privé du créancier. Celui-ci est en droit de renoncer à cette protection. Une convention entre créancier et débiteur pourra donc renverser le fardeau de l'obligation d'appoint.

Rien n'interdirait de passer cette convention avant le paiement, au moment de la conclusion du contrat principal. Mais en fait, c'est au moment du paiement qu'elle intervient toujours. Elle peut être expresse, le débiteur interrogeant le créancier : « Pouvez-vous me rendre la monnaie ? » Elle sera souvent tacite résultant de deux gestes : celui du débiteur qui tend un instrument monétaire d'une valeur supérieure à la dette ; celui du créancier qui appréhende sans réserve cet instrument monétaire. A partir de cet instant, le créancier est lié et assume l'obligation de faire le change.

La nature de cette convention est controversée. Bien qu'elle vienne se greffer sur le paiement, on considère volontiers qu'elle garde son caractère de contrat indépendant. Mais quel contrat ?

(1) L'affiche apposée par la Société du Métropolitain dans ses stations pourrait être citée comme un « témoin » de cet usage : « Pour éviter les discussions au guichet, et surtout pour accélérer le service, MM. les voyageurs sont instamment priés de se procurer le numéraire nécessaire pour solder exactement la somme dont ils sont redevables. Toutefois les receveuses et receveurs (*sic*) sont tenus de rendre la monnaie et les bibliothécaires de faire le change dans la mesure de leurs disponibilités. » On remarquera que ni le décret de 1790, ni l'article 1243 C. G. ne sont invoqués. La Compagnie évite de se targuer d'aucun droit formel à l'égard de ses voyageurs. Le problème de l'appoint est placé tout entier sur le terrain de la bonne foi et de l'avantage commun des parties. Il est vrai que la Société du Métropolitain jouit d'un monopole, et ce serait une question que de savoir si le monopoleur n'est pas, dans ses rapports avec les usagers, obligé de faire le change.

Comme en matière de change de monnaie, c'est le droit pénal qui fait surgir l'intérêt de la qualification du contrat : si le créancier s'enfuit avec le billet qu'il avait reçu à charge de rendre la monnaie, ou s'il nie frauduleusement l'avoir reçu, ou s'il ne rend la monnaie que sur une somme inférieure, ce détournement constitue-t-il un abus de confiance ? Des auteurs le soutiennent en considérant que le créancier, jusqu'à remise de la monnaie d'appoint détient le billet à changer en qualité de dépositaire. « Ce que se propose le débiteur, ce qu'accepte tacitement le créancier... c'est un paiement pour une partie, un échange pour un autre..., mais en attendant que la différence soit rendue, conformément à la convention tacite dont l'existence est incontestable, le billet n'est entre les mains du créancier, qu'à titre de dépôt » (1). Dans un arrêt du 28 juin 1884, la Chambre criminelle a formellement repoussé cette qualification de dépôt pour le double motif que le débiteur n'avait pas eu l'intention de conférer la garde du billet au créancier, et que celui-ci n'était pas tenu à une restitution en nature. Elle n'en a pas moins retenu l'incrimination d'abus de confiance, en envisageant le créancier comme mandataire du débiteur (2). Mais l'analyse n'est pas à l'abri de la critique (3). Quel serait au juste l'objet de ce mandat, qui ne pourrait être d'ailleurs qu'un mandat tacite ? On ne peut pas dire que le créancier reçoit mandat de se payer avec le billet qui lui est remis. Il est directement payé et l'interprétation d'un mandat aux fins de se payer soi-même, est une subtilité. Le raisonnement semble moins fragile si l'on dit qu'il y a mandat de procurer de la petite monnaie pour le montant de la

(1) Desjardins, *Rev. critique*, 1885, p. 93.

(2) Crim. 28 juin 1884, S. 1885.1.189 ; dans le même sens : Lyon, 29 avril 1857, *Rép. Jurispr. gén. Dalloz*, v^o Vol, n^o 76-9^o ; comp. Bordeaux, 25 novembre 1881, *Rép. Jurispr. gén. Dalloz, Suppl.* v^o Abus de confiance, n^o 108 ; seulement dans cette espèce, c'était un employé des postes qui, ayant reçu une pièce de 10 francs pour l'émission d'un mandat-poste de 5 francs (plus cinq centimes de frais) avait frauduleusement retenu la différence : la Cour d'appel l'a considéré comme mandataire, non parce qu'il avait reçu mandat de rendre la monnaie, mais parce qu'il avait reçu (au nom de son administration) mandat de payer ou faire payer le bénéficiaire de l'opération ; le mandat de l'employé faisait corps avec le mandat-poste. Comp. aussi Grenoble, 27 décembre 1873, D. 1876.5.5 ; dans cette affaire un débiteur illettré avait remis un billet de banque de 100 fr. au créancier en lui demandant d'en dire la valeur et de retenir là-dessus le montant de sa créance ; le créancier avait déclaré que le billet était seulement de 50 francs ; le fait a été traité comme abus de confiance commis par un mandataire, mais c'est qu'il y avait eu, en l'occurrence, un mandat spécial de vérifier la valeur du billet.

(3) Comp. Desjardins, *loc. cit.*, p. 95.

différence, entre le billet et la dette. Mais cette petite monnaie à rendre, le créancier en est déjà, par hypothèse, propriétaire. Or, autant on conçoit un mandat de procurer de la petite monnaie quand le mandataire doit aller s'en fournir chez un tiers, auprès d'un commerçant ou d'une banque, autant l'intervention de ce mandat apparaît comme une présomption de volonté divinatoire et une complication inutile lorsque cette petite monnaie se trouve déjà dans les caisses du prétendu mandataire. Si l'on voulait à toute force supposer un contrat tacite dans les rapports entre le créancier et le débiteur, ce ne pourrait être qu'un contrat de change de monnaie, comparable à celui que nous avons décrit au chapitre précédent, à cela près qu'il est encasté dans un paiement : le débiteur présente le billet au change, le créancier jouant le rôle de changeur, lui doit l'équivalent en petite monnaie, mais comme sa dette se compense avec sa propre créance, jusqu'à concurrence du montant de celle-ci, c'est seulement la différence qu'il remettra au débiteur. Cette qualification de contrat de change, qui ne serait peut-être pas incompatible avec l'application des peines de l'abus de confiance (1), permettrait de résoudre très simplement les difficultés nées de l'exécution de l'opération : il suffirait d'appliquer à celle-ci le régime juridique dégagé pour le contrat de change de monnaie.

Mais toutes ces théories qui consistent à sous-entendre des contrats auxquels les parties n'ont jamais songé sont très contestables : l'intention essentielle du débiteur, qui demande le change au créancier est de payer sa dette, non de changer le billet ; l'intention essentielle du créancier est de recevoir son dû. En greffant des contrats sur le paiement, on décompose une opération qui est, dans la réalité, indivisible, et qui est pour le tout un paiement. La remise de monnaie par le créancier n'est à la vérité qu'un incident, une modalité du paiement, modalité qui repose sans doute sur un accord de volontés entre les parties, mais cela n'a rien de singulier, car le paiement lui-même est un acte juridique volontaire. L'opération n'est donc pas soumise *a priori* au régime juridique du contrat de mandat, ni même du contrat de change de monnaie. Il convient d'élaborer pour elle un statut particulier, ce qui n'exclut pas d'ailleurs la possibilité de s'inspirer, par analogie, de certaines règles dégagées pour le

(2) V. *supra*, 2^e partie, chap. 2, sect. 1, § 1, p. 105.

contrat de change, ainsi que nous allons nous en rendre compte maintenant.

SECTION II. — Exécution de l'opération d'appoint.

Lorsque c'est le débiteur qui fait l'appoint, conformément à l'obligation de principe qui pèse sur lui, l'exécution de l'opération ne suscite pas de difficultés particulières. Il y a lieu d'appliquer simplement les règles du paiement, notamment quant au pouvoir libératoire des différents types de petite monnaie.

Au contraire quand par exception — exception qui peut d'ailleurs être en fait très fréquente — c'est le créancier qui est obligé de faire le change, ou qui s'est volontairement chargé de le faire, il faut préciser comment doit s'exécuter cette opération de restitution de monnaie, et comment la propriété des espèces est transférée de part et d'autre.

§ 1. — *Comment doit-être exécutée l'opération de l'appoint ?*

La monnaie doit être rendue par le créancier exactement. Il n'est pas autorisé sauf assentiment exprès du débiteur à retenir une prime. On pouvait de ce point de vue trouver contestable, en droit, une pratique qui s'était instaurée ces derniers temps dans l'intervalle entre le retrait des pièces de 0,05 centimes et le retrait des pièces de 0,25 : le créancier d'une somme comportant des fractions de 5 centimes ou de multiples de 5 centimes, rendait la monnaie au débiteur en la calculant sur une somme arrondie au décime, sous prétexte qu'il n'avait plus de pièces de 5 centimes. Or, il n'y avait pas à cette époque, en raison de l'existence des pièces de 25 centimes, une impossibilité absolue de rendre la monnaie exacte dans ce cas. S'il y avait eu une impossibilité relative, le créancier ne disposant pas en fait de ce genre de pièces, le débiteur aurait dû en être préalablement averti.

La monnaie ne doit pas seulement être rendue d'une manière exacte, mais à l'instant même (ici encore, sauf assentiment du débiteur qui consentirait à attendre quelque temps). Cependant dans le jugement que nous avons eu l'occasion de mentionner plus haut, le Tribunal de Commerce de Nantes paraît avoir

admis que le receveur de tramway, même s'il avait accepté de rendre la monnaie, n'était pas obligé de la délivrer immédiatement au voyageur dans la voiture, et que celui-ci pouvait être tenu d'aller se la faire restituer au guichet de la station terminus de ligne. Hors le cas où le receveur aurait été absolument démuné de petite monnaie, on pourra trouver cette solution bien rigoureuse pour le voyageur et contraire à l'usage.

§ 2. — *Transfert de la propriété des Espèces
dans l'Opération de l'appoint.*

Nous retrouvons des controverses symétriques de celles que nous avons déjà rencontrées à propos du contrat de change. Elles empruntent, elles aussi, leur intérêt principal du droit pénal.

Deux sortes d'agissements ont ici donné lieu à jurisprudence.

1^o Le créancier essaie d'une manière ou d'une autre de garder le billet sans rendre la monnaie, donc, de s'approprier frauduleusement la différence entre sa créance et le montant de l'instrument monétaire. Des décisions, déjà citées, ont considéré qu'il y avait là un abus de confiance, le créancier ayant reçu le billet en qualité de mandataire du débiteur. Nous avons dit plus haut les doutes que nous suggérait cette qualification de l'opération. Peut-être pouvait-on, sans parler de mandat, admettre que le billet avait été remis au créancier pour un travail non salarié, suivant l'expression un peu vague de l'art. 408 du Code pénal, c'est-à-dire pour un service gratuit. Un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 23 juin 1880 (1) a préféré appliquer les peines du vol ; d'après lui, le créancier qui s'approprie une pièce sans rendre la monnaie, s'approprie la somme qui forme l'appoint, somme appartenant sans contestation possible au *solvens*. On peut remarquer que dans l'espèce jugée par la Cour d'appel, le créancier était un chaudronnier ambulant qui s'était enfui avec la pièce, tandis que dans l'arrêt précité de la Cour de cassation du 28 juin 1884, le créancier avait rendu la monnaie sur une somme inférieure à celle qu'il avait reçue réellement. Les faits se présentaient donc avec une nuance de criminalité violente

(1) Bordeaux, 23 juin 1880, S. 1881.2.12.

dans un cas, astucieuse dans l'autre, ce qui pouvait suggérer l'application, ici des peines du vol, là des peines de l'abus de confiance. Cependant il ne faut pas se dissimuler que la qualification de vol est peu satisfaisante (1).

D'abord, le créancier n'a-t-il pas remis volontairement la pièce à changer, ce qui exclurait l'appréhension frauduleuse par le débiteur ? On peut à la rigueur écarter l'objection en soutenant que la remise n'a pas été absolument volontaire, puisque le débiteur était obligé de payer et n'avait pas de monnaie. Mais il n'en reste pas moins que le créancier a été mis en possession de la chose. Or, la rétention même frauduleuse de la chose d'autrui, n'équivaut pas à une soustraction. Du reste, sur quoi porterait exactement le vol ? Sur l'instrument monétaire à changer ? Mais, c'est le débiteur qui l'avait remis lui-même au créancier. Sur la monnaie à rendre ? Mais le débiteur n'en est pas encore propriétaire, elle n'est pas encore représentée matériellement. Pour sauver la qualification de vol, on peut essayer de soutenir que le débiteur n'a aliéné sa pièce ou son billet que sous la condition que la monnaie lui soit rendue. La condition n'ayant pas été remplie, il est resté propriétaire. Seulement du point de vue du droit pénal, ce jeu de la condition est inopérant. Le créancier de son côté doit être considéré comme propriétaire du billet sous condition résolutoire. Tout ce qu'on peut lui reprocher, c'est de n'avoir pas rempli une condition, mais, le non-accomplissement d'une condition est toute autre chose qu'une soustraction frauduleuse.

2° Le débiteur s'efforce d'une manière ou d'une autre de garder ou de reprendre le billet à changer tout en s'appropriant la monnaie. C'est notamment l'hypothèse très pratique du vol au « rendez-moi ». Un individu, se présente chez un commerçant et se fait remettre certaines marchandises.

Au moment de payer, il exhibe un billet d'un montant supérieur à l'achat, se fait remettre la monnaie et, profitant du trouble qu'une opération de calcul mental peut provoquer même chez les commerçants les plus avertis, s'en va en emportant le billet, les marchandises et la monnaie, parfois simplement, le billet et la monnaie. La qualification du délit a fait difficulté à trois

(1) Comp. les objections de Desjardins. *Revue critique*, 1882, p. 66.

points de vue ; quant à la marchandise, quant à la monnaie rendue, quant au billet à changer (1).

En tant que le délit porte sur la marchandise, nous n'avons pas à nous y arrêter : on hésite entre le vol et l'escroquerie, on admet volontiers qu'il y a vol, en considérant que la marchandise n'est détenue par l'acheteur qu'à titre précaire jusqu'au paiement, qu'elle ne lui a été livrée que sous la condition tacite d'un paiement à faire (2). Pour ce qui est de la monnaie rendue, il paraît difficile d'admettre qu'il y ait vol. Sans doute, en droit romain, celui qui recevait sciemment le paiement de l'indu, était coupable de *furtum*, mais la notion du *furtum* était plus large que notre notion du vol. Le vol est, chez nous, exclu par la remise volontaire de l'objet, lors même que celle-ci aurait été provoquée par fraude (3). Tout au plus les éléments de l'escroquerie pourraient, le cas échéant se retrouver là (4). Il reste — et c'est le point le plus délicat — la question de savoir s'il y a vol en ce qui concerne le billet à changer. Elle est généralement résolue par une distinction. Si l'agent s'est borné à montrer le billet à changer sans s'en dessaisir, il ne saurait y avoir vol, faute de soustraction, l'agent n'ayant jamais perdu la possession de la chose (5). Toutefois, l'ensemble de la mise en scène pourrait être traité comme escroquerie (6). Si, au contraire l'agent a mis le billet à la disposition du créancier, et notamment en le déposant sur le comptoir, on admet volontiers que la possession en a été transmise au créancier malgré l'absence d'appréhension manuelle par celui-ci, et, partant il y a soustraction ou vol à le reprendre (7).

Telles sont les solutions de la jurisprudence pénale. Elles peuvent souvent se justifier par les nécessités de la répression. Il n'empêche qu'elles sont assez empiriques et que transportées en droit civil, elles conduiraient à des conséquences franchement

(1) V. Garçon, *op. cit.*, art. 379, nos 71 et s.

(2) Crim. 4 juin 1915, D. 1921.1.57, note Nast. S. 1918-19.1.225, note Roux ; comp. Garraud, *op. cit.*, t. 5, n° 2381, note 40.

(3) En ce sens Garçon, *op. cit.*, art. 379, nos 132 et s. ; Garraud, *op. cit.*, t. 6, n° 2381, note 40. Comp. Crim. 17 mars 1899, S. 1900.1.249.

(4) Comp. Paris, 18 juin 1887. D. 88.2.44 où est traité comme tentative d'escroquerie le fait d'un individu qui, dans la monnaie reçue par lui, avait substitué subrepticement une pièce de 5 fr. à une pièce de 10 fr. et avait réclamé ensuite la différence.

(5) Comp. Crim. 12 décembre 1856. S. 57.1.239 ; 5 mars 1897, D. 98.1.27.

(6) V. Garraud, *op. cit.*, t. 6, n° 2554.

(7) Crim. 29 septembre 1898, S. 1900.1.249, 1^{re} espèce, note Roux.

inacceptables en ce qui concerne les risques de perte par force majeure.

A notre avis, le seul moment déterminant pour le transfert de propriété, est celui de l'appréhension matérielle, soit du billet par le créancier, soit de la monnaie par le débiteur, de l'appréhension définitive bien entendu, par opposition à l'appréhension provisoire aux fins de vérification. Mais le débiteur ne peut pas prétendre avoir conservé la propriété du billet jusqu'à la restitution de la monnaie. Il a suivi la foi de son créancier, et si le billet venait à être volé par un tiers entre les mains du créancier, personne ne douterait que la perte ne fût pour le créancier, qui resterait tenu de rendre la monnaie.

Inversement, on ne peut pas prétendre que le créancier devient propriétaire dès le moment où le billet est posé sur son comptoir. Le commerçant qui rend la monnaie, tient précisément à laisser sur le comptoir le billet à changer pendant la durée de l'opération, afin de bien montrer qu'il ne s'en considère pas encore comme propriétaire et qu'il en laisse les risques au *solvens*.

C'est la pratique du commerce, à laquelle on ne saurait attacher trop d'importance.

CONCLUSION

La théorie juridique de la monnaie a été identifiée en France avec une question fragmentaire, celle de la monnaie de paiement, ou plus étroitement encore, celle des clauses de garantie tendant à protéger le créancier de sommes d'argent contre les répercussions d'une dépréciation monétaire. Une fois de plus, suivant ses tendances habituelles conformes d'ailleurs à la philosophie individualiste et spiritualiste du Code Napoléon, la doctrine française a abordé une théorie par son côté contractuel, sous l'angle de l'autonomie de la volonté. Cependant la théorie juridique de la monnaie est quelque chose de beaucoup plus vaste que cela ; l'étude de la petite monnaie permet de s'en rendre compte, où la question des clauses de garantie contre la dépréciation monétaire ne joue aucun rôle.

Notre thèse n'avait d'autre but que de suggérer la possibilité d'un élargissement des recherches de droit monétaire. Son imperfection même démontrera la difficulté de la tâche ; peut-être toutefois, quelques-uns des matériaux recueillis pourront-ils être utilisés plus tard par des mains plus expérimentées.

Notre plus grand embarras pour conclure, vient de ce que cette thèse de doctorat, ne comporte pas à proprement parler, de thèse à soutenir. Il ne semble pas s'en dégager une proposition générale qui dominerait le régime juridique auquel la petite monnaie est soumise, et qui en constituerait en quelque sorte la clé.

Toutefois, si nous n'avons pas su dégager cette proposition dominante qui nous échappe encore, nous avons fait du moins ressortir tout le long de cette étude, une sorte de « *motif* » qui pourrait bien avoir une valeur générale pour tout le droit monétaire : c'est le rôle capital joué en notre matière par l'usage, par la pratique du commerce, par l'acceptation tacite du public.

Ce n'est pas la même chose que la coutume, mais cela paraît bien être une source du droit monétaire. Peut-être est-on là en présence d'une des notions fondamentales d'où il conviendrait de partir dans une construction plus approfondie de la théorie générale de la monnaie.

Vu : le Doyen,
G. RIPERT.

Vu : le Président de thèse,
DE LA MORANDIÈRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
GILBERT GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

- ANTHONY. — La monnaie de compte en Bretagne. *Bull. de la Société archéologique du Finistère*, 1940, p. 72 et s.
- ARNAUNE. — V^o Monnaie, *Dictionnaire d'Economie politique* de Léon Say, t. 2, p. 303.
- BATBIE. — Qu'est-ce que le billet de banque? *Revue critique*, 1884.
- BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN (M.). — *Traité de droit civil, Donations*, 3^e éd.
- BORDIER. — L'émission des billets de banque et le privilège de la banque nationale suisse. Thèse Genève, 1932.
- BRAESCH. — Finances et monnaies révolutionnaires. Livre tournois et franc de Germinal.
- BRIDREY. — La théorie de la monnaie au xiv^e siècle. Nicole Oresme. Thèse Caen, 1906.
- COLSON. — *Cours d'Economie politique*, éd. définitive.
- CORVOL. — L'émission des bons de monnaie par les Chambres de Commerce. Thèse Paris, 1930.
- DECHARME. — Les petites coupures de billets ; étude historique et critique de législation financière. Thèse Poitiers, 1911.
- DEMOGUE. — *Traité des Obligations*.
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*.
- DESJARDINS. — *Revue critique*, 1885.
- ESMEIN. — Suppl. permanent au *Traité de Droit civil* d'Aubry et Rau.
- FISCHEL. — Le Thaler de Marie-Thérèse. Thèse de Lettres Dijon, 1912.
- FOURTENS. — La fin de l'Union monétaire latine. Thèse Paris, 1930.
- GARÇON. — *Code pénal annoté*.
- GARRAUD. — *Traité théor. et prat. de droit pén.*, 3^e éd.
- GLANGEAUD. — La monnaie de nickel. Thèse Poitiers, 1911.
- JOSSERAND. — *Cours de droit positif français*, 3^e éd.
- LANZAC DE LABORIE. — Paris sous Napoléon.
- LIÈVRE. — La monnaie et le change en Bourgogne sous les ducs Valois. Thèse Dijon, 1929.
- LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, 5^e éd.
- MOLIEUX. — Le système monétaire français, son évolution depuis 1936. Thèse Paris, 1942.
- MORINI-COMBY. — Les Assignats, p. 140.
- NUSSBAUM. — Das Geld in Theorie und Praxis des deutschen und ausländischen Rechts. Tübingen, 1925.

- OLIVIER-MARTIN. — Interveniente Pecunia, Doctrines et faits monétaires dans la vie juridique des Romains. *Annales du droit et des Sciences sociales*, 1936.
- PERREAU. — Courtoisie, complaisance et usages non obligatoires devant la jurisprudence. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1914.
- PERROUD. — Essai sur le billet de banque. Thèse Lyon, 1901.
- PLANIOI et RIPERT. — *Traité élémentaire de droit civil*, 10^e éd.
- PLANIOI, RIPERT et HAMEL. — T. 10 du *Traité théorique et prat. de droit civ.*
- PLANIOI, RIPERT et ESMEIN. — T. 6 du *Traité théorique et prat. de droit civ.*
- POTHIER. — *Traité du prêt de consommation*.
- ROUAST. — La prestation gratuite de travail. *Mélanges Capitant*.
- SAVATIER. — L'Etat de nécessité en matière civile. *Mélanges Capitant*.
- SÉDILLOT. — Histoire du Franc. Paris, 1939.
- TOULLIER. — Droit civil français suivant l'ordre du Code.
- VIGREUX. — Le Change manuel. Paris, 1934.
- WILL WINKER. — Jacob Fugger der Reiche, 2^e éd., 1941.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
§ 1. — Délimitation du sujet.....	5
§ 2. — Division du sujet.....	7
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Théorie économique de la petite monnaie.</i> ..	9

PREMIÈRE PARTIE

Le système juridique de la petite monnaie.

CHAPITRE I. — <i>Les divers types de monnaie.</i>	30
<i>Section I.</i> — La véritable petite monnaie.....	31
§ 1. — La petite monnaie métallique.....	31
§ 2. — Les petites coupures de billets de banque.....	35
<i>Section II.</i> — Les jetons des Chambres de Commerce.....	37
§ 1. — Origine historique des jetons des Chambres de Commerce.....	37
§ 2. — Nature juridique des jetons émis par les Chambres de Commerce.....	40
<i>Section III.</i> — Les substituts de la petite monnaie.....	48
§ 1. — Les différentes catégories de substituts de la petite monnaie.....	48
§ 2. — Les problèmes juridiques posés par l'émission des substituts monétaires.....	51
CHAPITRE II. — <i>Le cours de la petite monnaie.</i>	54
<i>Section I.</i> — Le cours de la petite monnaie dans les rapports entre particuliers.....	57
§ 1. — Pouvoir libératoire de la petite monnaie.....	57
§ 2. — Limitation du pouvoir libératoire de la petite monnaie.....	59
<i>Section II.</i> — Le cours de la petite monnaie dans les rapports entre les particuliers et l'Etat.....	67
CHAPITRE III. — <i>Les mutations de la petite monnaie.</i>	71
<i>Section I.</i> — Le droit de mutation de l'Etat.....	71
<i>Section II.</i> — Les procédés de mutation.....	74

DEUXIÈME PARTIE

Les opérations juridiques dont la petite monnaie est le support.

CHAPITRE I. — <i>Le contrat de change de monnaie</i>	78
<i>Section I.</i> — Caractères du contrat de change de monnaie.....	81
§ 1. — Qualification du contrat.....	82
§ 2. — Contrat de droit public ou de droit privé.....	88
§ 3. — Contrat à titre onéreux ou à titre gratuit.....	88
§ 4. — Acte civil ou acte de commerce.....	90
<i>Section II.</i> — Formation du contrat de change de monnaie.....	92
§ 1. — Règles de validité.....	92
§ 2. — Règles de preuve.....	96
<i>Section III.</i> — Exécution du contrat de change de monnaie.....	98
§ 1. — Transfert de possession et de propriété.....	99
§ 2. — Vérification des espèces.....	103
CHAPITRE II. — <i>L'appoint dans les paiements</i>	106
<i>Section I.</i> — L'obligation de l'appoint.....	107
§ 1. — Le principe.....	107
§ 2. — Les sanctions du principe.....	109
§ 3. — Les tempéraments au principe.....	111
<i>Section II.</i> — Exécution de l'opération d'appoint.....	116
§ 1. — Comment doit être exécutée l'opération de l'appoint ?	116
§ 2. — Transfert de la propriété des espèces dans l'opération de l'appoint.....	117
CONCLUSION	121

722. — Imprimerie Jouve et C^{ie}, 15, rue Racine, Paris. — 11-1942.
